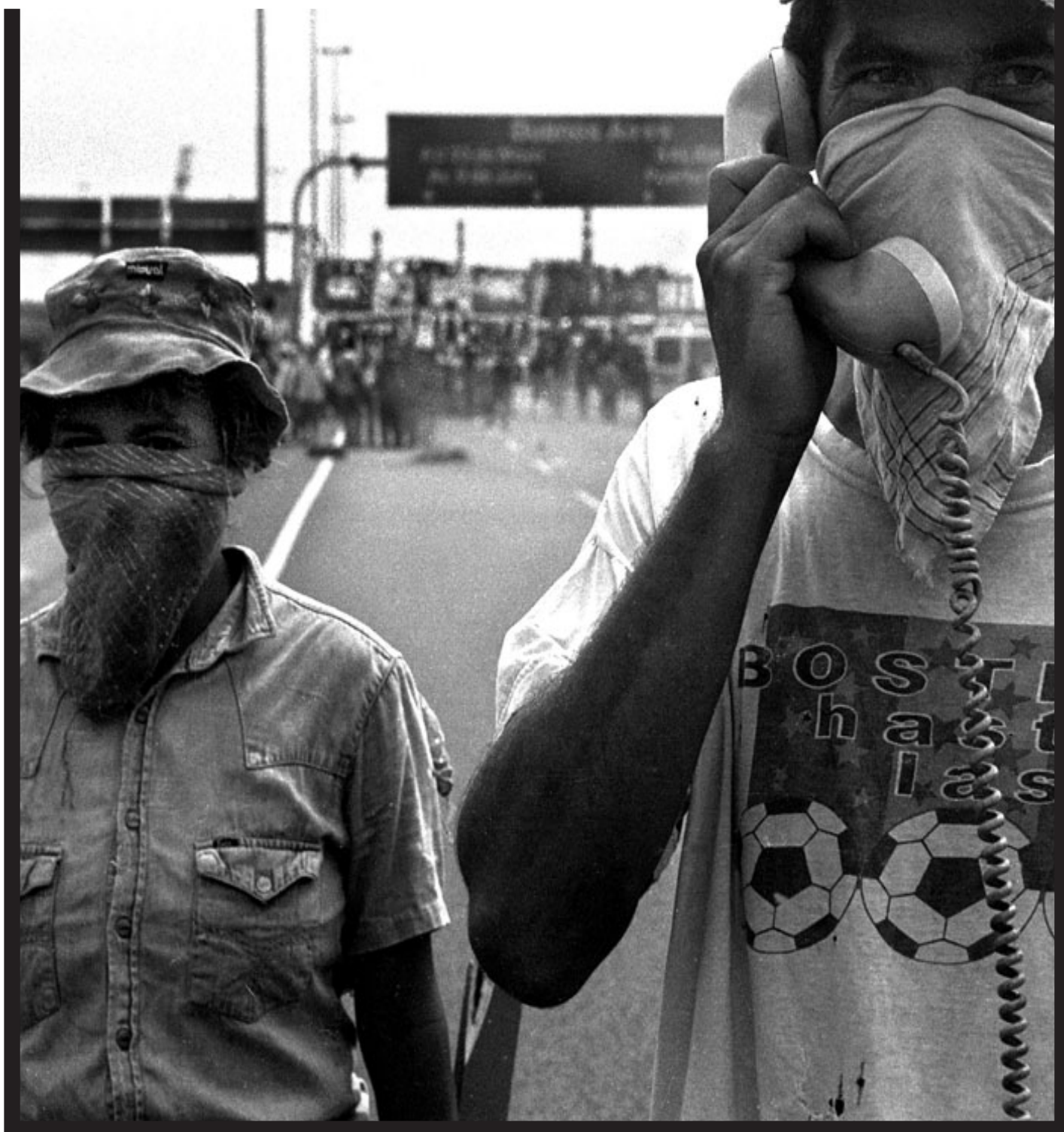


DU BLOCAGE DE L'ÉCONOMIE À LA CONSTRUCTION DE L'AUTONOMIE

DEUX ENTRETIENS AVEC DES MILITANTS
LIBERTAIRES DU MOUVEMENT
PIQUETER@S ARGENTIN



INTRODUCTION

page 3 › page 12

ENTRETIEN AVEC FABRICE, MILITANT DE LA FÉDÉRATION D'ORGANISATIONS DE BASE (FOB)

page 13 › page 38

ENTRETIEN AVEC FERNANDO, MILITANT DE LA FÉDÉRATION D'ORGANISATIONS EN LUTTE (FOL)

page 39 › page 55

ANNEXE

page 56 › page 58

INTRODUCTION

DÉPUIS L'EUROPE, notre attention aux mouvements sociaux à l'étranger se concentre souvent sur leurs aspects les plus spectaculaires. Les informations qui circulent décrivent émeutes, affrontements, sabotages, pillages... Il est plus rare d'avoir une idée de ce qu'il se passe avant et après les moments de confrontation. Quelles sont les éléments déclencheurs de ces révoltes? Comment en arrive-t-on à de telles confrontations? Quelles sont les structures mises en place lors de ces moments de remise en question de l'ordre établi? Qu'en reste-t-il lorsque la situation retourne « à la normale »?

De quoi ce manque d'intérêt est-il le symptôme, sinon des limites auxquelles se heurtent les luttes situées de ce côté de l'Atlantique. Des limites que rencontrent les acteurs et actrices de ces luttes à se projeter dans un processus réellement révolutionnaire, à s'identifier aux aspects des luttes plus liés à la « construction » de l'autonomie qu'à la « destruction » des structures d'exploitation et d'oppression sociale. Une image fragmentée des luttes, qui reflète sans doute un manque de perspectives et de commun à défendre, qui se traduit souvent par un engagement fragmenté dans les luttes.

Le mouvement de contestation en Argentine, n'a pas échappé à cette règle. Attirant toute l'attention des médias de contre-information pendant trois ans, de 2001 à 2003, il a ensuite disparu subitement de la scène médiatique européenne. Entre intégration à la normalité capitaliste des usines récupérées, répression et récupération du mouvement par le gouvernement « progressiste » de Nestor Kirchner¹, le foyer Argentin s'est transformé en braise, tandis que notre intérêt se tournait vers d'autres flammes, à l'autre bout du monde.

À travers deux entretiens avec des compagnons *piqueter@s*, militants au sein de deux structures du Mouvement des Travailleurs Désoccupés (*Movimiento de los Trabajadores Desocupados / MDT*), nous entendons renverser la tendance. En focalisant sur l'analyse des structures créées et pérennisées par les formes les plus radicales du mouvement, nous entendons repenser le mouvement en tant que processus qui s'inscrit dans la durée et dépasse la simple question de l'affrontement. Nous souhaitons nous interroger sur les évolutions sur le long terme, la structuration, les réussites et écueils de cette force sociale qui permet de comprendre l'intensité et la forme de l'antagonisme social en Argentine.

BRÈVE HISTOIRE D'UN MOUVEMENT DE VINGT ANS D'ÂGE

Bien qu'il existe une large bibliographie sur le mouvement *piquetero*, il nous a paru intéressant d'en retracer ici l'histoire succincte, en mettant l'accent sur quelques uns des moments qui en ont fait la force et l'importance à nos yeux.

Le terme *piqueter@s* vient de *piquete*, nom donné à la forme principale de mobilisation que ces travailleurs et travailleuses désoccupé.e.s ont érigé en arme. Le *piquete* des *piqueter@s* est très différents de l'image qu'on peut avoir d'un piquet de grève en Europe. En effet, lors d'un *piquete* en Argentine,

1. voir annexe p.57

les gens bloquent une ou plusieurs routes (souvent des autoroutes) qui jouent un rôle central dans la circulation des marchandises. Ils bloquent ces routes en y construisant des barricades (souvent avec des pneumatiques enflammés) et en les occupant jour et nuit. Le blocage dure de quelques heures à plusieurs jours, et sa défense entraîne parfois de violents affrontements avec la police. Certains de ces affrontements ayant parfois coûté la vie de *compañeros* et *compañeras*²...

Les premières organisations des travailleurs et travailleuses désoccupé.e.s, horizontales et antibureaucratiques, voient le jour en 1995 dans la ville de *Neuquen*. Ces structures, qui deviendront plus tard les organisations *piqueteras*, sont le fruit de l'alliance entre les licencié.e.s de la plus grosse entreprise pétrolière Argentine : *Yacimientos Petroliferos Fiscales* (YPF), tout juste privatisée, et d'autres chômeurs et chômeuses, principalement des entreprises du bâtiment. Quelques années plus tard, dans les villes de *Tartagal* et *Mosconi* (région de *Salta*), les chômeurs et chômeuses d'YPF seront encore une fois moteur d'une des plus massives révoltes contre les conditions de vie.

Pour comprendre les points communs entre les méthodes d'organisation et de lutte des chômeurs et chômeuses de *Salta* et de *Neuquen*, il nous faut remarquer que, depuis la présidence de Perón³, les grandes centrales syndicales étaient les seules à avoir voix dans l'échiquier de l'organisation du travail, maintenant leur quasi monopole en réprimant les luttes autonomes, y compris avec des méthodes mafieuses (attaques armées, menaces de morts sur les figures emblématiques de ces luttes autonomes...). Et la nouveauté apportée par les chômeurs et chômeuses YPF de *Salta* et de *Neuquen* était une expérience de lutte syndicaliste antibureaucratique, s'opposant aux syndicats officiels, qu'ils avaient développé au cours des années.

Certaines des caractéristiques de ces premiers groupes de travailleurs et travailleuses désoccupé.e.s, se retrouveront plus tard dans beaucoup d'organisations *piqueteras*, lorsque le mouvement se répandra dans toute l'Argentine. Aussi peut-on être tenté de penser qu'ils s'agit d'éléments constitutifs de ce qui fut « la création la plus authentique de la classe ouvrière et des masses opprimées en Argentine les dernières 25 années »⁴.

En 1995, Carlos Menem, dont le premier mandat présidentiel prend fin, prépare déjà sa réélection. Même s'il vient du peronisme, Menem va appliquer un programme d'extrême libéralisation économique, avec des conséquences énormes pour les populations. A titre d'exemple, lors de la privatisation d'YPF en 1991/92, 80% des travailleurs et travailleuses de l'entreprise seront licencié.e.s, créant ainsi la masse de chômeurs et chômeuses qui s'organiseront par la suite dans les mouvements *piqueteros*.

Les débuts du mouvement *piquetero* sont donc marqués par la mobilisation des ex-salarié.e.s d'YPF face à la privatisation de l'entreprise pétrolière. Or, ces travailleurs et travailleuses de YPF étaient les plus privilégié.e.s parmi ceux et celles des entreprises de production publiques⁵. Il s'agissait souvent de la troisième génération de salarié.e.s qui avaient intégré l'entreprise avec l'idée d'une stabilité de l'emploi garantie pour eux-mêmes et pour leurs descendant.e.s. Le fait que cela soit justement eux, les salarié.e.s d'YPF, cette entreprise pilier de l'économie publique, qui soient ainsi jeté.e.s en pâture aux lois de l'économie néo-libérale, symbolise de manière dramatique l'écroulement du modèle de gestion précédant pour tous les travailleurs et travailleuses d'Argentine.

L'émergence du mouvement *piquetero* est intrinsèquement liée à la chute du peronisme. Durant les premières années du mouvement, les protagonistes sont souvent les mêmes qui avaient voté pour Menem en 1995, croyant encore à sa rhétorique peroniste et progressiste, même après 6 ans de gouvernement néo-libéral. Ainsi, la rage avec laquelle ces chômeur.euse.s défendirent leurs barricades, s'explique en partie par la violence de leur désillusion face à l'espoir d'une gestion progressiste populaire (et populiste) de l'économie Argentine.

2. « camarade » en espagnol

3. Voir annexe p.56

4. Oviedo Luis, *Una historia del movimiento piquetero, de las primeras coordinadoras al argentinazo*, Ediciones Rumbos, Argentina 2004

5. Svampa Maristella, *Movimientos sociales en la Argentina de hoy, piquetes y asambleas, tres estudios de casos*, CEDES, Argentina, 2002

NEUQUEN, LE BAPTÊME DE FEU (1995-1997)

C'est donc fin 1994, début 95, en plein milieu du plan de licenciement d'YPF et de la crise du secteur du bâtiment, que les premiers comités de travailleurs et travailleuses désoccupé.e.s s'organisent dans la région de *Neuquen*. C'est l'époque des premières manifestations, ayant pour revendication principale la mise en place d'une allocation chômage de 500 pesos par mois⁶ pour les chômeurs et chômeuses de plus de 16 ans. En juin 96, alors que la mobilisation des comités s'étend peu à peu dans les banlieues de Buenos Aires et dans le reste du pays, une mobilisation massive des *piqueter@s* de *Neuquen* innove en terme d'organisation et marque le début d'un mouvement qui va se répandre comme une traînée de poudre.

Cette mobilisation fait suite à l'annonce par le préfet local concernant le renoncement d'une entreprise canadienne à s'implanter dans la région, près des ville de *Cutral Co* et *Plaza Huincul*. Pour les habitant.e.s de la province de *Neuquen*, cette décision est une désillusion de plus face aux sempiternelles promesses d'embauche et de relance économique que le préfet et les politiciens locaux lancent à chaque mobilisation, pour calmer les ardeurs ouvrières. Une désillusion de trop, puisque cette fois-ci, la réaction est immédiate : les chômeurs et chômeuses bloquent la route principale de la région en faisant appel à toute la population locale. Pendant une semaine, jusqu'à 5.000 personnes viennent prêter main forte au blocage, permettant aux piquets de résister aux nombreuses attaques de la police, et forçant le préfet à se rendre en personne devant les barricades afin de négocier un accord avec les *piqueter@s*.

Cette capacité à exercer un rapport de force jusqu'à ce que les négociations aient lieu devant les barricades, est une nouveauté dans les pratiques des mouvements contestataires. Le mouvement *piquetero* se démarque ainsi clairement des tendances à la délégation et à la représentation portées par les centrales syndicales traditionnelles et témoigne d'une recherche d'organisation horizontale et de démocratie directe.

En mars 1997, une forte mobilisation des professeurs de la région de *Neuquen* confirme la naissance du mouvement *piquetero*. Lors d'une manifestation appelée par les centrales syndicales réunissant environ 10000 participants, les professeurs décident de bloquer le pont central unissant les deux plus grandes villes de la région, reproduisant ainsi les méthodes de lutte *piqueteras*. Bien que le pont soit finalement rapidement libéré, les centrales syndicales sont obligées d'appeler à une nouvelle mobilisation, sous la pression de la base. Lors de cette nouvelle manifestation, les leaders syndicaux sont dépassés par la base. À la fin de la manifestation, les manifestants décident d'occuper et de bloquer la route. Lorsque les barricades sont libérées au bout de trois jours, les manifestants tentent de se replier dans les petites ruelles de *Cutral Co*, la police à leurs trousses. Devant l'image de ces flics surarmés persécutant les manifestants, toute la ville se soulève. Abandonnant la ville aux mains des révoltés, les flics se replient, laissant sur le pavé des dizaines de blessés ainsi que le corps mort d'une manifestante : Tereza Rodriguez. Redressant les barricades, les révoltés organisent une assemblée populaire qui assurera la réelle gouvernance de la zone pendant la mobilisation. Un tiers des délégué.e.s étant renouvelé à chaque négociation, pour empêcher qu'ils et elles ne soient corrompus par l'Etat ou le patronat, comme cela avait été le cas de plusieurs délégué.e.s lors des mobilisations de 1996.

6. En 1995, 500 pesos sont l'équivalent de 500\$. La politique de change monétaire Argentine de 1991 à 2002 établit une parité fixe gageant chaque peso argentin sur un dollar américain. Ce dispositif est adopté par le gouvernement argentin en avril 1991 pour contrer l'hyperinflation des années 1980 et stabiliser l'environnement monétaire. Il connaît un véritable succès jusqu'en 1997. A partir de 98, le pays bascule dans une récession et la dette atteint 133 milliards de dollars, enfonçant l'économie Argentine dans une « crise » qui atteint son pic en 2001.

MOSCONI ET TARTAGAL, LES FONDEMENTS

D'UN MOUVEMENT AUTONOME DE CEUX D'EN BAS (1997)

Quelques jours plus tard, ce sont les villes *Mosconi* et *Tartagal* qui appellent à la création d'une assemblée populaire. Lors de cette assemblée, environ 2000 *compañeros et compañeras* décident de bloquer l'axe routier principal de la région à la hauteur de la ville de *Mosconi*. Les blocages se répandent alors comme une traînée de poudre dans toute la région. En quelques jours on atteint le nombre d'une centaine de blocages. Les autorités officielles étant pratiquement inexistantes durant cette semaine de mobilisation, l'assemblée populaire les remplace, devenant ainsi la seule autorité représentant la base.

Les revendications de cette mobilisation sont multiples. Elles ne concernent pas seulement la question des salaires. Elles incluent par exemple des revendications propre aux peuples originaires participant à la mobilisation. Parmi les revendications phares figurent la mise en place d'une sécurité sociale ainsi que d'une allocation de 400 pesos pour tous les chômeurs et chômeuses, la création de 5000 postes de travail, la construction de logements sociaux, la création d'une caisse d'indemnisation de la région par les grandes entreprises d'extraction de gaz et de pétrole, afin de payer des indemnités aux victimes collatérales de l'extractivisme et d'investir dans des infrastructures pour le bien de tous.

Suite aux pressions des syndicats pro-patronaux et de l'Eglise, la mobilisation prend fin le 14 mai, avec une satisfaction partielle de plusieurs revendications. Une allocation de 220 pesos est attribuée à 1000 chômeurs et chômeuses. 2200 autres entrent dans un dispositif de programme de travail, qui leur permet de toucher une allocation moyennant un travail inutile et non rémunéré. Par ailleurs, les poursuites contre les acteurs et actrices de la mobilisation sont abandonnées.

La fin de ce cycle de lutte n'a pas pour autant signifié la fin du mouvement. Celui-ci continuera de plus belle longtemps après la grande crise de 2001. Dans un article paru en 2002, la chercheuse en sciences sociales, Maristella Svampa⁷ remarque que les *piqueter@s* de *Mosconi* et *Tartagal* se sont affrontés frontalement à deux piliers de la scène politique régionale d'Argentine : le pouvoir local avec son lot de mandataires dans un Etat fort et clientéliste et les syndicats officiels et leurs lots de méthodes officieuses voir mafieuses. Elle remarque également que tous les leaders du mouvement, en lien avec des syndicats officiels, ont été progressivement chassés de l'Union des Travailleurs Désoccupés de *Mosconi* (UTD *Mosconi*), jusqu'à la fin des années 2000. Les *piqueter@s* ont ainsi maintenu un fonctionnement horizontal, conférant à l'assemblée le rôle d'organe principal du mouvement, loin des logiques de délégation ou de personnalisation.

Il est également intéressant de se pencher sur la composition sociale des acteurs du mouvement. Toujours selon Maristella Svampa, l'un des éléments significatifs de ce mouvement est le rapprochement entre l'ancienne classe ouvrière en voie d'extinction et la nouvelle jeunesse précarisée. Sur les barricades de *Mosconi* et *Tartagal* se sont rencontrés les anciens employés d'YPF, derniers maillons d'une classe ouvrière en voie d'extinction, consciente de l'importance de son rôle dans la chaîne de production et fière du savoir technique qu'elle possède et cette nouvelle jeunesse précarisée, ayant grandi avec les mêmes « privilèges » que leurs parents ouvriers, mais consciente de la pauvreté qui l'attend.

L'EXPANSION DU MOUVEMENT ET SES DIFFÉRENTES TENDANCES (2001)

Au fil du temps le mouvement s'organise et prend de l'ampleur. En juillet 2001 et en septembre

7. Svampa Maristella, op. cit.

2001, deux rencontres nationales ont lieu entre membres du mouvement. 2000 représentants des mouvements *piqueteros* de tous le pays y participent. Ces deux rencontres sont ponctuées d'actions fortes et de blocages de routes aux alentours des assemblées. Un programme de mobilisations combattives, coordonnées à l'échelle nationale, est établi à l'issue de ces rencontres. D'autres organisations syndicales que celles issues des mouvements de chômeurs et chômeuses participent également à ces assemblées, confirmant le rôle fédérateur du mouvement *piquetero*, et ses capacités à rassembler la classe ouvrière.

Le 30 mai 2002, un blocage contre la politique économique du gouvernement est organisé dans toute l'Argentine. Plus de 1.000 routes, ponts et gares de trains, sont bloqués par des organisations *piqueteras*, auxquelles se sont jointes des organisations syndicales et étudiantes.

En quelques années, le mouvement des *piqueter@s* est devenu un mouvement de masse. Selon certaines estimations⁸ il comptait entre 200000 et 300000 chômeurs et chômeuses en 2004, dans leur grande majorité des femmes. Bien qu'ayant initialement une position de supériorité méprisante, voire d'hostilité envers le mouvement, la gauche traditionnelle (les trotskistes et le Parti Communiste argentin) est obligée de plier devant son expansion et ses capacités de mobilisation. Elle crée à son tour des comités de chômeurs et de chômeuses, afin de ne pas être complètement écartée de la scène politique contestataire.

Comme dans bien des cas, différentes positions se cristallisent à mesure que le mouvement grandit. Du réformisme petit bourgeois, attaché à un Etat clientéliste, jusqu'aux tendances révolutionnaires, attachées à la construction de l'autonomie, un large éventail de tendances opposées se dessinent et prennent peu à peu leur propre route.

Ces différentes positions reflètent évidemment des buts et des pratiques différentes dans les luttes. Une ligne de fracture s'impose dès le début du mouvement entre les organisations réformistes, favorables à la création d'un syndicat porteur de revendications, et celles qui visent à l'autonomie des classes opprimées et à l'auto-organisation concrète. L'autre fracture, non moins importante, est celle entre les organisations qui revendiquent un *trabajo genuino*, c'est à dire un « vrai » travail non précarisé, pleinement intégré au circuit traditionnel de production capitaliste, offrant aux salarié.e.s des droits définis par des conventions collectives, et celles qui revendiquent une allocation pour tous les chômeurs et chômeuses sans exception, qui permettrait aux organisations de répartir l'argent comme elle le souhaite, avec comme perspective la construction de structures appuyant les perspectives politiques d'autonomisation des opprimé.e.s.

Dans ce contexte se dessinent trois tendances principales au sein du mouvement. La tendance liée aux partis trotskystes, dans laquelle les organisations les plus importantes sont le *Polo Obrero*⁹ (PO) et le *Movimiento Socialista de los Trabajadores*¹⁰ (MST). La tendance liée aux deux plus grandes centrales syndicales : La *Centrale de Trabajadores de la Argentina* (CTA)¹¹ et au *Corriente Classista et Combativa* (CCC)¹². Une troisième tendance, plus radicale et clairement horizontale, est liée aux mouvements autonomes et aux organisations de base qui se rassemblent autour de la coordination autonome *Anibal Veron* et du *Movimiento Tereza Rodriguez*.

8. Selon la publication du journal du parti trotskiste *Partido Obrero*, mentionné dans Oviedo Luis, op. cit. p. 14.

9. Pole Ouvrier lié au *Partido Obrero*, parti trotskiste.

10. Mouvement Socialiste de Travailleurs, parti trotskiste.

11. La Centrale ds Travailleurs Argentins (CTA) est une scission de la *Confederation Generale de los Trabajadores* (CGT), syndicat réformiste et bureaucratique, historiquement majoritaire en Argentine. La CTA est la branche syndicale de l'*Allianza*, qui est une coalition de partis allant du centre-gauche et de la gauche non péroniste au centre-droit. L'*Allianza* succède au gouvernement de Carlos Menem en 1999 et sera au pouvoir jusqu'à sa dissolution durant la « crise » de 2001.

12. Le Courant Classiste et Combatif (CCC) est l'instrument syndical du parti maoïste *Partido Comunista Revolutionario* (PCR).

LA GESTION DE GAUCHE ET LA FRAGMENTATION DE LA TENDANCE AUTONOME (2001-2009)

Parmi ces trois tendances, la tendance autonome, plus radicale, est aussi la plus massive jusqu'à la fin de la révolte de 2001. Cette tendance est également celle qui subit le plus de tentatives de récupération, et est évidemment aussi la plus réprimée par l'État, atteignant un point culminant lors du massacre d'Avellaneda.

Le 26 juin 2002, plusieurs mouvements *piqueteros* organisent une mobilisation massive à Avellaneda dans la banlieue de Buenos Aires. Les revendications portées sont : l'augmentation générale des salaires ainsi que des allocations pour les chômeurs et chômeuses, l'augmentation de la nourriture attribuée aux cantines collectives, ainsi que l'expression de la solidarité avec l'usine occupée de Zanon¹³, menacée d'expulsion. Alors qu'ils essayent de bloquer le pont, les manifestant.e.s sont attaqué.e.s par la police qui fait usage de balles réelles. Lors de la confrontation, Maximiliano Kosteki, 22 ans, et Dario Santillan, 21 ans, tous deux membres de la coordination autonome *Anibal Veron*, sont assassinés. Des dizaines de blessés seront également laissés sur le carreau. Le massacre d'Avellaneda restera dans les mémoires comme un point de non retour dans l'histoire du mouvement *piquetero*, du côté du mouvement comme de celui du pouvoir.

Suite à cet événement, les réactions sont immédiates. Néanmoins, l'escalade de la violence répressive produit un découragement généralisé. C'est après ces événements que la tendance autonome du mouvement cesse d'être la plus massive.

Le massacre d'Avellaneda est une provocation dans un contexte où les instances officielles du pays appellent à un retour au calme et à la normalité. Le 2 juillet, le président argentin annonce la conduite d'élections anticipées en avril 2002. À l'issue de ces élections c'est Nestor Kirchner qui briguera la tête de l'État. Avec lui s'impose une nouvelle gestion de la crise économique, avec la réinvention d'un État social fort et une politique de redynamisation de l'économie nationale. Dans le même temps, la gestion de la contestation sociale passera d'une politique de répression à une politique de récupération sans vergogne, de la part de l'État comme de celle de certains acteurs des mouvements eux-même. L'un des premier acte du nouveau gouvernement sera d'arranger une rencontre avec l'organisation dont faisaient partie les deux assassinés. Parmi de nombreuses promesses faites lors de cette rencontre figurera celle de ne pas laisser ces deux crimes impunis. Dans un même mouvement, le gouvernement Kirchner promulguera un arsenal de lois en avril 2004, qui criminalisent la forme essentielle de la lutte *piquetera* : le blocage de routes. Si cette loi n'a pour l'instant jamais été appliquée, c'est sans doute parce qu'aucun politicien n'est prêt à en subir les conséquences au niveau politique.

Toujours est-il que le gouvernement Kirchner et sa politique de récupération vont provoquer des prises de positions tactiques contradictoires face au gouvernement et des fragmentations successives de la tendance autonome du mouvement *piquetero*. Ainsi, plusieurs des « grandes gueules » issus de cette tendance se retrouveront à de hauts postes gouvernementaux, tandis que certaines des organisations *piqueteras* recevront des sortes de « subventions » (pots-de-vin) démesurées¹⁴. Mise à part cette absorption de quelques têtes emblématiques du mouvement, l'autre moyen utilisé par les gouvernements successifs des Kirchner, c'est l'allocation chômage. Mis en place en 1996 par le gouvernement néo-libéral de Menem, le programme *Argentina trabaja* [Argentine travail] distribue des *planes trabajar* [plans de travail] qui sont en fait des allocations chômage en échange d'un petit boulot. Dès le début, ils sont un moyen essentiel dans la gestion du mouvement *piquetero* par l'État. Mais elles sont également un point de conflit à l'intérieur du mouvement. Gérées pour une grande partie par les municipalités et les préfectures locales qui en définissent les contours en fonction de leurs besoins, il est très difficile de décrire les différentes formes de fonctionnement et d'attribution de ces allocations.

13. Usine de production de céramique de la province de Neuquen, qui fût la première usine récupérée par ses travailleurs durant la crise de 2001 et autogérée depuis. C'est le symbole le plus important du mouvement de récupération et d'autogestion des lieux de travail en Argentine.

14. Comme le dit l'un des deux interviewés : « L'une des organisations *piqueteras* en est arrivée à toucher plus d'argent qu'un ministère ».

Selon le gouvernement de Menem, ces programmes sont « une occupation temporaire des travailleurs et travailleuses désoccupé.e.s, de préférence les chefs de famille [...] qui ne peut pas excéder une période comprise entre trois et six mois ». La tâche que doit effectuer le travailleur, c'est « un travail social ou de construction d'infrastructures sociales et économiques », tel que « le pavement des rues, la réparation d'écoles ou l'entretien et la propreté des voies publiques ». Pour parfaire le tableau, le travailleur sera sous la responsabilité des autorités publiques et municipales. Ce qu'on relève de prime abord, c'est qu'il ne s'agit pas d'un « travail », mais d'une « occupation ». Le travailleur ne reçoit donc pas un salaire mais « une aide économique » qui peut arriver jusqu'à 200 pesos (qui sera minorée de 50 pesos par la suite) et qui n'est pas considérée comme une rémunération¹⁵. Par conséquent le travailleur n'a droit ni à la retraite, ni aux aides assurées par les conventions collectives, ni à l'assurance maladie (excepté en cas d'accident du travail).

Les gouvernements successifs des Kirchner auront donc fondé une grande partie de leur politique économique sur l'institutionnalisation du travail précaire, dont ces programmes sont la clef de voûte. En 2007, 43,7% du total des travailleurs participent à ces programmes. Kristina Kirchner augmente encore leur pourcentage en 2009, avec l'inauguration du programme *Argentina Trabaja* qui subventionne des coopératives offrant les mêmes conditions de travail précaire. Sous le gouvernement néo-libéral de Mauricio Macri, élu en 2015, cette politique de programmes s'étend encore plus. En deux ans, le nombre de ses bénéficiaires augmente de 63,7%.

Si une grande partie des organisations *piqueteras* ont pour revendication le fait de pouvoir bénéficier de ces programmes, toutes n'ont pas les mêmes intentions d'utilisation. Profitant du fait qu'il n'y ait aucun contrôle de l'Etat sur l'utilisation de ces attributions, certaines organisations n'hésitent pas à mettre en place des coopératives fantômes pour grossir les rangs de leur organisation, distribuant l'argent des *planes trabajar* en échange de faveurs clientélistes (achat de bulletin de votes par exemple). D'autres organisations, issues de la gauche révolutionnaire ou du mouvement libertaire, utilisent cet argent pour construire des structures autonomes visant à renforcer le mouvement (centres sociaux, écoles libertaires, coopératives de travail...), assumant ainsi certains volets de la reproduction sociale.

Bien sûr, construire les bases d'une autonomie avec des subventions de l'Etat est une énorme contradiction. Mais c'est une contradiction ouvertement discutée et problématisée au sein du mouvement. L'argument qui pèse souvent dans la balance est celui de la réalité matérielle des moyens de subsistances. Sans argent à la clef, seule une poignée de militants passeraient leur temps à essayer de lutter. Or, si la plupart des *piqueter@s* atterrissent dans les organisations pour toucher un *planes trabajar*, tou.te.s admettent rencontrer un espace-temps où le collectif devient important et où les remises en question permettent de se renforcer aussi bien à titre personnel que collectif.

ENTRE RAPPORT DE FORCE ET AUTO-GESTION, UN MOUVEMENT COMPLEXE QUI ASSUME SES CONTRADICTIONS

L'histoire de la tendance autonome du mouvement *piquetero* est une histoire de mobilisation massive, en dehors des cadres syndicaux bureaucratiques et réformistes ou des traditionnelles cellules militantes avant-gardistes. Attentive aux questions de reproduction du pouvoir, cette tendance a su éviter autant que possible la reproduction des hiérarchies à l'intérieur de ses propres structures.

¹⁵. Journal *Clarín*, 23 mars 1997, mentionné dans Oviedo Luis, op. cit., p.53.

Par ailleurs, bien qu'étant exclu.e.s (en tant que chômeurs et chômeuses) du processus direct de production capitaliste, les *piqueter@s* sont parvenus à bâtir une conscience de classe de travailleurs et de travailleuses avec ou sans travail. Sans possibilité de se mettre en grève, ils et elles ont néanmoins réussi à perturber le flux de production capitaliste. Alors qu'en Europe, les centrales syndicales agitent régulièrement le spectacle du blocage de l'économie, les *piqueter@s* argentin.e.s ont redonné du sens à cette pratique, l'une des armes les plus puissantes du mouvement ouvrier¹⁶ !

S'appuyant sur la création d'outils autonomes et pérennes tel qu'écoles et cours pour adultes, ateliers d'auto-formations dans différents domaines, coopératives ou collectifs autogérés concernant la santé, le retraitement des déchets, la réhabilitation de l'habitat, etc, le mouvement a dépassé sa « condition » de mouvement avec des revendications autour de l'accès au travail en créant des outils et des structures d'auto-organisation comme réponses face aux besoins immédiats. Il s'est ainsi affirmé petit à petit en tant que force sociale et structure politique incontournable, capable de prendre en charge de façon autonome une partie de la question de la reproduction sociale (santé, éducation...), tout en élaborant des perspectives stratégiques révolutionnaires concrètes, bien loin des poncifs idéologiques ou des affirmations posturales.

L'une des critiques souvent portée à l'égard des mouvements *piqueteros* c'est l'aspect revendicatif de leurs luttes. Les luttes autour du droit au travail sont en effet souvent perçues comme des luttes réformistes qui tenterait de corriger l'évolution néo-libérale du capitalisme, sans pour autant mettre en critique son existence même. En acceptant la politique des *planes trabajar*, ou en créant des structures autonomes prenant en charge des services publics fondamentaux pour peu d'argent, le mouvement *piquetero* participerait à la monétarisation et à la privatisation des prestations sociales. Ce faisant, le mouvement serait directement impliqué dans la restructuration néo-libérale du capitalisme, fournissant à l'état le cadre lui permettant de déléguer certaines de ses prérogatives liées à la reproduction et à la paix sociale. Mais permettons nous une petite comparaison avec l'Europe, où une grande partie du prolétariat vit également grâce aux aides sociales et au travail informel. Si en Europe, le rapport aux aides sociales est individualisé, balayant ainsi les espoirs de construction d'une conscience de classe combative, côté argentin, qu'il s'agisse des « subventions » liées à la création et au fonctionnement de structures autonomes (éducatives, coopératives...) ou des prestations sociales redistribuées sous forme de rémunération dans le cadre des *planes trabajar*, ce même processus d'attribution est le résultat de revendications, de luttes et de gestion collective qui renforce l'autonomisation des opprimés. Ainsi, contrairement au système de distribution d'aides sociales en Europe, il ne s'agit pas de profiter passivement de quelques miettes que l'Etat distribue dans le but de maintenir la paix sociale ou un taux de chômage agissant comme une soupape nécessaire au nivellement des salaires vers le bas¹⁷, mais bien de revendiquer le partage des richesses et de lutter pour les arracher.

D'autre part, la revendication de l'accès à un travail « digne » ne peut être résumée à une revendication visant à rectifier les dérives d'un système d'exploitation. Obliger le système à fournir à tout.e.s les chômeurs et chômeuses un véritable travail non saisonnier, correctement rémunéré, nécessitant de véritables compétences, c'est aussi lutter contre la flexibilisation et la restructuration néo-libérale du travail, contre la précarisation.

De la même manière, on ne saurait réduire les outils autonomes créées au sein des mouvements, à des structures palliatives face au désengagement de l'Etat en terme d'éducation, d'accès à la san-

¹⁶. Selon les mots d'un *piquetero* du MTD Lanus : « la pratique du blocage est une vieille tactique utilisé par les ouvriers pour protester à la porte d'une usine, pour marquer une grève ou appuyer une lutte. Maintenant cette tactique s'est transposée aux autoroutes qu'utilisent les compagnies pour transporter le pétrole ou d'autres produits. Peut être que le capitalisme a changé et a besoin de moins d'ouvriers dans les usines, mais quoi qu'il en soit le transport de vos produits sera toujours indispensable. Vu qu'on n'avait plus de travail à l'usine, on a essayé de trouver un moyen pour empêcher le transport de ces produits. C'est ainsi qu'a commencé notre combat de classe et les différents mouvements piqueteros. »

¹⁷. Dans le contexte européen le NAIRU (Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment), ou taux de chômage non accélérateur d'inflation, est un indicateur du taux de chômage nécessaire à chaque état membre de l'UE pour éviter une inflation des salaires et de l'économie en générale. En théorie, un niveau effectif du chômage situé en dessous du niveau de cet indicateur implique une augmentation de l'inflation et donc une augmentation des salaires. L'Union économique et monétaire de l'Europe évalue ce taux annuellement pour chaque pays membres de l'UE, qui doivent ensuite adapter leur politique de l'emploi pour s'y conformer (politique d'accès à l'emploi, de distribution d'allocations chômage, de création de postes précaires...).

té, etc. En effet, bien que ces structures soient mises en place grâce à l'argent de l'Etat, et viennent effectivement combler un vide en matière de reproduction sociale, le fonctionnement autonome, horizontal et anti-autoritaire de ces structures permet une réappropriation et une redéfinition du contenu de cette reproduction sociale, participant ainsi à la création et à la diffusion d'une culture révolutionnaire de l'auto-organisation, capable de générer et gérer ses propres structures.

Enfin, au delà d'une absence de complexe à parler et collectiviser la gestion des contradictions, il y a la conviction que tout cela fait partie intégrante d'un processus révolutionnaire et que renforcer la capacité d'auto-analyse du mouvement face à ces contradictions renforce le mouvement.

DEUX GOUTTES D'EAU EXTRAITES D'UN MOUVEMENT GRAND COMME L'OcéAN

Les deux entretiens qui suivent ont été réalisés fin 2016 à Buenos Aires. Ils sont le résultat de nos discussions avec deux militants investis dans certaines structures du mouvement *piquetero* : Fernando, membre du *Frente de Organizaciones en Lucha* (FOL) [Front d'Organisations en Lutte] de la ville de Claypole, banlieue sud du grand Buenos Aires, et Fabrice, membre de la *Federacion de Organizaciones de Base* (FOB) [Fédération d'Organisations de Base] investi dans le quartier de Adolfo Alsina, banlieue ouvrière de Buenos Aires. Nos discussions avec ces *compañeros*, ainsi qu'avec d'autres, nous ont permis de comprendre l'impact des stratégies politiques et des structures *piqueteras* mises en place ces dix dernières années et de mieux cerner ce qui manque cruellement à nos expériences de luttes en Europe. Si, lors de ces discussions, nous avons porté beaucoup d'attention aux structures pérennes mises en place ces dix dernières années et à leurs effets en termes de stratégie révolutionnaire, ce qui a réellement suscité notre admiration, c'est cette capacité de mise à distance et de problématisation *in vivo* de la plupart des *compañeros* et *compañeras* rencontrés.

Conséquemment à un manque de temps et d'organisation, nous n'avons malheureusement pu enregistrer que ces deux entretiens. Si nous avons délibérément choisi d'interviewer des militants révolutionnaires, laissant de côté l'éventail réformiste du mouvement *piquetero*, nous aurions néanmoins aimé recueillir la parole de ceux et surtout de celles qui composent le visage actuel du mouvement *piquetero* dans sa large majorité : des femmes prolétaires immigrées, venant des pays limitrophes (Paraguay, Bolivie, Pérou). En effet, les deux interviewés sont des hommes blancs, l'un français et l'autre argentin. Ils étaient déjà politisés avant de s'engager dans des structures *piqueteras*. Selon leurs propres mots, ils ne sont pas des « militants de base », mais des « militants politisés », possédant déjà leur propre vision idéologique et participant par ailleurs à d'autres organisations politiques.

A travers cette invisibilisation, nous sommes bien conscients d'entretenir la tendance à laisser le monopole de l'expression politique aux hommes. Cette absence de témoignages de femmes laisse en outre un grand vide quant à la compréhension de ce qu'est le mouvement *piquetero* aujourd'hui. Un mouvement en l'occurrence essentiellement constitué de femmes migrantes, venues des pays pauvres

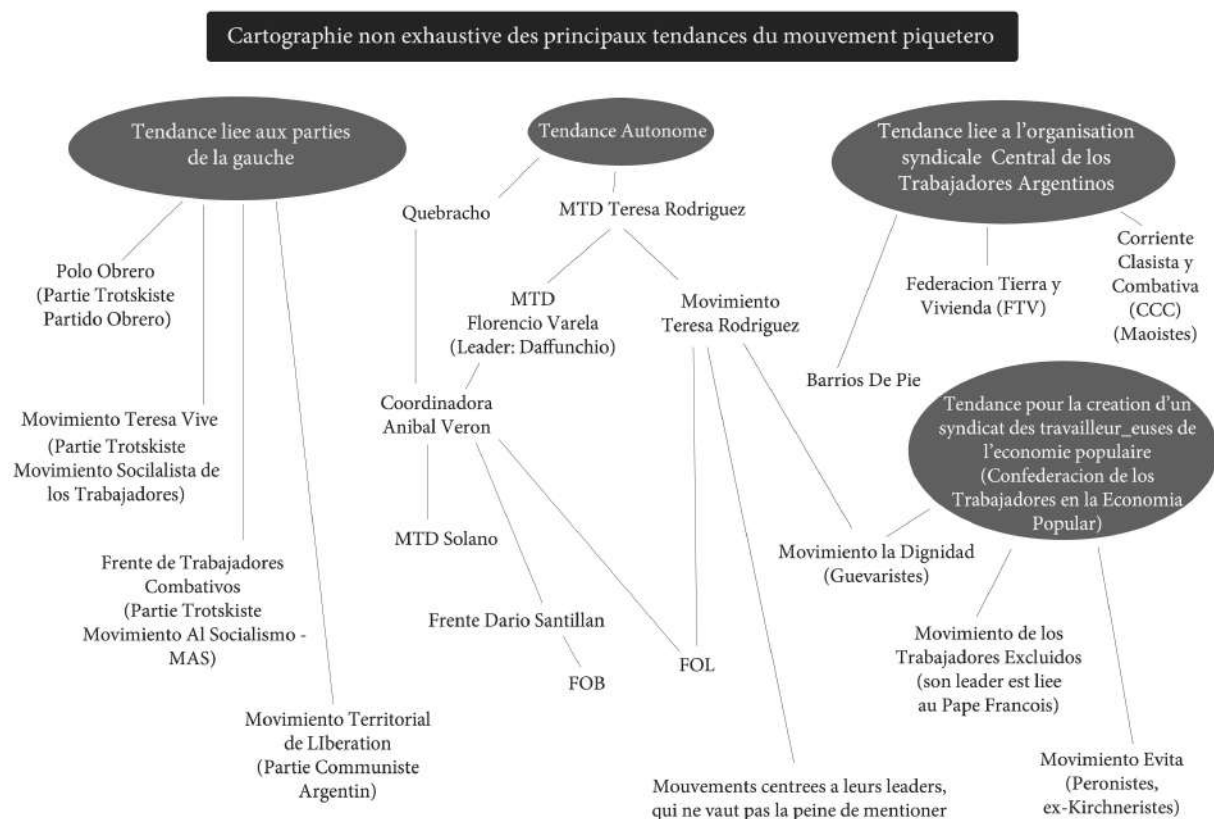
18. Bien que leur fonctionnement soit totalement libertaire, anti-autoritaire et extrêmement politique, ces *bachilleratos populares* bénéficient d'une certaine reconnaissance institutionnelle : les cursus qui y sont mis en place sont validés par l'institution. A l'issue de leur parcours scolaire en *bachilleratos*, les étudiants peuvent donc rejoindre une université publique, sans avoir besoin de passer une évaluation d'aucune sorte. Au sein de ces écoles d'auto-formation populaire, le fonctionnement et la gestion de l'école ainsi que les programmes et la mise en place de systèmes d'évaluation, se décident entre élèves et professeurs réunis en assemblée. Le plus souvent, ces programmes sont pensés en regard à une thématique annuelle qui concerne directement la vie du quartier. En 2016 par exemple, suite aux enjeux de dépollution d'une rivière de Claypole, c'est le thème de la pollution qui avait été choisi comme fil conducteur. Les cours étaient donc conçus et organisés en fonction de cette thématique : cours de science naturelle et de physique sur la pollution et la dépollution, cours d'histoire et de littérature sur la révolution industrielle, cours de philosophie sur la technologie, etc. Enfin, ces écoles étant souvent les seules existantes dans les bidonvilles, les enfants qui y sont scolarisés sont les enfants du quartier, et non des enfants issus de familles politisées.

et limitrophes à l'Argentine. Exposées à la fois aux oppressions de genre, de classe et au racisme, ces femmes ont fait germer au sein du mouvement, des réflexions sur les différents types d'oppressions et sur leur intersectionnalité¹⁹. L'invisibilisation de leur parole dans cette brochure entraîne nécessairement une invisibilisation des pratiques et outils de lutte et de déconstruction qu'elles ont mis en place. Cette absence est d'autant plus impardonnable qu'à l'époque où nous avons réalisé ces entretiens, le mouvement *Ni una menos* [*Pas une de moins*]²⁰ battait le pavé argentin, et les *compañeras piqueteras* en faisaient résolument parti.

Au cours de ces entretiens, nous avons donc peu abordé les questions de parcours personnel de politisation, ainsi que les thématiques concernant la reproduction sociale, et notamment les questions d'éducation populaire et d'auto-formation autour des questions de santé. Nous considérons cela comme un écueil. D'autant plus que les expériences d'éducation populaire du mouvement *piquetero* ne manquent pas, et particulièrement au sein du FOL, où des dizaines d'écoles libertaires appelée *batilleratos populares*¹⁸, se sont montées dans les quartiers.

Bien que nous soyons conscients que la réalité du mouvement révolutionnaire argentin ne soit pas transposable à celle de nos luttes et que la vision donnée à travers ces interviews en est partielle, nous espérons contribuer à en visibiliser les problématiques et contradictions, loin des mythes et des fantasmes. Posant plus de questions qu'apportant des réponses, nous espérons œuvrer à renforcer les ponts entre nos différentes réalités ainsi qu'à contribuer à l'auto-analyse de nos propres expériences. Pour que le mouvement révolutionnaire redevienne un jour international et menaçant.

Avril 2018



19. Notion qui désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, d'exploitation, de domination et de discrimination.

20. Ce mouvement féministe, qui a émergé spontanément en 2016 en réaction à de nombreux féminicides, est l'un des mouvements les plus large et dynamique de l'Argentine actuelle. S'illustrant dans de nombreuses campagnes nationales très suivies (notamment contre les violences faites aux femmes) ce mouvement est parvenu en juin 2018 à faire plier l'assemblée nationale concernant le droit à l'avortement, avant que la loi promulguée ne soit retoquée par le sénat.

ENTRETIEN AVEC FABRICE MILITANT DE LA FÉDÉRATION D'ORGANISATIONS DE BASE (FOB)



LES PREMIERS PAS...

PEUX-TU NOUS FAIRE UNE BRÈVE GÈNÈSE DU MOUVEMENT PIQUETERO?

Le mouvement *piquetero*, est né « formellement » en 1995. Les premières coupures de routes furent l'œuvre des chômeurs et chômeuses de *Cutral Co* (province de *Neuquen*) et de *Mosconi* (province de *Salta*). Dans les deux villages de *Cutral Co* et *Mosconi*, tout le monde était employé par YPF, l'entreprise nationale de gaz et de pétrole qui a été privatisée en 1992 puis bradée et qui est passée à Repsol en 1999. Dans ces villages donc, tout le monde vivait d'YPF. Or, lors de la privatisation, YPF a licencié plus de 60000 travailleurs et travailleuses et l'entreprise n'en a gardé que 5000. En 1992, les gens ont eu quelques indemnités de licenciement qui ont été vite gaspillées. Les gens ont essayé de monter

des *remiseria* (collectifs de taxis) et des kiosques. Mais ils n'avaient pas assez de clients et clientes justement du fait de la paupérisation généralisée alors tout est tombé à l'eau. Les gens crevaient littéralement de faim. Du coup, dans ces villages des milliers de personnes se sont mobilisées et ont commencé à faire des coupures de routes, des *piquetes*. Et il y a eu de grosses répressions. Je crois que dans les deux endroits et surtout à Mosconi y a eu 10 mort.e.s. Ça c'était en 1995-1996. C'est à partir de ce moment là qu'ont commencé à se monter des *Movimiento de Trabajadores Desocupados (MTD)* [mouvements de travailleurs et travailleuses sans emploi] dans le grand Buenos Aires. Il y a eu des centaines d'organisations qui se sont montées dans les quartiers. Ces mouvements étaient impulsés et dynamisés par des militant.e.s avec un certain profil idéologique qui allait du peronisme de gauche à l'anarchisme en passant par le marxisme, le maoïsme, enfin tous les courants politiques idéologiques possibles. C'est ces mouvements de travailleurs et travailleuses sans emplois qui sont la base du mouvement *piquetero* à Buenos Aires. Or, Buenos Aires c'est un peu le centre politique du pays. Ce qui se passe à Buenos Aires au niveau politique a une répercussion nationale. Et donc l'essor de ces *MTD* à Buenos Aires a influencé l'essor des *MTD* au niveau national, même si le mouvement est resté plus important à Buenos Aires..

À partir de 1998, trois courants principaux se sont développés au sein du mouvement *piquetero*. Un premier courant, regroupant toutes les tendances autonomes, s'est retrouvé dans la coordination *Anibal Veron*. Un autre courant regroupant tous les courants et tendances liées aux partis d'extrême gauche : *Polo Obrero*, *Movimiento Socialista de los Trabajadores (MST)*... Et un troisième courant regroupant les mouvements liés aux grosses centrales syndicales, en particulier la *CTA*, de tendance peroniste de gauche, et la *CCC*¹, une structure multi-sectorielle liée au Parti Communiste révolutionnaire, de tendance maoïste. En Argentine, les deux syndicats majoritaires sont la *CGT*, qui a le monopole des travailleurs et travailleuses du privé, et la *CTA*, qui regroupe surtout les travailleurs et travailleuses du secteur public : éducation nationale, hôpitaux...

Mais le plus intéressant c'est ce qui s'est passé avec la coordination des mouvements autonomes, la *Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CTD) Anibal Veron* qui a été très importante pour le mouvement. Je pense que c'est autour des années 2000-2001 que cette coordination a vraiment pris forme. En tout cas c'est en 2001 que le *MTD Oscar Barrios*, une des organisations fondatrices de la *FOB*, s'est créée en rejoignant cette coordination. C'était lors d'un campement dans le grand Buenos Aires Sud, qui a duré une semaine.

Les mouvements autonomes qui composaient cette coordination *Anibal Veron* n'étaient pas politiquement homogènes. Les différences correspondaient aux tendances politiques des militant.e.s qui avaient impulsé ou dynamisé les mouvements de quartiers, qui avaient ensuite rejoint la coordination. Il y avait des peronistes de gauche, des marxistes et des anarchistes. Et ces tendances ont réussi à coexister jusqu'à ce que Nestor Kirchner arrive au pouvoir en 2003. On parle de mouvements autonomes car ils ne sont pas rattachés à un parti politique, un syndicat ou une église. Mais ça ne veut pas dire que politiquement ou idéologiquement parlant, il n'y a pas une influence des militant.e.s.

En 2002 cette coordination était puissante. Elle représentait beaucoup de gens, surtout dans la zone sud de Buenos Aires et elle était composée de pleins d'organisations différentes. Comme c'était une coordination autonome, elle était moins facilement manipulable. L'État pouvait donc moins facilement négocier. Ce n'est donc pas par hasard que ce soient deux militants de cette coordination qui aient été assassinés le 26 juin 2002. C'est ce qu'on a appelé le massacre d'Avellaneda. Ce jour-là toutes les organisations *piqueteras* avaient lancé un plan de lutte nationale pour diverses revendications liées aux conditions de pauvreté (augmentation des « allocations », aliments...). Lors de la manifestation, la police a tiré à balles réelles, assassinant Dario Santillan et Maximiliano Kosteki.

1. Voir notes 9 , 10, 11, 12 de l'introduction.

QUELLE ÉTAIT L'INFLUENCE DE CES TROIS TENDANCES DU MOUVEMENT, NOTAMMENT EN TERME DE NOMBRE ?

Avant le massacre d'Avellaneda les mouvements autonomes étaient les plus importants. Par exemple, rien que le *MTD Solano*, qui n'était qu'une partie de la coordination *Anibal Veron* ça représentait des milliers de personnes. Le massacre d'Avellaneda a eu un effet dissuasif sur le mouvement autonome. L'État a joué sur la peur. Après 2002, l'influence des mouvements autonomes a donc commencé à baisser, à mesure que celle des partis de gauche augmentait, notamment en terme de nombre.

En ce qui concerne le troisième courant du mouvement *piquetero*, le courant lié aux syndicats, disons que c'est un courant un peu à part, qui n'est pas né du mouvement *piquetero*. Ce courant existait déjà depuis quelques années à travers le mouvement de récupération de terre pour créer des logements, dont la plus grande organisation était la *Fédération Tierra y Vivienda (FTV)*. Cette organisation avait été créée à l'initiative de militant.e.s appartenant à la *CTA*. C'était donc aussi un courant influant et important. Peu à peu, la lutte pour la récupération de terre et l'habitat s'est transformé en mouvement de chômeurs et chômeuses, orientant la lutte sur des questions revendicatives liées à l'absence de travail et à la « faim ».

C'est grâce à un discours progressiste que Kirchner a accédé à la présidence. Et la première chose qu'il a fait lorsqu'il est arrivé au pouvoir, c'est de convoquer la coordination *Anibal Veron*. La principale raison de cette rencontre c'était la tuerie d'Avellaneda. Kirchner voulait apaiser les tensions suite au meurtre de Dario Santillan et Maximiliano Kosteki. Kirchner assurait qu'il allait tout faire pour que les responsables politiques et policiers de ces assassinats soient jugés et condamnés. Ce qu'il n'a évidemment pas fait. Le seul responsable de l'époque qui a été poursuivi, c'est le commissaire Alfredo Fanchiotti, le chef du commando de patrouilles d'Avellaneda, qui a été condamné en 2007 à la prison à perpétuité. Mais les vrais responsables, eux, n'ont jamais été poursuivis. On continue encore de demander à ce que soient jugés Eduardo Duhalde, le président de l'époque, et le ministre de l'intérieur qui a ordonné la répression. Donc cette convocation de Kirchner, c'était avant tout pour apaiser les tensions, mais aussi parce qu'il voulait trouver un moyen de pactiser avec le mouvement autonome ou du moins réduire sa combativité. L'État voulait trouver un moyen de contrôler et canaliser la coordination des mouvements autonomes, ce qui était beaucoup plus dur qu'avec un parti traditionnel de gauche.

Un *compañeros* du *MTD Oscar Barrios* s'est retrouvé à cette réunion avec Kirchner. Il raconte que Kirchner leur a carrément demandé ce qu'ils voulaient en tant que coordination. Et là, personne n'était préparé à cela et il y a eu un gros flottement. C'est finalement l'un des grands référents très médiatique de la coordination, Juan Daffunchio², qui a pris la parole. A l'époque ce gars-là se revendiquait du marxisme-léninisme. Donc, Daffunchio prend la parole et il demande... des *planes trabajar* ! Imagine, on est après la révolte de 2001, dans un pays complètement appauvri, dans lequel toutes les institutions et les partis politiques ont été discrédités, l'État vient d'assassiner deux militants et de réprimer très durement le mouvement *piquetero*, le président convoque la frange du mouvement la plus radicale et là, le « représentant » du mouvement demande des *planes trabajar* ? Autrement dit, il demande la mise à disposition d'argent pour créer des postes de travail qui feront partie du système de domination. Pire encore, puisque ces postes de travail ne seront créés par l'État que pour contrôler une situation sociale explosive, et pour éviter que cela ne déborde encore plus. Tu me diras qu'est ce qu'on aurait pu demander au président, à part la révolution, à part qu'il dégage... Après ça, ils ont juste négocié le nombre de *planes trabajar*.

La question du travail comme revendication est une question qui a traversé le mouvement *piquetero* depuis ses origines. Est-ce qu'on revendique un travail *genuino*, « digne », « véritable », exploité et salarié mais inséré dans le marché du travail capitaliste, avec les droits qui vont avec. Ou, est ce qu'on revendique le fait d'avoir un minimum d'autonomie dans la gestion de ces *planes trabajar*, en sachant qu'il est difficile d'arriver à en dégager un revenu suffisant qui permette d'améliorer nos conditions de vie ? On s'est dit que l'idée n'était pas forcément d'axer les luttes sur les revendications pour

2. Un des fondateurs du *MTD Florencio Varela*, qui fut parmi les *MTD* les plus influant et majoritaire au sein de la coordination *Anibal Veron*. En 2003 le *MTD Florencio Varela* collabore avec le gouvernement de Kirchner, sous l'influence de Juan Daffunchio.

un meilleur salaire, mais pour l'autonomisation de la gestion du travail. Les gens ont donc continué à être payés 150 pesos, mais ils se sont mis à travailler dans des infrastructures mises en place par et pour le mouvement : dans des cantines et des écoles populaires ou toutes les activités que les mouvements vont mettre en place. Cela a vraiment permis la récupération de la gestion du travail.

Mais il y avait encore des questions à se poser. Fallait-il continuer à lutter pour des plans sociaux de ce type, où l'autonomie dans la gestion du travail impliquait tout de même une dépendance vis à vis de l'État ? D'autant plus que cette dépendance entraînait la nécessaire mise en place d'une forme de « bureaucratie » de gestion de papiers pour obtenir les aides.

COMMENT ET SUR QUELLES BASES S'OPÈRE LA RECOMPOSITION DU MOUVEMENT AUTONOME, QUI DONNE LIEU À LA CRÉATION DU FOL ET DE LA FOB ET À LA COMPOSITION ACTUELLE DU MOUVEMENT ?

Après l'arrivée de Kirchner au pouvoir, Juan Daffunchio va le soutenir. À partir de ce moment là, une première scission s'opère entre le mouvement de Daffunchio qui représentait beaucoup de quartiers (environ la moitié de la coordination *Anibal Veron*) et tout les autres mouvements. Peu de temps après, une autre scission va s'opérer entre le *MTD Solano* (partie importante de la coordination) et les autres mouvements, qui vont se regrouper sous le nom de *Frente Popular Dario Santillan*. Ce nouveau front va donc regrouper le *MTD Oscar Barrios* de *Jose C. Paz* (banlieue nord ouest de Buenos Aires), le *MTD Lucha y Libertad* de *Lugano* (capitale), un autre groupe qui s'appelait le *Frente Unidad Popular de Berazategui* (banlieue sud) et le *Colectivo Desalambrando* qui était un collectif culturel qui éditait un journal et faisait des ateliers d'éducation populaire au sein des mouvements du *Frente Popular Dario Santillan*. Ce sont ces groupes qui vont quitter le *Frente Popular Dario Santillan* pour constituer la FOB en 2006.

POUR QUELLES RAISONS ET SUR QUELLES BASES SE SONT OPÉRÉES CES SÉPARATIONS ?

Plusieurs raisons sont à l'origine de ces séparations mais la principale est l'adhésion de Daffunchio au discours de Kirchner. Un discours qui se veut « rupturiste » par rapport à la soumission aux organismes internationaux et à la dette publique et qui condamne les lois d'impunité pour les génocidaires de la dernière dictature militaire. Et donc la première scission au sein des mouvements autonomes a lieu lorsque les mouvements sous l'influence de Daffunchio quittent la coordination, en s'alignant sur la politique de Kirchner.

En 2006, quelques organisations faisant partie du mouvement autonome (*MTD Justicia y Libertad*, *MTD Oscar Barrios*, *Frente de Unidad Popular*, *Colectivo Desalambrando*) décident de créer la FOB. Ces organisations ont toutes été dynamisées par des militant-e-s se revendiquant anarchistes ou libertaires. Or, ces militant-e-s là se sentent minoritaires au sein du *Frente Popular Dario Santillan*. Les « lignes politiques » qu'ils défendent sont invisibilisées. C'est pourquoi ils décident de le quitter et de fonder la FOB.

Même s'il est toujours complexe de parler de « ligne politique » en ce qui concerne des mouvements de base, c'est une réalité qu'on ne peut nier. Car il y a toujours des militant-e-s qui impulsent une ligne politique dans les mouvements, y compris de base. Et cette ligne politique donne une certaine direction aux mouvements, y compris au niveau pratique, même si tous les mouvements fonctionnent avec des assemblées générales. Et donc à ce moment là, en 2006, c'est le peronisme de gauche qui est le courant majoritaire dans le *Frente Popular Dario Santillan*. Et à part les tendances peroniste de gauche, il y avait des marxistes et des anarchistes. Et la coexistence de ces trois « idéologies », pour schématiser, a fait qu'il y a eu des conflits. Le point de rupture a été un genre de « putsch » fait par les peronistes de gauche. Les mouvements étaient très disséminés dans la province de Buenos Aires. Les décisions pour le *Frente* se prenaient au sein d'une instance régionale où étaient représentés les différents mouvements. Il était donc difficile d'imposer une idéologie majoritaire en contrôlant cette assemblée. Les peronistes de gauche ont voulu imposer un mode de regroupement des assemblées par zone (Sud, Nord, Est, Ouest). Vu qu'ils et elles étaient majoritaires dans chaque zone, cela leur per-

mettaient d'avoir l'hégémonie et de contrôler les décisions prises dans toutes les réunions. Cela leur permettait aussi d'invisibiliser les autres tendances du mouvement (marxiste et anarchiste). Cela a été le point de rupture qui a fait éclater le *Frente Popular Dario Santillan*.

CE SONT DONC DES MOUVEMENTS ET DES ASSEMBLÉES DE QUARTIERS ENTIERS QUI ONT QUITTÉ LE FRENTE DARIO SANTILLAN ET SE SONT REGROUPÉS AU SEIN DE LA FOB?

La décision de partir du *Frente Dario Santillan* n'a pas seulement été prise par des militant-e-s, elle a été discutée, dans les assemblées de base. Par exemple, il y avait à l'époque un mouvement qui s'appelait le Mouvement d'Unité Populaire. Le MUP, c'était plusieurs mouvements dans plusieurs quartiers. Trois des assemblées de quartiers du MUP étaient animées par des militant.e.s libertaires. Ces quartiers ont donc décidé de quitter le *Frente Dario Santillan*, tandis que les autres quartiers sont restés. Ceux qui sont restés dans le Frente y sont restés en tant que MUP, tandis que les trois quartiers qui sont partis sont devenu le *Frente Unidad Popular* (FUP). Il s'agit donc d'une décision collective discutée à la base avant d'être adoptée.

Moi c'est l'époque où je suis arrivé dans le *Colectivo Desalambrando*. Je n'ai donc pas participé au processus de décision de quitter le *Frente Dario Santillan*. J'ai participé aux premières réunions dites d'« affinités » entre les militant-e-s de chaque organisation du *Frente Dario Santillan* qui avaient décidé de partir. Là, il a été décidé de ne pas rester isolés chacun dans son coin et de monter une autre structure, sans reproduire le schéma précédant de coordination. Étant donné que toutes et tous étaient militant-e-s libertaires, elles et ils ont décidé de monter une fédération d'organisations de base, qui a ensuite été nommée ainsi. Ensuite il y a eu plusieurs assemblées où ont été discutés les principes d'organisation qui allaient être mis en œuvre au sein de cette nouvelle fédération. C'est là qu'il a été décidé de reprendre tous les principes de l'organisation libertaire. Il y a eu une première rédaction de texte valant un peu comme une déclaration de principes. Chacun de ces principes a ensuite été retravaillé dans les assemblées. Ça c'était en 2006. Dès décembre 2006, il y a eu un congrès national pour officialiser la création de la FOB, qui a eu lieu à *Villa Lugano*, un quartier de Buenos Aires. C'est à ce moment là que le nom de l'organisation et les couleurs de la banderole (rouge et noir) ont été choisis.

La grande différence qu'on voulait marquer entre nous et le *Frente Dario Santillan* c'était le mode d'organisation. On voulait créer une fédération plutôt qu'une coordination, car la fédération c'est le mode d'organisation le plus démocratique, le plus libertaire qui existe. Et on estimait que le fonctionnement en assemblées par zone, que voulait imposer le *Frente Dario Santillan*, était incompatible avec le mode d'organisation du fédéralisme, qui implique une prise en compte égale de la parole de chacun. De toute façon on savait qu'on avait de fortes divergences politique au sein de la coordination du *Frente Dario Santillan*. Une coordination c'est quand tu as des divergences politiques mais que tu t'organises pour un objectif en commun. Dans une coordination, tu ne peux pas avoir de projet politique que tu vas développer en commun car les divergences politiques vont se maintenir. Et, à terme, ça va clasher sur la question politique. Cela ne va pas forcément clasher sur les questions revendicatives, mais plus sur des orientations stratégiques globales. Pas seulement sur ce que tu fais, mais sur comment tu décides de le faire. Sur la question de la relation avec l'État par exemple, ou sur la question de l'électoratisme. Nous on ne voulait pas faire de coordination. On voulait trouver des accords politiques très fort d'entrée de jeu et se fédérer. Tout en sachant que c'est beaucoup plus compliqué de s'organiser en fédération. Même à l'heure actuelle on estime que, dans les faits, on est encore au stade de la coordination dans la FOB. Une coordination avec des accords politiques, certes, mais une coordination quand même. Le fédéralisme n'existe pas encore. On sait qu'il faut qu'on travaille cette question et qu'on redéfinisse bien tous les mécanismes de prise de décision au niveau fédéral, pour que la FOB devienne une véritable fédération. Le principal enjeu c'est de trouver l'équilibre et la justesse dans le processus de prise de décision, entre Buenos Aires et les provinces. Il s'agit de prendre en compte les particularités de chaque partie, en sachant que les accords sont pris en respectant les principes libertaires. S'il n'y a pas de désaccords politiques majeurs, il y a quand même des opinions divergentes en ce qui concerne les orientations. En particulier sur les plans de luttes nationaux. On est pas forcément d'accord sur comment et avec qui se mobiliser. Il y a des

différences de visions entre régionales. À Buenos Aires par exemple, nous insistons beaucoup sur le besoin de se mobiliser en coordination avec d'autres organisations. On ne représente pas grand chose au niveau rapport de force si on ne s'organise pas avec le FOL. *A contrario*, certaines organisations (par exemple la FOB de Rosario) sont farouchement opposées à l'organisation avec le FOL. Du coup cela génère des conflits.

Dans la première déclaration de principe adoptée, l'objectif politique était la construction d'un pouvoir populaire autogestionnaire. Un pouvoir autogestionnaire du peuple. Par pouvoir populaire on entend non pas le pouvoir au sens de pouvoir de domination, mais au sens de pouvoir faire. Le pouvoir du peuple d'être protagoniste et de faire des choses. Dans le dernier document d'orientation stratégique qu'on a produit on est revenu là dessus. Ce qui nous dérange c'est le fait que par exemple Chavez au Venezuela ait repris cette notion de pouvoir populaire. A présent on parle plus de force sociale autogestionnaire. Et cette force sociale autogestionnaire serait composée de la FOB mais aussi d'autres organisations de travailleurs et travailleuses. D'autres secteurs organisés en fédérations, organisés ensuite en confédérations, etc.

L'objectif est de construire cette force sociale depuis la base et en dehors de l'État, pour constituer le changement social qu'on pourrait aussi appeler révolution sociale.

L'ORGANISATION ET LA COMPOSITION SOCIALE...

EST-CE QUE TU PEUX DÉCRIRE COMMENT S'ORGANISENT LES DISCUSSIONS ET LES PRISES DE DÉCISIONS AU SEIN DES ASSEMBLÉES DE LA FOB ?

La FOB est une fédération d'organisations régionales. Maintenant nous sommes quatre organisations régionales, une à Buenos Aires, une à Rosario dans la province de Santa Fe, une à Cordoba et une à Corrientes. Jusqu'à il y a peu de temps il y avait une FOB régionale dans la province du Chaco, mais il y a eu un conflit interne lié au référent de la régionale qui fut impliqué dans des situations de violence de genre. On a convoqué une assemblée fédérale extraordinaire pour essayer de traiter le thème et nous avons finalement pris la décision d'exclure la régionale Chaco de la FOB, vu que tous ses membres se rangeaient du côté du référent. C'est pourquoi nous ne sommes plus que quatre régionales. Maintenant nous avons aussi d'autres contacts dans d'autres endroits du pays où il y a des volontés de rejoindre la FOB. Il y a une particularité de la FOB qui est que nous sommes l'organisation *piquetera* où il y a le moins de militant.e.s politiques investi.e.s par rapport au nombre de militant.e.s de base qui participent au mouvement. Le nombre de militant.e.s politiques est assez réduit, ce qui nous limite dans nos possibilités de projectualité politique.

Ceci étant, à la FOB tous les mouvements fonctionnent de la même manière. Chaque mouvement de la FOB, présent dans un seul ou plusieurs quartiers, a une assemblée dans chaque quartier. S'il y a plusieurs quartiers, il va y avoir une assemblée générale par quartier qui font partie d'une seule organisation et ensuite ces assemblées vont se fédérer dans une autre assemblée... Ces assemblées générales s'articulent et se coordonnent, via une autre instance qui est la *mesa de responsables* [table ronde des délégué.e.s]. Des délégué.e.s de chaque assemblée se réunissent une fois par semaine et discutent de tout ce qui a trait au mouvement. S'il n'y a qu'une seule assemblée, comme au *Mouvement Territorial Alsina* (quartier sud de la province de Buenos Aires), la *mesa de responsables* est composée de toutes et tous les délégué.e.s et responsables des différents groupes de travail et des différentes commissions du mouvement qui se réunissent et transmettent ensuite les infos à l'assemblée générale. C'est un peu comme une réunion préparatoire de l'assemblée. Cette commission de délégué.e.s n'a aucun pouvoir décisionnel. S'il y a des décisions à prendre, elles sont répertoriées et préparées dans cette réunion, mais elles sont toujours soumises à l'assemblée et c'est l'assemblée qui décide. Ça, c'est au niveau local de chaque organisation.

Ensuite à Buenos Aires, vu qu'il y a cinq organisations, il y a toutes les semaines une réunion des délégué.e.s des cinq organisations. Ça peut être un.e ou plusieurs délégué.e.s qui y participent. Nous

on y va toujours à plusieurs. Chaque semaine, il y a un quart des délégué-e-s du *MT Alsina* qui vont participer à cette réunion des délégué.e.s de Buenos Aires. En général, il y a au moins un.e militant.e par organisation qui participe à l'assemblée des délégué.e.s de Buenos Aires. On estime que la participation aux réunions de délégué.e.s est quelque chose de très formateur. Plus encore quand il s'agit des réunions de délégué.e.s nationales. On apprend beaucoup en voyant non seulement ce qui est discuté, mais surtout comment c'est discuté. C'est formateur en soi. À Alsina, on a donc décidé qu'il était obligatoire qu'il n'y ait pas que des militant.e.s «formés» qui participent à ces réunions. Plusieurs militants de base y vont donc à chaque fois.

C'est la même chose au niveau national, on essaye de faire en sorte que un.e ou plusieurs délégué.e.s de chaque organisation de Buenos Aires participe à la réunion nationale. Et avant chaque réunion nationale, il y a un ordre du jour qui est fait. Chaque régionale propose des thèmes qui vont être discutés, pour que cela soit travaillé dans chaque régionale en amont de la nationale. Et ensuite, les propositions sont discutées et confrontées au sein de la réunion nationale des délégué.e.s.

Et idéalement, en plus de ce processus, il doit aussi y avoir régulièrement ce qu'on appelle des *plenarios* [réunions plénières]. Ce sont des congrès général de la *FOB* où sont représenté.e.s le plus de gens possible. Ces *plenarios* sont fait pour prendre des décisions stratégiques concernant les orientations politiques. En principe, ils doivent avoir lieu chaque fois qu'il y a des décisions d'ordre plus stratégique à valider. Mais là ça fait quatre ans qu'on en a pas fait... Dans ces *plenarios*, le processus de décision prend beaucoup de temps car il faut que les choses soient toujours retravaillées à la base.

C'est ce qu'il s'est passé avec le document d'orientation stratégique de la fédération, rédigé il y a deux ans. Ce document partait d'une analyse de la situation dans laquelle se trouvait la *FOB* et du contexte politico-social du pays pour en arriver à définir les perspectives de la fédération. Il avait été rédigé par Buenos Aires, soumis à tous les autres mouvements dans des réunions de délégué.e.s, composées de militant.e.s «formés» et de militant.e.s de base. Et une fois que ce document a été adopté formellement par tout.e.s les délégué.e.s, il a fallu qu'il retourne en assemblée, le réécrire pour qu'il soit plus compréhensible, travailler sur tout ce qui était dit, dans des ateliers, afin d'avoir l'accord de toutes les assemblées sur l'ensemble du texte. Une fois qu'on a fait ça il a fallu faire un congrès national, où tout les mouvements étaient représentés, pour que les décisions prises en assemblées soient soumises à un consensus général au niveau national. C'est un processus très long, qui demande beaucoup d'aller-retour. Ce qui fait que les prises de décision sont complexes. Alors évidemment parfois on a pas le temps de suivre tout ce processus à la lettre. Surtout lorsque les décisions n'impliquent pas de changement radical ou de réorientation politique.

Parfois on convoque aussi des réunions politiques extraordinaires sur des thèmes précis. Et là, on insiste sur le fait qu'il faut que le maximum de militant.e.s de l'organisation soient présent.e-s pour avancer dans la discussion et pouvoir prendre une décision.

En résumé, les discussions pratiques se font plutôt dans les assemblées générales, tandis que celles plus politico-théoriques se déroulent lors des assemblées de délégué.e.s. Mais quoi qu'il en soit, à chaque fois qu'une orientation est proposée, elle est rediscutée dans chaque assemblée de base : il y a des ateliers pour faire évoluer la proposition. L'orientation est ainsi retravaillée avant de retourner en assemblée régionale où elle doit être validée. Puis, elle retourne une deuxième fois dans les assemblées locales avant d'être définitivement adoptée.

COMMENT SONT DÉSIGNÉS LES DÉLÉGUÉ.E.S ?

En gros, ça dépend si le rôle de la ou du délégué.e est un rôle de coordination (s'il s'agit de questions pratiques) ou un rôle de prise de décisions politiques. Toute assemblée est formellement ouverte à toute personne qui souhaite y participer. Et donc toute personne peut être désignée comme délégué.e. Mais tu t'imagines bien que ça ne se bouscule pas au portillon lorsqu'il s'agit de participer à des réunions en plus. Après, lorsqu'il y a des réunions nationales et qu'il s'agit de discuter des plans de lutte, des ressources à demander, qui veut quoi et combien etc. vu que c'est un peu plus compliqué,

on se débrouille pour qu'il y ait toujours un.e militant.e «formé.e» qui y participe, en plus des autres délégué.e.s. Mais formellement c'est ouvert à tout le monde. Comme je le disais, à Alsina, on a décidé qu'il faut obligatoirement participer à la réunion des délégué.e.s, au moins deux fois par mois. Au début, il y a beaucoup de réticence et ensuite ça le fait. Il y a même des réunions de délégué.e.s où il n'y a plus de militant.e.s «formé».

IL Y A DONC UNE DISTINCTION ENTRE LES MILITANT.E.S «POLITIQUES», LES MILITANT.E.S DE BASE ET LE RESTE DE LA BASE, MOINS MILITANTE ?

On ne peut pas nier qu'il y a une différence entre les militant.e.s qui sont arrivés à la *FOB* avec leur bagage politique, ceux qu'on appelle les militant.e.s «politiques», et les militant.e.s de base. En ce qui concerne le reste de « la base », qu'on pourrait qualifier de non militante, il y a aussi une différence entre les ancien.ne.s qui ne souhaitent pas se charger de certaines responsabilités et toutes les personnes nouvelles, qui ne se chargent pas de responsabilités par manque d'expérience. Il faut mettre toutes ces différences à plat !

En gros ce que j'appelle les militant.e.s «politiques», ce sont celles et ceux qui impulsent les mouvements au départ et font un travail de dynamisation derrière. Ces militant.e.s n'impulsent pas les mouvements seulement dans l'optique que les gens aient un peu plus de thunes. Elles et ils le font avec une intentionnalité politique qui est de générer des organisations de bases qui puissent constituer une force sociale capable de renverser le système. On le fait dans une optique anti-capitaliste et anti-étatique. Les personnes qui participent aux mouvements ne sont généralement pas sur ces bases là au départ. Ils et elles viennent au départ pour la questions des ressources qu'ils ne peuvent obtenir que par ce biais là. Soit-dit en passant, pour se prétendre anti-capitaliste, il faut déjà avoir une idée de ce que c'est que le capitalisme, même si évidemment toutes et tous vivent de multiples situations d'oppression.

Évidemment cela pose plein de questions. Comment s'opèrent les relations entre les militant.e.s «politiques» et les militant.e.s de base? Ces questions impliquent parfois une remise en cause de certains fonctionnements locaux. Cela fait écho à la problématique de ce qu'on appelle le *nucleo politico* [noyau militant]. Cette question du *nucleo politico* différencie les assemblées, leur problématiques et leurs façon de fonctionner, entre la capitale et la province. Par exemple, à Rosario, ils y a trois assemblées de la *FOB*. Mais le noyau de militants idéologique de Rosario est le même pour les trois assemblées. Ils ont donc une influence sur les trois assemblées. À Buenos Aires, il y a un fonctionnement complètement différent et plus fédéraliste quelque part, puisque nous sommes cinq mouvements fédérés et chaque mouvement a un noyau politique. Du coup il y a des discussions entre les cinq noyaux politiques qui aboutissent à des prises de décisions au consensus. Ce qui n'est pas le cas dans les autres organisations régionales de la *FOB*. Et donc du coup, il y a une forme d'inégalité à ne pas prendre en compte cette différence lors des réunions nationales, puisque la position de Buenos Aires est déjà le résultat d'un consensus difficile entre cinq organisations, ce qui n'est pas le cas d'autres provinces de la *FOB*. Cela génère des complexités également au niveau des processus de prises de décisions dans les réunions nationales. Car il va falloir comprendre comment chaque organisation régionale fonctionne, comment sont désignés les sujets qui vont être discutés, comment les militant.e.s de base et le reste des gens participent aux discussions et aux prises de décisions, comment *in fine* les décisions sont prises. Et il va falloir prendre tout cela en compte pour élaborer un processus de discussion et de prise de décision qui soit le plus horizontal possible.

COMMENT LES NOUVELLES PERSONNES DEVIENNENT-ELLES MILITANTES DE BASE ET COMMENT LES MILITANT.E.S DE LA BASE DEVIENNENT-ILS ET DEVIENNENT-T-ELLES MILITANT.E.S «POLITIQUES» ? QUE METTEZ VOUS EN ŒUVRE POUR DÉPASSER CE CLIVAGE ? CELA FONCTIONNE T-IL ?

Au sein de la *FOB*, le cadre est donné dès le départ et c'est un cadre bien marqué, qui a une intentionnalité politico-idéologique claire. Avant même d'impulser la création d'un mouvement dans un quar-

tier, on y va et on s'y présente en tant que *FOB*. Concrètement, on va dans les quartiers, on rencontre les gens, on leur dit d'entrée de jeu qu'on est de la *FOB*, que la *FOB* existe dans d'autres quartiers, puis on leur décrit comment on s'organise au sein de la *FOB*. On leur explique qu'il n'y a pas de chefs, pas de dirigeant.e.s, pas de *punteros*³, qu'on décide collectivement de ce qu'on fait et de comment on le fait, que tout ce qui est gagné par la lutte est réparti de manière équitable entre les gens qui participent au mouvement... Il ne s'agit pour nous de générer une discussion sur comment on pourrait s'organiser. Notre proposition n'est pas neutre dès le départ. Toute la politisation s'opère ensuite par et sur des questions de pratiques. Par leur expérience acquise, par les pratiques, des personnes deviennent militantes de base, se font responsables de tâches du mouvement, deviennent déléguées de groupes de travail, dynamisent des espaces... Cela dit c'est pas toujours évident car cette façon de s'organiser entre en contradiction avec la culture du système opérant et celle du peronisme, où les chefs et les *punteros* sont indispensables. Dans le documentaire *Desde abajo* [Depuis la base]⁴, Anibal, qui a été, avec sa compagne, à l'origine de la création du *MTD Oscar Barrios*, raconte qu'une assemblée d'habitants et d'habitantes avait été convoquée en 2001. Il explique qu'au début ça avait été très difficile de faire entendre aux gens qu'il était possible de fonctionner sans chefs. Certain.e.s leurs disaient : « il faut un chef, c'est toi qui parle le mieux, c'est donc toi qui va être le chef »... Ce n'est pas forcément évident pour les gens d'aller à l'encontre de ce qu'on leur a toujours inculqué, de se dire qu'il est possible de fonctionner sans chefs et de manière plus horizontale.

Ce sont donc les militant.e.s politiques qui doivent impulser des réflexions et des discussions autour de cette question dès le début de la création d'un mouvement. Au début, on fait beaucoup d'ateliers de formation. En fait il s'agit d'ateliers de réflexions sur les pratiques, qui conduisent à théoriser les pratiques, pour essayer de faire comprendre par exemple la différence entre fonctionner avec un chef, ou pas. Histoire d'expliquer concrètement pourquoi, au sein de la *FOB*, on a décidé de fonctionner sans chef. Et d'essayer que chacun.e apporte sa vision du truc, même s'il y a des désaccords. Mais là encore on part de loin et on est jamais au bout de ses surprises. Par exemple lors d'un atelier sur la question du travail autogéré et sur la relation de dépendance avec un patron, l'une des questions était : « est-il préférable de travailler avec un.e chef ou sans ? » Au cours de cet atelier était sorti la réflexion qu'il est plus facile de fonctionner avec un.e chef qu'en autogestion, car c'est plus reposant dans la mesure où le ou la chef te dis quoi faire et tu n'as plus qu'à le faire. Alors que s'organiser en autogestion implique discussions, processus pour se mettre d'accord. C'est plus chiant.

Dès le début, on met donc en place des espaces et des temps de discussion, qui opèrent comme des outils de politisation. Mais c'est un travail de fourmis. Et au final, on se rend compte que ce sont les pratiques qui sont le plus formatrices. La politisation va se faire au niveau des pratiques la plupart du temps. Les gens qui participent aux mouvements sont des gens qui n'ont en général aucune expérience préalable, qui n'ont jamais participé à d'autres organisations ou mouvements.

À la *FOB*, comme dans presque toutes les organisations *piqueteras*, la majorité des membres sont des femmes. Avec relativement beaucoup de jeunes mère « isolées » de 18-20 ans. Cela peut s'expliquer par le fait que ce sont elles qui doivent en général se charger du foyer, de la garde des enfants, etc. Et donc, quand il manque de tout à la maison, ce sont elles les plus combattives, ce sont elles qui vont chercher à s'organiser avec d'autres personnes, ce sont elles qui vont descendre dans la rue. Et parallèlement à cela, l'homme qui se retrouve au chômage a souvent honte de ne pas remplir son rôle de chef de famille qui doit subvenir aux besoins. En général les hommes au chômage vont plus souvent chercher du travail au black ou des petits boulots à leur compte (récup' de métaux par exemple), pour ramener un peu d'argent. A mon sens, un des aspects les plus intéressants au sein de la *FOB* est le processus de prise de confiance individuelle et collective généré par la participation et les pratiques quotidiennes. Comment des personnes acquièrent une expérience à travers les pratiques, qui leur permet de dynamiser des groupes et de générer de l'organisation.

3. Le *puntero* est une sorte de caïd dans les quartiers populaires. Personnalité souvent populaire à la base, il est en lien avec des groupes ou des partis politiques dont il appuie les intérêts dans le quartier.

Le *puntero* est une articulation nécessaire de l'état clientéliste argentin.

4. <https://www.dailymotion.com/video/xe19xl>

**QUELS SONT LES ATELIERS D'AUTO-FORMATION QUE VOUS METTEZ EN PLACE ?
COMMENT SE DÉROULENT-ILS ? SONT-ILS ORGANISÉS À ÉCHELLE LOCALE EN FONCTION
DES BESOINS, OU À ÉCHELLE NATIONALE ? Y A-T-IL UN « PROGRAMME »
D'AUTOFORMATION AU SEIN DE LA FOB ?**

Ce qui est commun à tous les groupes de la FOB, c'est qu'au départ on fait des ateliers sur les principes de l'organisation (l'action directe, la démocratie directe, l'autogestion, la solidarité de classe, etc.) On fait des petits groupes dans lesquels on étudie la déclaration de principes de la FOB. Et on propose aux participant-e-s de décrire et de redéfinir par exemple le terme d'autonomie. En mode : « Comment vous reformuleriez ce texte, avec quoi le compléteriez vous ? ». Cela permet de susciter une discussion. Puis, chaque groupe revient en assemblée avec sa synthèse, et des exemples d'applications concrètes de l'autonomie. C'est très basique mais nécessaire. Ensuite, il y a des ateliers de formation plus spécifiques. Par exemple, on a fait une fois un atelier sur les tendances politiques des autres organisations et en quoi cela détermine leurs revendications. A un moment, on a fait aussi une suite de huit ateliers qui se complétaient progressivement. Pour faire le deuxième atelier il fallait avoir les conclusions du précédent, etc. La question de départ était simple : « Dans quel monde on vit ? » Tout le monde était invité à décrire la vie du quartier : problèmes de misère, de santé... La question du deuxième atelier était : « C'est quoi la lutte ? Pourquoi on lutte ? La lutte et nous ». Ensuite la question posée lors du troisième atelier était : « La lutte pour nos droits » ; celle du quatrième était : « La lutte pour le changement social » ; celle du cinquième : « S'organiser pour lutter : l'union fait la force » et celle du sixième : « Organisation et participation ». Lors de cet atelier, on insistait sur le fait que s'il n'y a pas de participation, il n'y a pas de démocratie directe puisque ce sont seulement quelques-un.e.s qui prennent les décisions pour les autres. La problématique du septième atelier était : « Le « nous » organisé, le mouvement et la FOB ». Et celle du huitième : « Bilan, systématisation et synthèse ».

À part ces ateliers qu'on fait au début de la création d'un groupe, chaque groupe de la FOB décide un peu seul des ateliers qu'il va mettre en place. Depuis quelques temps, on tente d'organiser un peu mieux le projet. Un *compañero* qui se spécialise sur des questions d'éducation populaire a tenté de définir une planification d'ateliers de formation. Selon lui, ce serait intéressant que chaque mouvement fasse le même atelier de formation, et qu'il y ait ensuite un moment de socialisation sur les synthèses faites. Au niveau national, on a monté une commission de responsables de formation, pour essayer de travailler de manière collective la planification des ateliers de formation. Mais ça n'a pas duré. L'idée qu'on a en ce moment, c'est de monter des ateliers de formation qui soient communs au moins à Buenos Aires, en travaillant principalement sur la question de la méthodologie et des objectifs.

**MAIS CELA RESTE DES THÈMES POLITIQUES TRÈS GÉNÉRAUX.
EST-CE QU'IL Y A AUSSI DES ATELIERS PLUS CONCRETS SUR LA SANTÉ, LE GENRE, LE TRAVAIL, ETC. ?**

En général, ce sont les assemblées de femmes en non-mixité qui fonctionnent beaucoup avec des aller-retour entre ateliers théoriques et pratiques. Elles travaillent sur les rôles assignés aux femmes dans le système patriarcal et capitaliste (mère, gardienne du foyer, etc.), et aux façons de détruire ces rôles imposés. Des ateliers pratiques sont mis en place, avec des thèmes sur les violences domestiques, publiques et institutionnelles, par exemple, mais aussi sur les connaissances auxquelles elles devraient avoir accès (éducation sexuelle, connaissance de l'organisme féminin, contraception, avortement). La particularité des assemblées de femmes, c'est que cet espace leur sert non seulement comme lieu de formation mais aussi comme lieu d'expression des oppressions et discriminations vécues, de création de liens de sororité et donc d'autodéfense féminine collective. Il existe aussi un groupe d'accompagnement juridique, psychologique et de santé, pour les femmes victimes de violences de genre. Cet espace est très formateur et, pour la difficulté que cela implique, ce sont généralement les *compañeras* qui ont déjà de l'expérience qui s'en chargent.

À Alsina, il existe trois commissions : femmes/genres, santé, autodéfense. L'objectif du groupe d'autodéfense est de mettre en place des ateliers pour problématiser la question de l'auto-défense face à la violence institutionnelle et policière. Il s'agit d'apprendre à identifier ces violences, qu'elles soient

physiques ou symboliques, afin d'agir en conséquence, que ce soit à un niveau individuel ou collectif. Se posent aussi des questions comme la gestion de la violence, comment y résister psychologiquement? Cette commission s'organise et se coordonne avec les groupes d'autodéfense des autres mouvements de la *FOB* de Buenos Aires, notamment pour les manifestations. Il s'agit de garantir un maximum de sécurité à tout.e.s les camarades qui vont manifester. L'objectif, à plus long terme, serait que cette commission se coordonne avec la commission de santé pour les manifestations, pour prévenir et apporter des premiers soins en cas de répression.

L'objectif de la commission santé à Buenos Aires est de mettre des mots sur la place de nos corps dans la société et ce que cela implique dans nos vies, sur notre rapport avec les institutions sanitaires, etc. Cela nous aide à comprendre que la santé n'est pas un thème individuel ni privé mais social, politique et collectif. Nous faisons des ateliers, nous créons des matériaux de diffusion pour parler dans nos termes et de manière critique de ce qu'impliquent des questions comme la santé sexuelle et la santé reproductive, les maladies saisonnières, la dengue, etc. Les *compañeras* problématisent également nos conditions de vie, l'accès à l'eau potable, la question de la gestion des ordures dans nos quartiers, le problème de la pollution, etc. On travaille aussi les questions de la violence misogyne, classiste et raciste qui se reproduisent dans notre rapport au système hospitalier. L'idée est de générer des échanges avec des institutions sanitaires prêtes à écouter nos problématiques.

La commission santé est elle aussi en lien avec deux autres commissions santé d'autres mouvements de la *FOB* sur Buenos Aires. En ce moment elles vont régulièrement dans les hôpitaux faire de la prévention, et ont développé un super contact avec un syndicat autonome de médecins, qui dénonce non seulement les conditions de travail des médecins, mais aussi le mépris des usagers qui n'ont accès à rien (manque de matériel dans les hôpitaux, manque d'effectif, surcharge du nombre de patient.e.s par rapport aux capacités de prise en charge, etc.) À l'origine de la rencontre de ce syndicat avec les *compañeras* de la *FOB*, il y a une initiative du groupe de travail santé de la *FOB* Alsina, avec la *FOB* Lugano et la *FOB* San Cristobal (en gros avec les *FOB* de la capitale). Les *compañeras* ont suivi une formation sur la prévention du VIH auprès d'une association de malades du VIH à la Plata, qui forme des gens pour faire de la prévention. Depuis, elles vont de façon autonome faire de la prévention à l'hôpital. Elles ont rencontré une fois la directrice de l'hôpital en lui demandant si elles pouvaient se mettre dans un couloir pour faire de la prévention, et maintenant elles y vont de façon autonome pour informer les gens. Et donc elles se sont mises en contacts avec les médecins de ce syndicat, qui trouvent ça excellent. L'idée est progressivement d'établir un lien entre les organisations et les médecins pour essayer de mener des luttes autour de la question de l'attention aux usagers. Il y a aussi l'idée que les médecins viennent en assemblée faire de l'explication et de la prévention sur des choses précises. Cela a été fait une première fois sur la question de l'hyper tension. Suite à ces rencontres, un projet est en train de se mettre en place : les *compañeras* veulent installer un point santé « info et prévention » dans le bidonville d'Alsina, avec par exemple la possibilité pour les habitant.e.s de prendre leur tension et de s'informer. À la commission santé d'Alsina, les *compañeras* font des trucs super intéressants. La seule critique que je pourrai leur faire est que cela manque parfois un peu de projection politique et de mise en perspective, selon moi. Cela rejoint un peu la problématique du rôle essentiel au départ des militant.e.s dans les mouvements de base : s'ils ne peuvent prendre seul.e.s en charge les questions de perspective politique, c'est souvent à elles et à eux qu'il incombe d'amener le politique au cœur des réflexions précédant ou accompagnant la mise en place d'un projet : « Qu'est ce qu'on est en train de faire ? Pourquoi on fait ça comme cela et pas autrement ? Quel est notre objectif et jusqu'où on veut aller autour de cette question ? » Si il n'y a pas ce genre d'orientation aux réflexions, on peut tomber dans des choses de l'ordre de l'humanitaire ou de l'assistencialisme.

Ce qu'il nous faudrait à terme, dans le bidonville d'Alsina, c'est un espace autogéré dédié aux questions de préventions et d'attentions primaires à la santé. Ce qui implique effectivement de lutter pour obtenir un bout de terrain et y construire un local qui soit comme un dispensaire. Lutter ensuite pour obtenir du matériel et des médicaments afin d'être en mesure de nous occuper de ces questions basiques de santé de façon autogérée. Et pour mener à bien ce type de projet, il faudrait qu'on arrive à trouver le temps d'une discussion politique autour du rôle de la santé dans ce système, et sur ce qu'elle devrait être pour nous. Comment garantir l'accès à la santé pour toutes et tous? Comment mettre en lien la question de la santé à celle de l'autogestion ? Pour l'instant on a pas réussi à avoir ces discussions faute de temps.





COMMENT EST-CE QUE VOUS GÉREZ LES CONFLITS PERSONNELS QUI NE SONT PAS DIRECTEMENT LIÉS À DES QUESTIONS POLITIQUES ?

On a souvent eu des conflits interpersonnels liés à des violences, des vols... Donc on a malheureusement pas mal d'expérience en la matière. Un des principes de base de la *FOB* est qu'aucune violence physique ou verbale n'est tolérée au sein de la *FOB*. Et même en dehors. Par exemple, on ne tolérera pas plus qu'un militant qui participe à la *FOB*, soit violent envers sa femme, qu'elle participe à la *FOB* ou non. En général, les violences de genre, qu'elles concernent des membres de la *FOB* ou pas, sont systématiquement traitées en assemblée non-mixte. Ensuite elle reviennent à l'assemblée générale quand il y a des décisions à prendre. L'intérêt des assemblées non-mixte est de pouvoir parler de choses très personnelles en lien avec la domination que les femmes peuvent subir et qu'elles n'ont pas forcément envie d'exposer en mixité. Donc souvent elles essaient de réfléchir à des solutions et, si jamais il y a un besoin, elles viennent en parler en assemblée.

Un autre des principes de base de la *FOB* est que tout conflit interpersonnel ne doit pas être résolu par les gens eux-même en conflit, mais doit être traité en assemblée. Lorsqu'il y a un conflit entre personnes de la *FOB*, on met le conflit en « stand by » en attendant l'assemblée. Le conflit est ensuite traité en assemblée. C'est assez compliqué car en général il y a des versions différentes, des témoins et des sanctions aussi... C'est le côté un peu plus sombre. Il y a plusieurs types de sanctions possibles. Récemment, par exemple, une tablette a été volée au local. Une semaine après le vol, une *compañera* de l'assemblée offre une tablette à sa fille pour son anniversaire. Une autre *compañera* va chez elle quelques temps après, voit la tablette et prétend reconnaître la tablette volée. Elle le dit à la personne à qui on avait volé la tablette, qui s'en prend à la prétendue voleuse. Elles ont faillit en venir aux mains en plein milieu d'une mobilisation. On a finalement réussi à traiter ce conflit en assemblée et les deux personnes ont été sanctionnées. L'accusée et la personne qui l'accusait. L'une pour avoir accusé quelqu'un sans preuve et l'autre, non pas pour le supposé vol que personne n'a pu prouver, mais pour avoir eu une réaction violente envers la personne qui l'accusait, en pleine rue pendant une mobilisation, devant tout le monde. Les sanctions étaient un mois de suspension du groupe de travail. Ce qui veut concrètement dire la suspension d'un mois de salaire. Et pour celle qui était accusée du vol et qui faisait par ailleurs partie de la *mesa de responsables*, il y a eu en plus un an de suspension de participation à cette commission des délégué.e.s. Une partie de l'assemblée n'était pas d'accord pour sanctionner la camarade qui accusait l'autre de l'avoir volé. Mais au final c'est elle-même qui a accepté la sanction, car elle a reconnu qu'elle n'aurait jamais dû colporter cette rumeur sans preuves. En général les sanctions sont très dures. Les militant.e.s plus politisé.e.s essaient de mettre en question ce concept de sanction financière, mais c'est difficile.

Pour prendre un autre exemple, il y a eu le cas d'un mec de la *FOB* de San Cristobal, qui travaille dans le même groupe de nettoyage de rue que des *compañeras* de la *FOB* de Alsina et qui a été accusé à plusieurs reprises de harcèlement sexuel. Il faisait des blagues sexistes et des propositions aux *compañeras*. Cela a d'abord été traité par l'assemblée des femmes de Alsina et ensuite en assemblée mixte à Alsina, où on a décidé de l'exclure du groupe de travail. Puis on a traité le problème lors d'une réunion commune avec les délégué.e.s de San Cristobal. On leur a fait part de notre décision et on leur a laissé décider des sanctions. Ce genre de cas peut aller jusqu'à l'exclusion pure et simple s'il y a la moindre violence physique.

En résumé, on essaye donc que ces cas de conflits soient le plus possible gérés en assemblée, même si ce n'est pas toujours simple ni évident. Concernant les sanctions surtout, qu'on peut d'ailleurs estimer légitime ou pas. Le plus important pour nous est que la gestion des conflits sorte d'une logique interpersonnelle qui donne souvent lieu à une escalade de la violence. On incite le plus possible les gens à ne pas se faire « justice » eux-même et à passer par l'assemblée.

LE TRAVAIL...

EST-CE QUE TU PEUX DONNER QUELQUE DÉTAILS SUR CE QUE SONT LES PLANES TRABAJAR ? QUEL EST LEUR RÔLE DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL EN ARGENTINE ? QUEL TYPE DE STRUCTURES PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Cela dépend des programmes. Chaque organisation qui veut bénéficier d'un programme mis en place dans les ministères doit avoir une personnalité juridique. Cela peut être ou une association civile constituée ou une coopérative. Nous, à la *FOB*, on remplit les papiers mais dans les faits on fonctionne pas du tout comme ça, de façon bureaucratique. Ça se complique juste un peu à la fin de l'année quand certain-e-s d'entre nous doivent rédiger en speed, tous les « actes » qu'on a pas rédigé avant pour mettre à jour la coopérative (bilan comptable, décisions prises en assemblée, etc.) pour les envoyer aux ministères et continuer à faire partie de ces programmes. Dans tous les cas, il faut impérativement avoir une personnalité juridique pour pouvoir bénéficier de ces programmes. Car soit l'État verse directement de la thune sur le compte de la coopérative ou de l'association civile, soit il file une carte de débit aux personnes qui figurent dans la coopérative. Et donc les personnes reçoivent tous les mois leur salaire qu'ils peuvent retirer avec leur carte de débit. Indépendamment des salaires, il y a aussi de l'argent qui est versé sur le compte de la coopérative pour acheter des machines et du matériel lorsqu'un « projet productif » est accepté par le ministère (à la *FOB* Alsina nous avons des ateliers textile et céramique par exemple). Du coup, à chaque fois qu'on se mobilise et qu'on obtient par exemple que 1000 personnes puissent bénéficier d'un programme, on doit envoyer au ministère un tableau excel avec le nom, l'identité, l'adresse de toutes les nouvelles personnes qui vont bénéficier de ce programme. Ce sont des obligations bureaucratiques qui nous prennent énormément de temps.

Le programme phare du ministère, qui est appelé *Argentina Trabaja*⁵, a été créé en 2009 par Cristina Kirchner. Il était en fait destiné à toutes les organisations qui soutenaient le gouvernement de cette époque (et à ses *punteros*). L'idée était que l'état prenne en charge la rémunération des membres de ces organisations, en échange d'un travail dans les municipalités du grand Buenos Aires (neuf millions d'habitants.e.s). Les municipalités devaient fournir les matériaux nécessaires. Le travail consistait principalement en ouvrages d'infrastructure public (égouts, trottoirs, etc.) La grande majorité des gens de ce programme touchaient l'argent sans travailler. Il s'agissait d'un des outils de la politique clientéliste mis en place par le kirchnerisme afin de s'attirer les faveurs électorales. En 2009, avec d'autres organisations indépendantes, nous avons exigé de pouvoir bénéficier de ce programme. Face au refus du gouvernement, on a commencé un plan de lutte très important, coupures d'accès à la capitale, campements... Après plusieurs semaines nous avons obtenu 13000 *planes trabajar*. Évidemment, pour beaucoup de coopératives, les municipalités ne fournissaient pas de matériaux. Et comme au sein de la *FOB*, on suit le principe de ne pas être payé sans travailler, beaucoup de groupes de travail étaient réorientés vers du travail interne à l'organisation (cantines, textile, boulangerie, rénovation de locaux...).

Quand la droite est passée au pouvoir, elle a proposé à la *FOB* et à d'autres organisations de rester dépendants des municipalités ou de définir nous mêmes les projets et leur exécution. Ce qui nous obligeait à mettre en place une structure administrative-comptable (techniciens, comptables...) pour gérer les plus de 10 millions de pesos annuels (700 000 euros) et tout ce que ça implique. Nous avons accepté car ces fonds allaient nous permettre de développer nos infrastructures locales et de renforcer notre présence dans les quartiers au niveau politique. Mais cela n'est pas sans poser de problème car cela génère beaucoup de bureaucratisme et une forme d'institutionnalisation. Toutes les organisations de la *FOB* de Buenos Aires ont ainsi pu rénover, agrandir ou construire leurs propres locaux, créer des places publiques ou dans le cas de Alsina rénover des maisons des *compañeras* et *compañeros*. Cela nous a permis d'augmenter notre présence et notre influence territoriale. Plus généralement cela permet d'assurer un revenu minimum aux *compañeras* et *compañeros* en décidant nous-même quoi faire et comment le faire (par exemple la quantité d'heures de travail hebdomadaires) et d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers.

5. Programme « Argentine travail » - voir introduction

Au-delà des programmes de travail, on a la possibilité de présenter des projets au gouvernement avec des budgets pour bénéficier de subventions. Ce qui nous permet d'acheter les machines dont on a besoin (textile, céramique). Récemment ils nous versé 10000 euros pour acheter des imprimantes pour monter une maison d'édition.

Après, il y a la question des revenus : même si, en général, toutes les organisations bénéficient à présent du programme *Argentina trabaja*, les trois FOB de la capitale font parties d'un programme de la ville qui est mieux rémunéré, en contrepartie de plus d'heures de travail. Au niveau interne on a décidé que chaque personne devait toucher le même salaire horaire quelque soit le programme auquel elle participe. Nous avons tenté à un moment de mettre en place un système qui permette à toutes et tous de gagner la même chose à la fin du mois, indépendamment des heures de travail effectuées, mais nous avons décidé de l'abandonner à cause de complexités difficiles à dépasser, surtout quand la quantité de personnes augmente.

COMMENT SE PASSE CONCRÈTEMENT LA RÉPARTITION DES PLANES TRABAJAR ? QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ET SELON QUELS CRITÈRES ?

Toutes les ressources qui se gagnent sont réparties suivant le critère de la participation à l'organisation et à la lutte. Donc fondamentalement à la participation aux assemblées et aux mobilisations. En ce qui concerne les *planes trabajar* du programme *Argentina Trabaja* on a la possibilité d'y faire entrer régulièrement de nouveaux bénéficiaires. Donc en général tu dois attendre un peu en participant à l'organisation avant d'en bénéficier. C'est l'assemblée générale, avec un bilan de participation, qui décide des personnes qui entrent dans le programme. C'est également l'assemblée générale qui peut décider de retirer un des *planes trabajar* à une personne si celle-ci a arrêté de participer ou si elle a une participation trop faible.

En ce qui concerne la *FOB de Villa Lugano*, où il y a 95% de femmes, l'assemblée a décidé de donner la priorité aux femmes, et non aux hommes, dans l'attribution des *planes trabajar*. Il y a évidemment une partie des hommes de cette assemblée qui participent à des *planes trabajar*, mais un des critères de cette assemblée est de prioriser les femmes.

Quels que soient les critères généraux et particuliers, le principe qui prévaut c'est celui selon lequel c'est par la lutte, la participation et l'engagement qu'on obtient des choses. Il ne s'agit pas de faire de cadeaux à personne. Tout ce que tu vas avoir, c'est toi qui vas l'obtenir par ta lutte, ta participation et ton engagement. De la même manière, ce que tu vas gagner à un moment donné par ta lutte et ton engagement, l'assemblée peut décider de te le retirer si tu arrêtes de lutter, de participer et de t'engager. Pratiquement la prise en compte systématique de la présence aux marches et aux assemblées se fait par des responsables d'assistance, des *compañeras* déléguées chargées de consigner dans des cahiers les présent.e.s en assemblées et dans les mobilisations⁶. Il y a ensuite un bilan trimestriel. C'est un système qui peut choquer, mais on a jamais trouvé de système plus juste que celui là pour répartir des ressources qui ne sont de toute façon pas suffisantes. Chaque fois qu'il y a cette discussion sur la participation et la distribution en assemblée, le bilan de participation tourne entre toutes les mains. Il est commenté, discuté, mis en question...

COMMENT VOUS GÉREZ LES CONFLITS LIÉS À LA DISTRIBUTION DU TRAVAIL?

Tous les groupes de travail se mettent d'accord sur les critères liés aux conditions de travail : à quelle heure commence le travail, à quelle heure il finit, qu'est-ce qu'on fait lorsqu'une personne arrive en retard... Chaque groupe de travail décide des critères qui lui sont propres, et ces critères sont ensuite soumis à l'assemblée générale pour ne pas qu'il y ait de disparités. À Buenos Aires, les FOB de la capitale organisent aussi des réunions entre les personnes qui bénéficient du programme de la mairie.

6. Quand il fait référence à des situations de la FOB Alsina, Fabrice utilise généralement exclusivement le féminin, puisque la quasi totalité des membres de la FOB Alsina sont des femmes.

On essaye d'unifier les critères de travail qu'on met en place (nombres d'heures travaillées, etc.) Cela représente quand même environ 200 personnes.

Chaque groupe de travail a ensuite un.e délégué.e en charge de consigner absences et retards. Ces critères sont les mêmes pour tous les groupes de travail. Il doit y avoir le même temps de tolérance, etc... En cas de non respect des horaires ou d'absences injustifiées tu peux perdre ta journée. Et si tu as trois absences injustifiées dans le mois, tu auras un mois de suspension le mois suivant. Les absences sont tolérées si elles sont justifiées, en fournissant un justificatif à ta ou ton délégué.e. Chaque groupe de travail réalise une assemblée mensuelle où tout ce qui concerne le travail est discuté et où il est possible de faire des propositions de changement de ces règles qui seront rediscutées en assemblée générale de tous les groupes de travail.

EST-CE QUE CELA ARRIVE QU'IL Y AIT UN BLOCAGE DANS LA PRISE DE DÉCISION, ET COMMENT FAITES VOUS POUR LE DÉPASSER QUAND CELA ARRIVE ?

Dès qu'il y a un conflit dans le groupe de travail c'est géré par le groupe de travail. Les personnes font une assemblée entre elles et essayent de résoudre le conflit. S'il n'y a pas de résolution possible, cela passe par l'assemblée générale. Et là cela ne se joue pas forcément au consensus mais à la majorité. Sur les conflits liés au travail on se rend vite compte si une personne est de mauvaise foi ou pas. Mais sur le reste des conflits ou prises de décisions qui ne peuvent pas se faire au consensus, c'est la règle majorité/minorité qui est pratiquée pour prendre la décision. Sur les sanctions à prendre par exemple, il y a souvent des gens qui vont être pour des sanctions et d'autres non... Et dans ces cas-là c'est la décision majoritaire qui prime. Mais souvent, lorsqu'il n'y a pas de consensus, on se laisse le temps d'en discuter lors de plusieurs assemblées avant de prendre une décision.

QUE SE PASSE-T-IL LORSQU'UNE PERSONNE NE PEUT PLUS PARTICIPER À DES ACTIONS A CAUSE D'UNE MALADIE ?

Quand il y a des personnes âgées ou des personnes avec des problèmes de santé qui ne peuvent plus aller en manif, l'assemblée peut décider qu'elles en sont dispensées. On dit qu'elles sont *contemplada* [contemplées]. C'est à l'assemblée de décider que telle ou telle personne est *contemplada* ou non.

Au sein de la *FOB*, on a aussi des caisses de cotisation autonomes. Une sorte de fond commun, qui sert à l'avance de toutes sorte de dépenses individuelles ou collectives imprévues, qu'il s'agisse de question de santé, de loyer ou d'autre chose... C'est un système de prêt, avec des remboursements qui peuvent être fait en plusieurs mois. S'il y a, par exemple, des *compañeras* qui tombent enceintes, et qui veulent du Misoprostol⁷ pour se faire avorter, elles peuvent se faire avancer les frais et rembourser l'assemblée en plusieurs mois, ou pas suivant leur situation. Dernièrement nous avons dû revoir ce système de prêt en raison de la quantité demandée et des difficultés de remboursement. On a aussi un système de don d'argent sans remboursement. En général, c'est pour les cas extrêmes, et là aussi c'est à l'assemblée de décider. Mais en général, sur les questions de solidarité il n'y a pas de problème. Tout le monde sait que personne n'est à l'abri d'une difficulté insurmontable au niveau financier. Par exemple, une camarade a récemment perdu son gamin, qui s'est électrocuté à cause du système électrique merdique de la maison. Elle a eu besoin de thunes pour les obsèques. L'argent lui a été directement donné sans qu'elle doive le rendre.

En ce qui concerne le système de santé, il faut savoir qu'en Argentine, les hôpitaux sont publics. Tu peux donc aller à l'hôpital public et être soigné gratuit. Mais c'est la galère. Sauf en cas d'urgence! Tu dois attendre des mois avant d'avoir un rendez-vous avec un médecin. La plupart du temps il n'y a pas de médicaments, tu dois donc te les acheter toi-même. Ce que ne font pas la plupart des gens, vu le prix que coûtent les médicaments. Après, au niveau de la sécurité sociale, le fait d'être bénéficiaire de programmes sociaux, nous donne le droit d'être inscrit dans une sécurité sociale de notre choix. À la *FOB*, on a tous choisi une sécurité sociale qui dépend de la branche du commerce. Non pas par

7. Le Misoprostol est un médicament contre les ulcères d'estomac, détourné pour déclencher des fausses couches dans les pays d'Amérique Latine où l'avortement est illégal.

rapport à ce qu'on fait, mais parce que c'est la plus développée. Sauf que quand t'y vas, tu n'es évidemment pas très bien reçu, vu que c'est l'État qui cotise pour nous, et qu'on représente donc très peu d'argent pour eux. Mais on y va en général à plusieurs pour faire valoir nos droits et avoir le rapport de force suffisant. Récemment des *compañeras* qui y sont allées à plusieurs ont réussi à se faire recevoir le jour même, directement par des médecins.

**Y'A -T-IL UNE RÉPARTITION DES TÂCHES ET UNE SPÉCIALISATION
AU SEIN DES MOUVEMENTS OU AU SEIN DES ATELIERS ? SI OUI, SUR QUELS TYPES
DE CRITÈRES SE FONT CES RÉPARTITIONS OU CES SPÉCIALISATIONS ?**

Il y a bien sûr une répartition des tâches et pour chacune d'entre elles il y a un.e responsable, qui participe chaque semaine à *la mesa de responsables*. Certaines tâches, en particulier celles liées à l'administratif, nécessitent un accompagnement spécifique d'apprentissage. Nous essayons également de toujours organiser le travail en équipe. Par exemple, pour tout ce qui concerne la gestion des aliments que l'on reçoit, il y a une responsable, mais le travail s'effectue en équipe. À l'origine, il y avait une forte centralisation des tâches entre les mains des militant.e.s « politiques » due à l'absence d'expérience de la part des participant.e.s. Il a fallu un processus d'apprentissage par les pratiques et l'expérience pour casser cette centralisation. Nous essayons de faire en sorte qu'il n'y ait pas de spécialisations en général, qu'il n'y ait pas de rôles spécifiques accaparés par quelqu'un.e.s, qu'il y ait une rotation qui s'opère. Il peut y avoir des spécialisations particulières (le groupe d'accompagnement des femmes victimes de violences par exemple) mais l'idée est que les personnes qui ont « appris » ou savent, puissent enseigner aux autres. J'insisterai sur l'importance de la notion de processus.

Cela dit, ce qui tient plus du « politique » (réunions *FOB* régionales et nationale, négociations avec l'État, réunions politiques avec d'autres organisations...) est toujours pris en charge par les militant.e.s « politiques ». Néanmoins en ce qui concerne les trois mouvements de la *FOB* capitale depuis plusieurs années nous faisons en sorte que systématiquement les *compañeras* et *compañeros* de la *mesa de responsables* participent à ces instances pour leur côté politiquement formateur.

**ET PAR RAPPORT À LA QUESTION DES SALAIRES, EN CE QUI CONCERNE LA PRODUCTION,
EST-CE QUE LES GENS GAGNENT CE QU'ILS OU ELLES VENDENT OU CE QU'ILS OU ELLES PRODUISENT ?**

Pour schématiser, à la *FOB*, tout le monde a le même nombre d'heures de travail à faire pour toucher le revenu des *planes trabajar*. Une fois ces heures de travail effectuées, tu peux continuer à travailler et gagner ce que tu produit. Par exemple à Alsina on a un atelier de travail textile. Les *compañeras* font les T-shirt de la *FOB* avec le logo, les gilets du groupe d'autodéfense, les banderoles, etc. Et elles les font durant leurs heures de travail. C'est à dire qu'elles font également partie d'un programme de travail, mais, au lieu de travailler avec les autres groupes de travail dans la rue ou dans la construction de maison, elles accomplissent leurs heures en travaillant dans l'atelier textile. En plus de ça, elle peuvent travailler à des trucs personnel, en dehors des heures de travail dédiées au mouvement. Et là, le revenu de ce qu'elles vont vendre c'est pour elles. Elles peuvent venir un troisième jour pour faire leurs propres choses. La même chose pour l'atelier céramique. Mais de manière générale, il y a peu de travail productif.

CONCRÈTEMENT, C'EST QUOI LES GROUPES DE TRAVAIL QU'IL Y A EN CE MOMENT DANS LA FOB ?

La création des groupes de travail et des activités exercées dépend à la fois des programmes accordés et de choix politiques. En gros, on ne respecte pas à la lettre ce que dit le programme, mais on l'oriente en fonction de l'intérêt politique de l'organisation. C'est ce qu'on appelle la *resignificación* [redéfinition] des ressources.

À Alsina, il y a quatre groupe de rénovation de maison et de reconstruction d'un grand local qu'on vient d'acquérir, un groupe de nettoyage d'espace vert lié au programme de la ville de Buenos Aires, deux groupes qui s'occupent du nettoyage du bidonville, le groupe textile et la cantine. On est en train de voir comment réorganiser la commission santé pour la transformer en groupe de travail. C'est à dire qu'une

partie des personnes qui la composent soient rémunérées pour des tâches spécifiques (même si on fait attention à ce que les tâches politiques ne soient pas rémunérées en tant que telles).

Ensuite, il y a la question de la répartition des personnes dans les différents groupes de travail. Et là aussi il s'agit de faire en fonction de nos besoins et de nos choix politiques. En théorie, par exemple à Alsina, les personnes impliquées dans le nettoyage du bidonville font partie du programme de rénovation des maisons au titre du programme *Argentina Trabaja*, elles devraient donc rénover des maisons, et non pas nettoyer le quartier. Mais pour nous, c'était un choix politique que de participer à l'amélioration des conditions de vie dans le quartier aussi bien à travers la rénovation de maisons, qu'à travers le nettoyage des espaces communs et des rues. L'idée est que les gens qui vivent dans le bidonville puissent se rendre compte que l'organisation peut vraiment améliorer des conditions de vies dans les bidonvilles au quotidien, et qu'il ne s'agit pas seulement de toucher des thunes de l'État. Dans le regroupement des FOB de la capitale il y a aussi un petit groupe de travail qui fait de la manutention dans les jardins d'enfants et les crèches.

Les autres organisations de la FOB Buenos Aires réalisent différents type de travaux. Une grande partie travaille dans la rénovation de locaux propres, quelqu'un.e.s à la rénovation de maisons, d'autres à la construction de trottoirs ou de réseaux d'évacuation des eaux pluviales.

À Alsina, comme dans d'autres groupes, on a arrêté de mettre en place des ateliers de production censés générer un revenu aux personnes qui y travaillent. Parce qu'on s'est rendu compte que cela ne génère pas de revenu suffisant pour vivre. C'est le problème de la concurrence dans le marché capitaliste : il faut à la fois trouver un moyen de produire beaucoup et à bas coût, et à la fois trouver des clients à qui vendre la production. À une époque, il y avait des copains qui fabriquaient des barbecues. Ce qui implique beaucoup de temps de travail de soudure, un coût de départ important de matières premières (métaux, etc.) Et en général, sur trois barbecues produits, ils en vendaient un seul. Ils ont donc arrêté. Certaines organisations de la FOB continuent à avoir quelques ateliers de production. Au MTD Oscar Barrios, par exemple, ils continuent de produire du pain. À la FOB Lugano aussi, ils ont un atelier de production graphique (sérigraphie, production d'agendas...). Je ne sais pas exactement comment c'est géré, mais je pense que tout ce qui est vendu retourne dans le groupe de travail, et qu'une partie sert à acheter du matériel. Mais cela reste une question à creuser. Par exemple le FOL a une menuiserie et *a priori* il y a des personnes qui en vivent. Ils sont seulement trois ou quatre à en vivre je pense, mais bon...

Il y a déjà eu aussi l'expérience de mettre en place des réseaux de commercialisation des produits issus de l'autogestion ou de l'économie sociale. Par exemple, il y a six ans, les *compañeras* et *compañeros* du MTD Jose C. Paz faisaient partie d'un réseau de production autogéré. Ils produisaient des confitures. Mais cela reste quand-même très limité et c'est impossible d'en vivre pour l'instant. Même à Zanon⁸, ils sont dans la merde en ce moment. Leur production est en chute libre et ils sont beaucoup moins nombreux à bosser.

COMMENT LA FOB TRAITE CETTE CONTRADICTION ENTRE RECHERCHE D'AUTONOMIE ET SUBVENTIONS ÉTATIQUES ?

Tout d'abord à la FOB, on estime que ces programmes sont un outil de domination que l'État met en place pour contrôler, contenir et discipliner les pauvres. Domination qui passe par le maintien d'un *statu quo* social en assurant aux pauvres un strict minimum qui permet de désamorcer les potentiels conflits sociaux.

Pour comprendre comment traiter cette contradiction, la première question à se poser est : « Comment est-ce que l'État en est venu à mettre en place des programmes sociaux qui permettent d'assurer un revenu minimum à des personnes sans boulot ou ayant très peu de revenus ? » Pour commencer, je pense que malgré toutes les contradictions, ces programmes sont le résultat de luttes. S'il n'y avait pas eu de luttes pour exiger des ressources, l'état n'aurait jamais mis en place ces programmes. Au départ, les mouvements *piqueteros* exigeaient du travail. Au final l'État ne leur a donné que des allo-

8. Voir note 11 de l'introduction



cations, sous forme de *planes* qui ne permettent pas d'avoir un revenu suffisant pour vivre correctement, puisqu'en gagnant ce qu'on gagne, on est encore sous le seuil de pauvreté officiel.

Et donc, utiliser à notre avantage ces instruments de domination que sont les programmes sociaux, cela implique plusieurs choses.

La première est de rester constamment mobilisé.e.s pour arracher à l'État ce dont nous avons besoin pour améliorer nos conditions d'existence. Plus l'État cède à nos revendications, et plus on va descendre dans la rue pour réclamer davantage. Et donc la contradiction se retrouve également un peu dans le camp de l'État aussi, puisque pour acheter la paix sociale, il doit régulièrement céder sur le terrain des revendications. Et plus il cède, plus le rapport de force en sa défaveur augmente... C'est la raison pour laquelle il tente régulièrement la carte de la répression, mais là aussi, cela provoque des réactions.

La seconde est de ne pas faire exactement ce que l'État attend de nous. L'idée est de prendre ces programmes et les détourner de leur logique étatique pour y mettre notre propre logique, afin de nous renforcer en tant qu'organisation. C'est la raison pour laquelle on essaye de conserver l'autonomie sur ce qu'on fait et comment on le fait à l'intérieur de l'organisation. On estime que l'État n'a pas à venir voir ce qu'on fait ni comment on le fait, même si l'on a parfois des obligations auxquelles on peut difficilement échapper. Par exemple, c'est nous qui décidons comment on travaille et combien de temps on travaille. Donc, en règle générale, on utilise les programmes en fonction de ce qui nous arrange d'un point de vue politique, en essayant de déroger le maximum aux critères que l'État voudrait nous imposer. C'est la *resignificación* des programmes. Cela doit se faire en fonction de notre propre stratégie visant à la construction d'un rapport de force libertaire dans le territoire. En ce sens, le renforcement d'espaces de formation politique, le développement de projets autogérés, le travail d'infrastructure dans les quartiers, le fait de générer des structures organisationnelles, tout cela doit être orienté en fonction de notre propre projection politique, en essayant de parvenir à la

plus grande autonomie possible par rapport au pouvoir étatique.

On a d'ailleurs rédigé un document là-dessus, intitulé « Les stratégies de la *FOB* face au *moldeamiento estatal* [modelage étatique] ». Dans ce document, il est notamment écrit que « les programmes sociaux répondent à une stratégie de domination qui influence de manière très importante nos mouvements. Les programmes sociaux ont la faculté de modeler les organisations, de les étatiser en les normalisant, en les organisant verticalement, en générant des chefs et des *punteros*, en reproduisant l'État dans nos mouvements. La *resignificación* des programmes sociaux doit être très importante. Elle doit entrer totalement dans notre propre stratégie de construction avec une organisation propre et en rompant avec les programmes étatiques. De toutes les manières, avec les programmes sociaux il y aura toujours un risque d'étatisation. C'est la raison pour laquelle notre stratégie doit toujours s'attacher à construire différentes alternatives économiques, éloignées de la logique des programmes étatiques et visant à l'autogestion. »

QUELS SONT CONCRÈTEMENT LES RISQUES D'ÉTATISATION ET QUE METTEZ-VOUS EN PLACE POUR LUTTER CONTRE CETTE LOGIQUE ET « RE-SIGNIFIER » VOUS-MÊME LES PROGRAMMES ?

En 2016, dans le cadre du programme *Argentina Trabaja*, l'État a donné à la *FOB* et à d'autres organisations, la possibilité de décider quel type de travail nous allions effectuer. Et il nous a donné, en plus des revenus liés aux programmes, l'argent dont on avait besoin pour acheter le matériel, les outils et les machines. En gros, l'État nous proposait un forfait d'environ 10000 pesos par an, pour chaque personne qui rentrerait dans un programme. Ce forfait correspondant au matériel que nous allions utiliser. Cela représente plus de 10 millions de pesos par an puisque nous sommes environ 8000, je pense, et que cette année, on a fait rentrer environ 5000 personnes en plus dans le programme. Cela représente donc une masse importante d'argent à gérer. Dès le départ à la *FOB*, quand l'État nous a fait cette proposition, on s'est dit qu'il y avait anguille sous roche. On s'est dit que l'État ne pouvait pas décider comme ça de nous filer des millions de pesos à gérer sans qu'il y ait un piège quelque part. On s'est donc demandé ce que cela impliquait. On a tout de même décidé d'accepter pour ne pas rester sous tutelle des municipalités. Ensuite, on s'est rendu compte du piège : pour pouvoir gérer cette masse d'argent, on était censé créer une structure administrative importante, avec des comptables, des architectes, des techniciens. Ce qui impliquait la reproduction d'un système contre lequel on lutte.

Contrairement à la *FOB*, les autres organisations n'y voyaient pas d'inconvénient. Ils ont proposé de louer un grand local pour y faire des bureaux et nous ont demandé de désigner des militant-e-s pour prendre en charge ces responsabilités administratives et comptables. Nous, on leur a dit d'entrée de jeu qu'on ne participerait pas à cette reproduction de la division du travail. Premièrement parce qu'on est pas d'accord avec cela, deuxièmement parce qu'aucun d'entre nous n'a envie de consacrer six heures par jour, tous les jours de la semaine, à faire de l'administratif dans un bureau. On considère que les militant-e-s qui ont des responsabilités au sein de nos mouvements doivent effectuer un travail politique de base, et pas du travail administratif. On a donc refusé. Ça a été le point de départ d'un conflit qui a dérivé sur une rupture entre la *FOB* et ces organisations. En 2018, nous allons sûrement devoir mettre en place notre propre structure pour gérer ce programme et penser à une solution anti-bureaucratique et en accord avec nos principes idéologiques et politiques⁹.

Dans la même veine, un autre exemple de cette logique d'étatisation des mouvements est la création d'un conseil national de l'économie populaire. En 2016, sous la pression de la *CCC*¹⁰, de *Barrios de Pie*¹¹ et de la *Confederation de Tabaradojes de la Economia Popular (CTEP)*¹², l'État a voté une loi d'urgence sociale. Cette loi prévoit que 30 milliards de pesos soient destinés aux programmes sociaux, dans les deux ans qui restent au gouvernement de Macri. Ce que ces mouvements voulaient, c'est que les programmes sociaux ne soient pas supprimés par le gouvernement de Macri. La loi a été votée mais en contrepartie,

9. En mars 2018 l'État a finalement décidé de ne pas inclure toutes les organisations *piqueteras* dans le renouvellement de ce programme.

10. Voir note 10 de l'introduction.

11. Organisation sociale de lutte contre la faim et la pauvreté créée en décembre 2001. En 2003 elle collabore avec le gouvernement Kirchner.

12. La *CTEP* est un syndicat de travailleurs précaires bénéficiant des programmes de travail étatique.

elle prévoit la mise en place d'un conseil à travers lequel les organisations cogèreraient avec l'État les programmes sociaux¹³. On considère que cela signifie l'institutionnalisation des organisations sociales et nous avons décidé de ne pas y participer. Parmi toutes les organisations sociales, nous sommes pratiquement les seuls, avec le *Polo Obrero*¹⁴, à dénoncer la création de ce conseil. Les autres organisations *piqueteras* revendiquent leur intégration à cet organisme, avec l'argument qu'il ne faut pas laisser la CCC, *Barrios de Pie* et la CTEP décider seuls de ce qui concerne toutes les organisations *piqueteras*. À la FOB, on ne veut pas s'attribuer une représentativité que nous ne prétendons pas avoir. On considère qu'on ne « représente » pas d'autres chômeurs et chômeuses que nous mêmes.

**CONCERNANT CETTE QUESTION DE LA PRÉCARISATION DU TRAVAIL,
Y A-T-IL DES CONFLITS AVEC LES SALARIÉ.E.S QUI TRAVAILLENT DANS LES MÊMES SECTEURS
QUE VOUS ET PEUVENT VOUS REPROCHER DE DÉVALUER LE PRIX DE LA VALEUR « TRAVAIL » SUR LE MARCHÉ?**

Directement non, mais on a pas non plus de lien avec ces salarié.e.s. La première fois qu'on a commencé à travailler dans le nettoyage des parcs pour la municipalité de Buenos Aires, il y avait un local du syndicat peroniste des jardinier.ère.s municipaux, dans le parc où nous devions intervenir. Au début, il y a eu quelques frictions car les jardinier.ère.s ont voulu nous dicter ce qu'on devait faire, le nombre d'heures qu'on devait travailler, etc... Il a fallu leur remettre un peu les pendules à l'heure et leur expliquer que nous étions une organisation indépendante qui n'avait rien à voir avec leur syndicat et que par conséquent, ils ne pourraient pas influencer notre façon de nous organiser par rapport au travail. Le fait est que eux aussi s'octroyaient de petits « arrangements », comme celui de partir à quinze heures alors qu'ils et elles devaient débaucher à dix-sept. Chacun des camps s'est donc dit qu'il pourrait continuer à travailler moins, s'il foutait la paix à l'autre. On a donc continué, chacun dans son secteur, et c'était bien comme ça. Donc avec les travailleurs et les travailleuses tu peux toujours négocier, si tu arrives à faire valoir tes intérêts communs de salarié.e.s. Mais avec les têtes syndicales, ou celles des ministères, c'est beaucoup plus compliqué. C'est principalement avec elles qu'il y a des conflits sur la question du travail précaire et de la dévaluation du marché du travail. Par exemple, en ce moment, on cherche à travailler avec d'autres ministères, pour essayer de diversifier les postes de travail à pourvoir au sein de la FOB. Non seulement parce que le nettoyage de rue, c'est pas non plus ce qu'il y a de plus passionnant, mais aussi parce qu'on commence à être trop nombreux et nombreuses pour les postes à pourvoir. On négociait donc avec le ministère de l'Éducation nationale pour obtenir des postes de travail, et l'excuse qu'on nous a sorti pour nous envoyer balader, c'est que le syndicat des personnels non-enseignant de l'éducation n'accepterait jamais qu'on travaille dans l'éducation. Car, non seulement cela voulait dire qu'on allait leur piquer leurs boulots, mais qu'en plus on allait précariser la profession. Intéressant que l'État utilise l'argument de la précarisation !!!

Il y a un débat au sein des organisations sur la question de la précarité du travail et des manières de la combattre. Par exemple, certaines veulent que leurs membres soient titularisé.e.s comme fonctionnaires. Il y a deux raisons pour lesquelles elles demandent ça. La première c'est évidemment pour être mieux payé.e.s et avoir des meilleures conditions de travail. Même si la question du salaire est loin d'être négligeable, nous ne partageons pas cette analyse car on considère que nos conditions de travail actuellement c'est nous qui les décidons. Si on reste autonome, on peut décider de travailler moins d'heures que ce qu'on devrait travailler. Tandis que dès lors qu'on devient fonctionnaire, on rentre dans le syndicat et cela devient beaucoup plus compliqué de faire ce qu'on veut. La seconde raison est de caractère idéologique. En faisant rentrer des centaines de *compañeros* et *compañeras* dans le syndicat, cela leur permettrait d'avoir une influence dans les syndicats. À la FOB, nous ne sommes pas d'accord avec cette conception car on pense qu'elle est liée à une conception marxiste de la révolution, que l'on ne partage pas.

13. Ce conseil n'a pour l'instant pas été mis en place.

14. Voir note 7 de l'introduction

EST-CE QUE L'AUTOGESTION DU TRAVAIL EST UN BUT POLITIQUE POUR VOUS ET QUELLES SORTES DE RELATIONS VOUS ENTRETENEZ AVEC LE MOUVEMENT DE RÉCUPÉRATION DES LIEUX DE TRAVAIL EN ARGENTINE ?

La *FOB* en tant que telle n'a pas de relation avec le mouvement de récupération des usines qui d'ailleurs n'existe plus. La *FOB* revendique l'autogestion, mais pas seulement sur le terrain du travail ou de l'économie. Je dirais que nous l'estimons comme transversale à tous les aspects de la vie sociale, une autogestion liée à la question de l'autonomie. Nous avons une conception de l'autogestion comme étant opposée à la domination parce qu'elle implique une participation de tous et toutes dans la planification d'objectifs communs et dans leur mise en œuvre. Les luttes sociales à caractère autogestionnaire impulsent un type de résistance qui implique la mise en place de processus préfiguratifs¹⁵. Ce qui nous entraîne à prendre des décisions dans tous les aspects qui concernent notre vie, autant individuelle que collective, et par cela nous permet d'amplifier notre capacité de participation à élaborer les fondations de la société future que nous désirons.

SUR LA COORDINATION

COMMENT ET QUAND LA FOB SE COORDONNE T-ELLE AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS PIQUETERAS ?

La *FOB* se coordonne avec d'autres organisations sociales uniquement sur les dynamiques de lutte revendicatives. En général, nous priorisons les organisations sociales indépendantes, c'est-à-dire non liées à des partis politiques, avec lesquelles nous nous accordons préalablement sur une liste de revendications, les modalités de l'action directe (mobilisations au ministère, coupures de ponts ou d'avenues, campements...) et sur une manière de négocier avec l'État. Soit en bloc, soit chaque organisation indépendamment des autres. De manière générale, ces mobilisations se répètent plusieurs fois dans l'année entre deux négociations. En d'autres termes, on pourrait dire que nous sommes en mobilisation permanente.

COMME TOUS LES MILITANT.E.S « POLITIQUES » DE LA FOB SONT ANARCHISTES, ON SE DEMANDAIT QUELLES SONT LES RELATIONS AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS ANARCHISTES HISTORIQUES ARGENTINES ?

En tant qu'individu-e-s tout le monde se connaît, mais d'organisation à organisation il n'y a jamais eu de contacts directs. Les militant.e.s « politiques » de la *FOB* sont certes anarchistes, mais la *FOB* étant une organisation politico-sociale composée dans sa grande majorité d'individus non idéologisés, elle n'a pas d'orientation idéologique à proprement parlé. Les relations avec les autres organisations anarchistes se limitent donc, quand elles existent, à des relations personnelles.

SUR LA RÉPRESSION...

COMMENT LA QUESTION DE LA RÉPRESSION TOUCHE-T-ELLE LES MILITANTS DE LA FOB ET L'ORGANISATION ? QUELS SONT LES LIENS ENTRE LA FOB ET LA CORREPI¹⁶ ?

À Buenos Aires, la *FOB* n'a jamais été confrontée à de fortes répressions. À Cordoba et à Corrientes, la *FOB* a vécu plus d'épisodes répressifs, avec des blessé.e.s et des arrestations, etc. En général, depuis 2003, à Buenos Aires, le mouvement *piquetero* n'a pas subi d'énormes répressions. Il a pu y avoir quelques épisodes, mais bon... Le rapport de force est en général plutôt en notre faveur. Cela dit, il y a parfois quelques

¹⁵. La politique « préfigurative » est une dynamique politique qui vise à former dans l'« ici et maintenant » des structures alternatives qui préfigurent la société débarrassée des oppressions et hiérarchies.

¹⁶. La *Coordinadora Contra la Represión Policial e Institucional (CORREPI)* est une coordination contre les répressions policière et institutionnelle. Elle lutte pour le respect des droits humains de la classe ouvrière. La *CORREPI* n'a aucun lien avec des institutions étatiques et son positionnement envers l'État est clairement confrontatif.

épisodes répressifs, en particulier quand les organisations rejoignent des travailleurs et travailleuses dans leurs conflits et lors des coupures d'autoroutes. Après être arrivée au pouvoir, la droite a adopté une nouvelle doctrine pour les forces de l'ordre, afin de mettre fin aux *piquetes*. Mais ce protocole n'a jamais été appliqué pour l'instant. Il y a eu également des répressions durant les dernières Rencontres nationales des femmes en octobre 2016. Ce sont des rencontres qui ont lieu annuellement, depuis 33 ans, dans des villes différentes et qui rassemblent des milliers de femmes autour d'ateliers. Lors de la manifestation de clôture des dernières Rencontres, les manifestantes se sont rendues à la cathédrale pour dénoncer les positions patriarcales de l'église catholique et ont été réprimées.

Après, au sein de la *FOB*, nous avons un protocole interne de mobilisation en cas de répression. En général, la mobilisation a lieu devant les instances de représentation de la région où la *FOB* se fait réprimer. Dans toutes les villes en Argentine il y a des « maisons de provinces » qui sont des instances de représentation, plus touristiques que politiques, mais qui représentent néanmoins chaque province. On coupe leur accès. Il y a également un travail de prise de contact avec des avocats, mais ce n'est pas encore bien systématisé. En général, les *compañeros* et *compañeras* arrêté.e.s ne passent jamais plus de 24 heures en garde à vue. Mais dans tous les cas, la consigne est de maintenir le campement jusqu'à ce que les camarades soient libéré.e.s.

Ensuite, pour les manifs, on a ce qu'on appelle la commission d'autodéfense. Dans chaque manifestation il y a des *compañeras* et *compañeros* qui sont chargé.e.s de l'autodéfense du cortège de la *FOB*. Ce sont ces *compañeros* et *compañeras* qui sont chargé.e.s de couper les rues et la circulation quand le cortège se déplace, pour éviter que les voitures ne fassent chier. Normalement, s'il y a répression, c'est le service d'autodéfense qui est chargé de contenir les flics pour que la colonne de la *FOB* puisse se retirer. En particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées. Mais pour le moment il s'agit surtout d'assurer la « sécurité » au sein du cortège. Les membres de ces commissions font régulièrement des réunions pour s'informer et se former sur les questions en lien avec leur rôle et en particulier sur des mises en situations hypothétiques ou réelles.

Nous sommes aussi en relation avec la *CORREPI*. En tant que *FOB* on participe en général à tous les événements organisés par la *CORREPI*, en particulier lors de la présentation publique de leur recensement annuel du nombre de personnes assassinées par les forces de police. Il était même question qu'ils viennent faire des ateliers dans les rangs de la *FOB*, sur la question de l'antirépression, de la défense lors des arrestations, en garde à vue, etc. La *FOB Rosario* a participé à la rédaction d'un guide juridique en cas de répression et d'arrestation, qu'on utilise dans la commission d'autodéfense. En général, comme toutes les organisations on participe à toutes les mobilisations contre les répressions et les campagnes dénonçant des assassinats, comme ceux de Santiago Maldonado et Rafael Nahuel¹⁷...

Y A-T-IL UNE DIFFÉRENCE DE TRAITEMENT ENTRE LA RÉPRESSION D'ORDRE POLITIQUE ET CELLE LIÉE À DES DÉLITS DE DROITS COMMUN ?

Il est rare que des personnes de La *FOB* soient poursuivies pour des délits de droit commun. Par contre, oui, il y a des arrestations liées à ce qu'on appelle des « montages policiers », surtout en ce qui concerne les jeunes qui vivent dans les bidonvilles ou dans les quartiers pauvres. C'est arrivé à la *FOB* de Alsina il y a quelques années. Dans ce cas, il y a un travail de dénonciation. On se déplace devant les commissariats ou dans les tribunaux et on fait jouer les réseaux de défense des droits de l'homme. En général, on contacte la *CORREPI*, qui nous met en contact avec des avocats.

¹⁷. Durant l'été 2017, la communauté mapuche Pu Lof en résistance mène une campagne d'actions et de blocages contre l'opération d'expulsion du terrain qu'ils occupent dans le nord-ouest de la province de Chubut.

Le 1^{er} août 2017, lors d'une opération de répression, le jeune militant Santiago Maldonado est victime d'une disparition forcée. Son cadavre est découvert le 18 octobre 2017 près de l'endroit où la disparition se serait produite. L'un des gendarmes impliqué dans cette opération est alors mis en examen. Le 23 novembre 2017, le jeune Rafael Nahuel meurt sous les balles de la police, lors d'une autre opération des forces de l'ordre contre la communauté mapuche Lafken Winkul Mapu qui participe aussi à cette campagne d'action.

POUR FINIR

QUELS SONT LES DÉBATS ACTUELS DANS LE MOUVEMENT ?

Actuellement, c'est à dire en août 2017, on est justement beaucoup en train de parler du contexte politique actuel et de la conjoncture. Le *Frente Popular Dario Santillan* vient de lancer un appel à créer un front électoral de la gauche indépendante, pour les prochaines élections [NDE : octobre 2017]. Et toutes les organisations sociales sont en train de penser au fait de se présenter ou d'intégrer un front électoral avec d'autres organisations. Pour nous, le gros débat à l'heure actuelle est donc celui de l'électoratisme et de ses conséquences, quant à nos alliances avec d'autres groupes, mais aussi quant à notre position dans le débat et l'espace public. Durant un campement sur la *Plaza de mayo*¹⁸ pour dénoncer la politique néolibérale du gouvernement, on a constaté que bien des groupes qui s'organisaient avec nous cherchaient en fait une visibilité politique qui puisse leur servir au niveau électoral. À la *FOB*, nous sommes évidemment anti-électoratistes mais il est difficile parfois de séparer le purement revendicatif du purement politique. On se demande aussi quelles conséquences peut avoir sur nous le processus d'institutionnalisation contre lequel on se bat. Mais bon tout cela est très conjoncturel, et la conjoncture, cela change vite aussi. Et les organisations changent aussi très vite de stratégie... Si la droite gagne aux prochaines élections et s'il y a une offensive de la droite sur les programmes sociaux et sur les organisations, un regroupement va s'imposer de fait. Même les organisations kirchneristes vont retrouver une certaine forme de combativité. À ce moment-là se posera aussi la question de si on se mobilise avec eux ou pas.

Sinon, à un niveau plus pragmatique, on discute pas mal de la question de l'organisation pratique du fédéralisme au sein de la *FOB*, et des structures qu'on va mettre en place pour continuer à participer au programme *Argentina Trabaja*.

EN CONCLUSION ?

La *FOB* existe depuis plus de dix ans et durant cette période nous avons pu construire des organisations politico-sociales indépendantes sur des bases et des principes libertaires. Au-delà de l'objectif d'amélioration des conditions de vie, nous nous organisons et luttons en vue d'un changement social. Nous cherchons autant à construire un pouvoir populaire autogéré qu'à développer des « pratiques préfiguratives » ici et maintenant. Nous sommes conscients de nos limites et de nos contradictions internes, que nous essayons toujours de dépasser. Nous n'avons pas la prétention d'avoir la solution en tant qu'organisation. Nous ne pensons pas être l'organisation qui va permettre de renverser le système. Nous sommes une organisation parmi d'autres. On sait que ce n'est pas une seule organisation qui rendra possible le renversement. On sait aussi qu'il nous faut nous ouvrir à d'autres types de secteurs, comme celui des travailleurs ou des étudiants, et qu'il nous reste à créer une « multi sectorielle », dont la *FOB* ne serait qu'une composante. Mais c'est un processus très lent. Ce qui est sûr, c'est que la *FOB* est une force sociale en mouvement... En résumé, je citerai une phrase d'Anibal extraite du documentaire *Desde Abajo* : « *Somos parte de algo mas grande que hay que construir* » [« Nous faisons partie de quelque chose de plus grand qu'il faut construire »].

Décembre 2017

18. La plaza de Mayo est située en face du Palais présidentiel à Buenos Aires. Cette place est devenue un haut lieu de la contestation depuis que les mères des disparus de la dictature ont commencé à l'occuper en 1977, faisant ainsi plier le régime.



ENTRETIEN AVEC FERNADO MILITANT DE LA FÉDÉRATION D'ORGANISATIONS EN LUTTE (FOL)



LES PREMIERS PAS...

VEUX-TU NOUS PARLER UN PEU DE TON PARCOURS MILITANT?
COMMENT AS-TU COMMENCÉ À T'IMPLIQUER DANS LE MOUVEMENT ?

Je me suis impliqué dans le mouvement bien après 2001. J'ai très peu de souvenirs de 2001 car j'avais 14 ans à cette époque. J'étais trop petit, et malheureusement j'ai fait partie d'une jeunesse qui a vécu dans une période de dépolitisation, d'une perte d'intérêt pour la politique. Du coup, en 2001 je commençais à peine à me sensibiliser, et à me rendre compte que le monde dans lequel je vivais n'était pas satisfaisant. Après, vers 18-19 ans, j'ai commencé à militer. On faisait une revue culturelle avec des ami.es, qui s'appelait *Echo*. C'est comme ça que je me suis mis à écrire. Et on avait aussi un pota-

ger collectif. On collaborait aussi avec un groupe qui travaillait avec des jeunes à la rue. Ce collectif s'appelait *La Vieja del Anden* [La Vielle du Trottoir]. Ce n'est qu'en 2007, un an après sa fondation en tant que tel, que je me suis approché du FOL. Je voulais voir de plus près comment se passent les *tommas de tierra* [réquisitions de terre]. L'idée c'était de voir si on pouvait occuper un terrain, pour faire à plus grande échelle ce qu'on faisait dans le potager collectif. Et en cherchant sur internet je suis tombé sur une revue, *Tierra para vivir* [Terre pour vivre], qui mettait à disposition un manuel et un DVD de six vidéos sur la réquisition de terrains. Ce manuel et ces vidéos sont toujours disponibles. Les vidéos montrent six processus de récupération de terres. Et le manuel explique quels sont les critères pour faire une division de la terre en parcelles équitables, et comment créer un quartier et l'urbaniser d'une façon « digne », urbanistiquement parlant je veux dire. Parce que souvent, ce qu'il se passe pendant les occupations de terrain, c'est que chacun s'empare du plus grand morceau de terre qu'il peut, en laissant peu de place pour les espaces communautaires... On divise par exemple un terrain en 10 parcelles équitables, sans laisser de l'espace pour la rue, les trottoirs. Et le manuel explique comment éviter de tomber dans ces écueils. Du coup, j'ai appelé le numéro pour demander la revue et le DVD, et la personne qui m'a répondu m'a dit de venir à *Claypole* pour prendre la revue et le DVD. Et c'est comme ça que je suis arrivé ici. Je ne savais presque rien de ce qu'était le mouvement des *piqueter@s*. Je me sentais très éloigné de la gauche. Le fait de venir ici, de voir comment se passait une assemblée, d'y participer, etc., ça a changé ma manière de voir les choses. Et ça a changé mes pratiques aussi... J'ai commencé à m'investir à *Claypole*, de fin de semaine en fin de semaine, jusqu'à finir par y déménager, à la fin de l'année, dans un lieu qui s'appelle le *Mirabal*. Et voilà, c'est comme ça que je suis arrivé ici.

DEPUIS CETTE ÉPOQUE LÀ TU FAIS DONC PARTI DU FOL. QUELLES SONT TES ACTIVITÉS AU SEIN DU FOL ?

J'ai commencé à faire de l'alphabétisation et de l'enseignement à la lecture et à l'écriture au *Galpon Cultural*, le centre social du FOL à *Claypole*. C'est aussi là que j'ai commencé à me former à l'éducation populaire. C'est-à-dire au fait d'apprendre aux gens non seulement à écrire et à lire, mais aussi leur apprendre à lire et à écrire le monde, à créer la réalité. On s'inspire beaucoup de la pédagogie Freinet¹ ... Ici, au *Galpon Cultural* de *Claypole*, on a d'ors et déjà monté un groupe de personnes qui se forme à et avec cette pédagogie.

Au *Galpon Cultural*, nous avons aussi mis en place le *Bachillerato*, qui est un espace d'éducation pour des jeunes et des adultes, par des jeunes et des adultes. On était un groupe de six *compañeras* et *compañeros* à lancer et à prendre en charge ce projet. L'idée était de créer une école publique autogérée par ses propres travailleurs et travailleuses. J'ai donc participé à l'élaboration et au déploiement de ce projet pendant quatre ans. J'ai été, tour à tour, éducateur, mais aussi organisateur et responsable de certains domaines.

En dehors du *Galpon Cultural* de *Claypole* je me suis aussi investi dans un autre lieu important, un peu plus loin. Il s'agit de *Las Cavas*. À *Las Cavas* on a continué le processus d'alphabétisation qu'on avait commencé au *Galpon Cultural*. On a fait aussi différents ateliers...

Aujourd'hui, je suis aussi responsable de l'école de formation politique. En tant que FOL, on a déjà quatre écoles de formation. J'ai été engagé dans la planification, mais aussi dans l'élaboration du cahier qui sert de base dans l'école. Ce cahier de formation, propose des ateliers d'éducation populaire sur le pouvoir populaire, l'action directe, la démocratie directe, la classe des travailleurs et travailleuses, l'histoire, la définition de l'État... Nous avons élaboré le contenu de ces ateliers sur la base du consensus entre les différentes idéologies qu'il y a dans le FOL.

Depuis récemment, j'ai deux nouvelles tâches au sein du FOL : le recyclage et la sécurité. À *Las Cavas*, j'impulse et je travaille à la coopérative de « recyclage ». Ce projet est à la fois une coopérative de recyclage différenciée des déchets, mais aussi un plus large projet environnemental de travail sur la

1. Célestin Baptistin Freinet est un pédagogue français né en 1896. Il développe toute une série de techniques pédagogiques basées sur l'expression libre des enfants. Cette méthode a inspiré des approches pédagogiques libertaires et autogestionnaires.

gestion des déchets au niveau local. L'idée est de pouvoir gagner, dans quelques années, un concours qui nous permette de récupérer la gestion des déchets de toute la municipalité. Mais cela serait un changement d'échelle important car, pour vous donner une idée, on gère actuellement 10000 kilos de déchets par mois, et il y en a 15000 kilos produits par jour, au sein de la municipalité. On en est là. C'est un projet qui dépasse la coopérative. On veut étudier le passage à une autre gestion, environnementale et économique, des déchets.

Depuis peu, je suis également responsable de la sécurité et de l'autodéfense du FOL. C'est-à-dire que je suis à la fois responsable de l'organisation des *piquetes* et de la sécurité de leur déroulement (formations pratiques d'autodéfense, organisation des coupures de routes, répartition des rôles dans les rues pendant les manifestations...). En gros, je m'occupe de coordination, je suis le « personnage public » avec qui la police va venir discuter lors des actions, et qui a à la fois un rôle de médiation face à la police, à la fois un rôle de maintien des positions, pour éviter que les ordres de la police n'influencent le *piquete*. Cela fait partie de cette relation à moitié institutionnalisée qu'il y a dans le *piquete*. Cela gêne, mais cela fait partie intégrante du déroulé de l'action... Du coup il y a un responsable de coordination, pour éviter que ça soit la police qui le dirige.

Voilà les tâches que j'ai en ce moment au sein du FOL. Les plus importantes étant le recyclage et la sécurité. Plus quelques autres plus générales. En ce moment je suis aussi investi dans un potager tout en continuant mes activités dans le *Galpon Cultural* de Claypole.

L'ORGANISATION ET LA COMPOSITION SOCIALE...

PEUX-TU NOUS FAIRE UN BREF HISTORIQUE DU FOL?

Le FOL vient d'un côté du *Movimiento Teresa Rodriguez (MTR)*, et de la coordination *Anibal Veron* de l'autre. Ce sont elles les deux forces principales qui ont composé le mouvement *piquetero* « autonome », qui a donné ensuite naissance au FOL. En 2003, avec le kirchnerisme, le MTR va se reformer en plusieurs mouvements comme le *Movimiento popular de la dignidad* ou celui devenu aujourd'hui le *MTR Votamos luchar*. De la même manière que la coordination *Anibal Veron* va spliter pour donner le *Frente Popular Dario Santillan*, puis le FOL, la FOB... Puis il y a d'autres groupes, qui ont surgi du MTD. Mais personnellement je ne les mentionnerai même pas car ce sont des groupes avec des fonctionnements très hiérarchisés. Le pouvoir y est tellement personnalisé, que ces mouvements sont connus par le prénom de leur dirigeant. En vrai, moi, tout ce processus de fragmentation je l'ai vécu de très loin, de l'extérieur. C'est en lisant et en parlant avec des gens que j'ai compris comment ces fragmentations s'étaient opérées et quelle était la généalogie du FOL.

Quand je me suis engagé, il y avait une coordination qui n'était pas publique. Cette coordination regroupait le *Frente Dario Santillan* et le MTR, ainsi que les organisations qui allaient former la FOB et le FOL plus tard. Puis le *Frente Dario Santillan* a décidé de partir, et nous, avec *Votamos Luchar* (issu du MTR), on a créé l'*Association Gremial des Trabajadores y Cooperativos Autogestidos y Precarizados (AGTCAP)* [Syndicat professionnel des travailleurs et des coopératives autogérées et précarisées]. On a monté ça avec les mêmes organisations hormis la FOB. On s'est dissous dans cette tentative de front de lutte plus grand et plus varié. Ce nom tellement antipédagogique était très révélateur du manque de capacité à créer du consensus au sein de ce groupe et à faire la synthèse entre les différentes tendances.

Aujourd'hui, il y a d'un côté le FOL et la FOB qui se coordonnent, de l'autre, le *Frente Dario Santillan* et ces autres organisations centrées autour d'une personnalité. Ces dernières sont des organisations qui ne font aucun travail territorial. Ce sont vraiment des organisations assistancielles qui ne portent aucune critique globale. Les gens s'organisent pour que les familles aient un revenu et c'est tout.

Au FOL, à la différence des autres groupes, nous avons continué de nous organiser avec le *Frente Dario Santillan*, et à avancer avec eux et d'autres groupes, dans des constructions plus politiques. Nous avons tenté de créer des outils communs. Nous avons, par exemple, tenté de créer un genre de front social et politique, regroupant différentes organisations, tel que le *Frente Dario Santillan*, la *Izquierda Revolucionaria (IR)*, qui est un parti politique, et le *Movimiento Unidad Latino-americana por el Cambio Social (MULCS)*, un groupe politique qui possède une large base syndicale. À un moment nous avons même l'intention de créer une *mesa politica de la Nueva Izquierda* [une table ronde de la nouvelle gauche], qui était censé regrouper toutes les organisations de ce qu'on nomme la *Nueva Izquierda*.

Par la suite, le *Frente Dario Santillan* s'est divisé entre le *Frente Dario Santillan*, le *Frente Popular Dario Santillan Corriente Nacional*, et d'autres secteurs plus de centre-gauche, comme *Patria Grande*. Après son départ de l'AGTCAP, les gens du *Frente Dario Santillan* ont dit qu'ils avaient besoin d'un temps d'autoconstruction avant de se regrouper avec d'autres organisations...

QUEL EST LE FONCTIONNEMENT DU FOL EN TANT QU'ORGANISATION ? **COMMENT EST-CE QUE L'ORGANISATION FONCTIONNE AU NIVEAU NATIONAL ?**

En réalité, le nom de FOL ne correspond plus vraiment à ce qu'est devenu l'organisation. En effet, FOL veut dire *Frente de Organizaciones en Lucha* [Front des Organisations en Lutttes]. Or, le FOL n'est plus un « front », puisque qu'il y a un an et demi, presque deux ans [NDE : novembre 2014], on est devenu une seule organisation.

Le FOL est organisé en zones locales qui se coordonnent. À Buenos Aires il y a en a six : la zone *Sud-Electrico*, la zone *Sud-Diesel*, la zone *Norde*, la zone *Ovest*, la zone *Capitale* et la zone de *la Plata*. En dehors de Buenos Aires, chaque province est considérée comme une zone locale. Dans chaque zone, il y a une ou plusieurs assemblées, en fonction des quartiers mobilisés, des centres sociaux ou culturels existants... Ces différentes assemblées vont se coordonner localement, pour prendre des décisions pratiques ou politique, mais pas de décisions qui concernent le développement de la stratégie générale de l'organisation.

Par ailleurs, chaque assemblée de quartier ou de centres sociaux, de centres culturels, etc, va mandater des délégué.e.s. Ceux et celles-ci vont représenter les assemblées à la réunion des délégué.e.s. Il y aura un délégué ou une déléguée de chaque quartier, de chaque centre culturel, communautaire de la région. C'est dans cette réunion de délégué.e-s, que se prennent les décisions sur les questions les plus importantes de l'organisation. À cette occasion d'autre délégué.e.s sont mandaté.e.s pour aller à la table ronde du FOL de Buenos Aires.

Au FOL, comme ailleurs, il existe une contradiction qui nous traverse tous historiquement : c'est le manque de fédéralisme en Argentine. De fait, il y a une blague *piquetera* qui dit que « Dieu est partout, mais ne reçoit qu'à Buenos Aires ». Cette blague dénonce le fait que Buenos Aires est le centre. Mais nous sommes dans une logique de dépassement de cette réalité historique et nous essayons d'équilibrer Buenos Aires avec le reste des provinces. Du coup la nouvelle idée pour surmonter le *porteñocentrismo*², c'est de monter une *mesa federal*. C'est à dire une «table ronde des délégué.e.s» de Buenos Aires qui se réunissent avec des délégué.e.s des autres provinces. Un ou une délégué.e de *Misiones*, de *Jujuy*, de *Neuquen* etc. Avec cette nouvelle *mesa*, les instances du FOL seraient au nombre de cinq : les assemblées dans les quartiers, les réunions de coordination locales par zone, les réunions des délégué.e.s régionaux, la *mesa* de FOL Buenos Aires, et la *mesa fédéral* du FOL.

À la table du FOL Buenos Aires, où se réunissent les délégué.e.s de chaque zone, nous ne sommes que deux délégué.e.s de la zone de *Claypole*. Alors qu'au vue du nombre d'organisations qu'il y a dans la zone, nous devrions être entre quinze et vingt.

À défaut de pouvoir rendre la participation à ces réunions plus populaire, on a décidé que les délégué.e.s des *mesa* doivent tourner chaque année. Pour ne pas qu'il y ait toujours les mêmes référents.

2. Les habitants de Buenos Aires se nomment les *porteño* et *porteña*, autrement dit « les habitants et habitantes du port ».

Pour l'instant, ça a été adopté au consensus. Il faudra voir dans un an si c'est réalisable. De fait, je doute de la capacité de rotation. Et je pense qu'il y a d'autres groupe régionaux qui ne pourront pas non plus opérer cette rotation.

Quand je dis que la *mesa* du FOL devrait être plus populaire, je me réfère au fait qu'il y a une grande difficulté à inclure la base du mouvement dans cette «table ronde» et dans les processus de décision en général. Pourtant la base devrait être le sujet central du mouvement. C'est-à-dire qu'on a du mal à dépasser les déterminations de classe, et du mal à ce que la base du mouvement en soit le protagoniste principal. Il ne faut pas non plus être naïf : il s'agit d'un mouvement social avec une base très large. Nous ne sommes pas dans une situation où la participation de tout le monde est politique. Tous les participants du FOL ne militent pas forcément pour un changement social. Au contraire, il y a plein de *compañeras* et *compañeros* qui sont là uniquement pour leurs intérêts économiques propres. Comme quand quelqu'un adhère à un syndicat pour ne pas se faire virer de sa boîte. Ici certains s'engagent seulement pour avoir leurs denrées³ ou leurs revenus. Cela ne les intéresse donc pas plus que ça de participer aux processus de décision politique.

Ce qu'il y a d'intéressant là-dedans, c'est d'accepter cette complexité en essayant de la dépasser. C'est une sorte de dynamique entre le rythme du processus politique, qui implique des prises de positions et de l'action en permanence, et le rythme du processus pédagogique, du processus de politisation, qui est beaucoup plus lent. C'est la recherche de comment gérer cette tension. Ce passage entre la dynamique de la politique et celle de la pédagogie politique... et bien, c'est la recherche de toute une vie.

Ce qu'on essaye de trouver c'est donc à la fois comment générer de l'intérêt pour la participation aux prises de décisions et aux réunions de délégué-es, et à la fois comment créer une forme de prise de décision, qui permettrait de dépasser la désignation d'un délégué, qui devient de fait, le protagoniste central des assemblées.

Évidemment on met en place tous les mécanismes qu'on peut pour tenter de créer la forme la plus démocratique possible. Souvent, on pense qu'il y a un manque de volonté de la part des organisations à mettre en place des outils de démocratie directe et des formes participatives. Mais en réalité, on se rend compte que ce ne sont pas forcément les outils (ou leur absence) mis en place par les organisations, qui freinent la participation. Il n'y a juste pas d'intérêt pour cela. Ils ont tellement dépolitisé la société et ils ont tellement inscrit dans les corps la logique des délégué-e-s pour prendre des décisions que tout le monde veut avoir un chef. Tout le monde veut avoir un dirigeant. C'est ça la culture. Et la vraie question, c'est comment changer cette culture.

SI ON COMPREND BIEN, DANS LA MESA DES DÉLÉGUÉ.E.S, IL Y A PLUS DE MILITANTS « POLITIQUES » QUÉ DE MILITANTS « DE BASE » ?

Non, dans la *mesa* des délégué.e.s de chaque zone, il y a des gens des quartiers. Mais ils sont peu nombreux, car c'est difficile de générer de l'intérêt. Par exemple dans cette zone, les délégué.e.s sont douze et ils représentent 180 personnes. Et je ne sais pas si on pourrait trouver des gens pour les renouveler, ni pour combien de temps.

Ce sont des militant.e.s, c'est sûr, mais des militant.e.s du quartier. Là, il y a une autre problématique qui entre en jeu, celle de la différenciation entre *compañeras* et *compañeros* de la base et militant.e.s «politiques». Dans le FOL on essaye de rompre avec cette logique, mais elle existe. Moi, je pense que, «politique» ou pas, ce sont des militant.e.s. Ce sont eux qui soutiennent le mouvement social des pieds à la tête. La différence c'est qui a la capacité de proposer. Qui a la capacité de dire : « *Compañeros*, on doit fonctionner de telle manière, on doit aller se mobiliser dans tel endroit », ou « Lançons telle campagne »? Par exemple, la campagne nationale contre les violences faites aux femmes n'a pas été lancée par des militantes de base. Mais ce sont elles qui vont soutenir derrière. C'est ça la question : qui propose et qui décide. Et c'est vrai que sur l'ensemble des propositions faites par des militant.e.s «politique» 80 % sont approuvées. C'est rare qu'il y ait quelqu'un qui saute de

3. L'État donne de la bouffe aux organisations.



son siège pour dire par exemple : « Cette orientation stratégique est erronée ». Quoique parfois cela arrive. Il y a par exemple des *compañeros* et *compañeras* qui tiennent un discours anti-électoral. Qui disent qu'il ne faut pas se présenter aux élections. Ils tiennent leur expérience de la pratique, et non pas d'un bouquin. Avec leur savoir populaire ils argumentent sur le fait qu'il ne faut pas se présenter aux élections.

Dans les tables des délégué.e.s, c'est ce qu'on essaye de favoriser : que chacun s'exprime le plus possible, selon ses possibilités. Que les propositions sortent de plusieurs côtés. Qu'il y ait chaque fois plus de *compañeros* et *compañeras* qui puissent prendre des décisions, intervenir, donner leur opinion.

Mais cela pose aussi des problèmes concernant le processus de prise de décision. On se pose notamment la question de la justesse de la prise de décision à la majorité. Pour donner un exemple, imaginons qu'on doive acheter un pot de peinture et qu'il nous faille choisir entre le bleu, le rouge ou le vert. On va en débattre d'abord en assemblée locale puis à la *mesa de responsables*. Mettons que dans l'assemblée locale, trois personnes disent bleu. On va évidemment choisir le bleu. Mais si parmi les personnes votantes, personne n'avait jamais vu de rouge ou de vert, la prise de décision aura été tronquée. Ensuite, on va donc arriver à la *mesa de responsables* avec cette décision de peinture bleue qu'on a choisi au vote dans l'assemblée locale. Mais là bas, personne ne va savoir qu'avant de choisir le bleu, on a débattu entre les trois couleurs. Et personne ne va savoir quels étaient les termes du débat. Ce qui est pourtant le plus important en matière d'élaboration du processus démocratique et de l'autonomisation des gens. Du coup, la question c'est comment faire pour que le maximum de monde soit présent lors de toutes les assemblées, et qu'à chaque position ou proposition énoncée, il y ait l'espace et le temps d'exposer tous les positionnements et débats qui ont trait à cette proposition ou position. C'est ça qu'on recherche.

Avant, le FOL était une organisation plus fédérative. C'est à dire qu'il était composé de plusieurs organisations (*MTD Claypole*, *MTD Roberto Salto*, *Union de los Trabajadores Carlos Almiron*, *MTD Prime-*

ro de Mayo). Chaque organisation avait sa propre influence idéologique. C'était plus clair et moins complexe. Avec la redéfinition du FOL en une seule organisation, les choses sont devenues plus multi-tendancielles. Tout est très nouveau. Le FOL a eu dix ans cette année [NDE : 2017], mais en vrai ça fait deux ans qu'il existe comme une organisation unique. On se trouve dans un moment de transition.

LA COORDINATION.

EST-CE QUE LE FOL S'ORGANISE ET SE COORDONNE AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS DE BASE ?

Ce qui nous lie avec ces organisations, c'est qu'on fait tous partie de ce qu'on appelle la *Nueva Izquierda* [Nouvelle gauche]. La *Nueva Izquierda*, c'est un concept qui remonte aux années 1970, quand s'est formé une gauche indépendante des partis politiques de la gauche trotskiste. Aujourd'hui, cette gauche est entrée dans une crise qui ne s'arrête pas. On est dans une période de reconfiguration, qui a beaucoup aussi avoir avec ce qui se passe dans le pays, notamment la reconfiguration néolibérale, dont l'élection de Macri est un indicateur. La *Nueva Izquierda*, s'est donc à moitié cassé la gueule. Elle n'est pas devenu ce qu'elle aurait pu.

Nous continuons néanmoins à chercher à faire quelque chose de similaire avec *La Brecha*, qui est un courant regroupant des organisations de base. Le FOL y participe. L'idée est de justement créer une organisation politiquement multi-tendancielles, avec tout de même comme fond politique commun le féminisme et l'analyse de classe. Et qu'il y ait aussi plusieurs secteurs qui s'organisent. Qu'il y ait des syndicats, des secteurs d'étudiant.e.s, des travailleurs et travailleuses au chômage ou précarisé.e.s. De là, il faudra voir comment on peut se coordonner de nouveau avec le *Frente Dario Santillan*. Former au moins un front social et politique, quelque chose qui unifierait des secteurs indépendants du gouvernement, de l'État, indépendants des entreprises, avec des pratiques démocratiques et une perspective de pouvoir populaire. L'idée c'est de créer un espace commun aux forces populaires, qui se construise à partir du pouvoir populaire. Et qui se distingue également du trotskisme, dont la logique place le parti au-dessus des organisations de pouvoir populaire. Une logique qu'on respecte mais avec laquelle on n'est pas d'accord.

En ce moment, *La Brecha* est en pleine reconstruction. Elle a traversé une crise qui lui a fait voir ses limites. Cela va nous prendre du temps. En tant que FOL, on se sent paradoxalement plus solides pour générer des choses et prendre des initiatives politiques, qu'en tant que *Brecha*. Nous sommes un acteur très dynamique, pour le peu qu'on est. Nous sommes une force qui a la capacité de dynamiser la politique des secteurs *piqueteros* avec lesquels on est proche. Créer un outil d'une plus grande unité, d'une plus grande ampleur, cela s'avère difficile, et c'est logique. On va voir ce que ça donne dans le temps, quand on arrivera à le mettre en place.

QUELLES SONT LES ORGANISATIONS QUI PARTICIPENT À LA BRECHA ?

Il y a le FOL en tant que mouvement social, puis il y a d'autres groupes plus petits, similaires au FOL dans le sens que ce sont des groupes qui sont implantés dans un quartier et travaillent à un niveau territorial, mais qui ont décidé de ne pas s'unir au FOL mais à la *Brecha*, même s'ils travaillent dans le même territoire que nous. Il y a par exemple le groupe *Lxs invisibles*, qui travaillent dans un bidon-ville de la capitale, ou le *Frente Arde Rojo (FAR)*, qui travaillent dans la zone nord de Buenos Aires. Puis il y a ce qu'on appelle la *Brecha* syndicale, qui est plutôt un front d'organisations de base de travailleurs et travailleuses de différents secteurs. Ce sont des fonctionnaires pour la plupart, qui travaillent dans les secteurs de l'éducation ou dans le social. Il y a aussi des travailleurs sociaux, quelques docteurs... Puis il y a la branche étudiante, représentée par CAUCE, qui est un courant universitaire national d'étudiants et de diplômés. Le *Collectivo de avocadxs popular (CIEGA)* qui est un col-

lectif d'avocats avec qui on collabore beaucoup dans les quartiers. Il y a aussi une partie du collectif *Desde el Fuego (colectiva, disidente y antipatriarcal)* qui participe aussi à la *Brecha*. C'est une organisation de lutte sur les questions de genre. Il y a également *Hagamos Lo Imposible*, un mouvement culturel national de jeunes, qui sont actifs dans plusieurs provinces. C'est un groupe qui a pris beaucoup d'ampleur en très peu de temps. Ils font un travail très intéressant. Peut être que j'oublie certaines organisations, mais voilà, il y a un peu de tout, des collectifs culturels, des collectifs qui s'organisent sur les questions de genre, des étudiants, des collectifs qui font un travail au niveau territorial...

L'idée c'est de construire un outil qui va plus vers une politique globale, qui transcende le champ spécifique de chacune de ces constructions, et qui organise des actions ou des campagnes ou des tâches plus globales. Qui essaye de sensibiliser des parties plus importantes de la société et de la classe ouvrière, d'interpeller les gens de manière plus massive. Nous avons lancé des campagnes comme la campagne « *No te dejes* ! » [« Ne te laisse pas tomber ! »], des campagnes qui tentent de réunir plusieurs acteurs pour intervenir face à la conjoncture économique actuelle. Des actions directes plus créatives, parce qu'on pense qu'il est nécessaire de repenser l'action directe d'une manière plus communicative, qui interpelle plus. Surtout dans la capitale fédérale, où il y a un impact médiatique plus important. Il y a eu quelques actions qui ont eu un écho favorable. Et d'autres qui tiennent plus de l'expérimentation.

Une autre question très présente en ce moment dans les débats, c'est la question électorale. L'idée est de nous présenter aux élections, non pas avec la prétention de gagner, parce que cela serait impossible, mais dans l'idée de profiter de la nouvelle loi électorale, qui laisse beaucoup d'espace publicitaire à la télévision, pour être plus visible, pour montrer d'autres propositions, et dire que la solution ne se trouve pas dans le vote mais dans l'organisation et la lutte. Cette tactique de l'électorisme est justement pensée comme une tactique et non pas comme une perspective stratégique. L'intention est de devenir plus visible, de montrer qu'une autre gauche est possible, qu'un autre programme et d'autres propositions sont possibles. Beaucoup de *compañeros* et *compañeras* soutiennent que La *Brecha* est un outil adéquat pour utiliser cette tactique, dans le contexte actuel.

Cette question a créé beaucoup de tensions. Cela nous a amené à nous interroger sur le pourquoi et le comment La *Brecha* pourrait s'impliquer au niveau électoral. Quelles seraient ses tâches. Parce qu'il y a aussi des *compañeros* et *compañeras* qui font partie d'organisations politiques qui ne veulent pas que La *Brecha* devienne le parti qui représente une partie du mouvement. C'est à la suite de ce débat qu'est survenue cette crise de la *Nueva Izquierda*, dont je parlais tout à l'heure. Ça a mené à des scissions, qui ont fait prendre des chemins distincts aux différentes organisations.

La réalité, c'est qu'il n'y a pas d'autre outil du genre de la *Brecha*, et que c'est justement pour cela que c'est difficile à construire. La *Brecha* est une vraie innovation en terme d'organisation politique. En dehors des logiques de création d'un parti du mouvement, il n'y a jamais eu de tentative de développer un outil commun pour les organisations de base. Du moins ici, en Argentine. Nous, nous sommes très critiques face à ce concept de création d'un « parti » des mouvements. Notamment parce que les mouvements *piqueteros* sont issus de traditions politiques d'organisation horizontale et fédérale. Or, en prétendant créer un parti sur ces bases organisationnelles, on nie qu'il y a un groupe de dirigeants qui s'autoproclame « direction ». C'est même pire que dans un parti traditionnel car, vu qu'on rejette la démocratie représentative, pour ces raisons d'horizontalité et de fédéralisme, la direction n'est même pas choisie. Personne ne vote pour. D'une certaine manière, elle s'autoproclame. C'est elle qui décide. Et la base du parti devient simple exécutante. En s'organisant sous la forme de « parti », on se confronte à la difficulté de comment consulter la base. Lorsqu'il y a une réunion, les délégué.e.s sont censé.e.s discuter des positions des assemblées qu'ils représentent. Or, durant cette réunion des délégué.e.s, il va falloir prendre des décisions. Et si il y a un désaccord, il n'existe pas de procédure qui permette de soumettre à l'assemblée les tenants du conflit, d'en re-débattre, voir même de se servir de ces débats pour créer des moments d'auto-formation politique. Par exemple, sur la question électorale, on pourrait discuter de ce qu'est une tactique électorale et d'à quoi ça peut servir.

Face à cela, La *Brecha* aspire à construire un outil stratégique, dont la base serait le véritable protagoniste. Non pas un parti politique du mouvement, avec une direction idéologique et une base

sociale. Mais une organisation où la base sociale elle-même construit une stratégie commune avec des tâches politiques. Et que cette stratégie commune soit une référence pour tous, qui dépasse les tendances anarchistes, guevaristes, trotskystes... Une identité politique basée sur l'anticapitalisme, le féminisme, le pouvoir populaire. Une identité politique basée sur des références plus amples que celles des idéologies libertaire, guevariste, ou conseilliste. Ces nuances idéologiques sont des questions qui peuvent être débattues au sein de chaque organisation politique. Mais notre idée est de construire une référence politique commune qui transcende toute ces tendances pour construire une force commune dont les militants de base feraient la politique. Et c'est extrêmement difficile, parce que nous n'avons aucune expérience de cela.

C'est cela le processus que nous sommes en train de traverser dernièrement. Avec beaucoup de contradictions et de difficultés, mais on le traverse. Toucher des millions de personnes. Trouver dans les racines de la société la force pour le changement social. Face à ce défi, certaines organisations se sont fragmentées en mille morceaux, tandis que d'autres, qui croient pourtant à la révolution sociale, n'ont même pas fait l'effort de trouver une forme d'organisation qui puisse inclure plus de secteurs de la société, tout en leur laissant une place prépondérante dans le processus de décision et en préservant le caractère démocratique et horizontal de l'organisation. Cela est symptomatique du fait qu'ils aient perdu leur conviction pour le pouvoir populaire.

COMMENT FONCTIONNENT LE PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION DES ASSEMBLÉES DE LA BRECHA ?

La première chose que je trouve intéressante à relever, c'est que la périodicité de réunion de *La Brecha* est à présent très similaire à celle du *FOL*. Ce qui n'est pas une mince affaire, puisque les réunions des cinq instances du *FOL*, dont on parlait tout à l'heure, sont hebdomadaires. Ce qui représente beaucoup d'heures de réunion. Mais en politique le néant n'existe pas. Si tu n'es pas là de manière constante pour prendre des décisions, on se passe de toi. *La Brecha* a mis du temps pour trouver son rythme, mais maintenant nous sommes arrivés à ce rythme hebdomadaire, avec une instance qui s'appelle la *mesa ejecutiva* [la table exécutive], à laquelle participent des délégué.e.s de toutes les organisations de base qui forment *La Brecha*. Il y a donc deux délégué.e.s du *FOL*, deux de la CAUCE et ainsi de suite. Ensuite, cela se passe comme dans d'autres instances. Il y a d'un côté ces assemblées hebdomadaires de délégué.e.s, auxquels participent des délégué.e.s de chaque organisation, de l'autre des réunions régionales. Dans ces réunions, il n'y a pas un.e représentant.e pour chaque organisation, mais un.e représentant.e pour chaque région, qui représente donc toutes les organisations de sa région. Puis il y a aussi différents types de plénières, qui peuvent être décisionnelles, ou servir seulement d'espace de débat pour échanger des opinions sur un sujet concret.

À part ça, l'un des deux grands questionnements auxquels *La Brecha* tente de faire face, c'est justement celui de la procédure de prise de décision au consensus ou à la majorité. En général, on fonctionne sur la base du consensus. Ou plutôt du « consensus majoritaire » comme on l'appelle. Ça peut sonner un peu bizarre, parce que le consensus veut dire que tout le monde est d'accord. Il ne devrait donc pas y avoir de question de majorité ou de minorité. Mais la réalité, c'est qu'il peut toujours y avoir des *compañeros* et *compañeras*, voir même un secteur entier de la réunion de délégué.e.s, qui ne sont pas d'accord avec une position majoritaire dans l'assemblée. Dans ces cas là, le « consensus majoritaire » cela veut dire que ces *compañeros* et *compañeras* vont parfois céder pour faciliter la prise de décision... On parle donc de « consensus majoritaire » parce que il n'y a pas vraiment d'imposition, mais la minorité essaye de ne pas camper sur ses positions pour que l'ensemble puisse avancer.

Mais il y a aussi des fois où on n'arrive même pas à ce « consensus majoritaire ». Et comme nous ne sommes pas d'accord avec la dictature de la majorité, parce qu'on sait que la solution n'est pas là, nous avons créé une procédure qui s'appelle le « Mécanisme de Résolution des Désaccord », le MRD. En vrai c'est une folie, mais bon... Le fonctionnement du MRD est assez compliqué à expliquer. En gros, il s'agit d'un système proportionnel de comptabilisation des voix de chaque organisation dans l'assemblée, qui permet de mettre en place un système de vote, qui permet non seulement d'entendre toutes les organisations de manière équitables, mais aussi de prendre en compte les différentes opinions au sein de la même organisation. Par exemple, si à une réunion de *La Brecha*, on doit choisir

entre le bleu, le vert et le rouge, et que dans le *FOL* le bleu a cinq points, le rouge trois et le vert deux, le MRD va permettre de prendre en compte ces différentes positions au sein du *FOL* et de chaque organisation, pour arriver à la décision final de *La Brecha*. On va prendre en compte tous ces votes et positions individuelles, et on va les prendre en compte selon la proportion qu'ils représentent dans chaque organisation, et pas seulement selon le nombre. Il faut se dire que parmi les 2000 personnes qui participent à *La Brecha*, 1500 font parti du *FOL*. Du coup, sans ce mécanisme, on n'aurait même pas besoin d'aller voter. Le *FOL* aurait la majorité directement.

L'autre grand questionnement auquel on doit faire face, c'est la question de la participation, ou non, d'organisations politiques au sein de *La Brecha*. *La Brecha* est un regroupement de différents collectifs et organisations de base. Actuellement, il n'y a pas d'organisation politique qui participe à *La Brecha* en tant que tel. Or, certains militants font parfois partie de groupes politiques comme l'*Acción Socialista Libertaria (ASL)*⁴, *Hombre Nuevo*⁵, etc. en dehors de leur implication dans les organisations de base. Or, actuellement ces organisations politiques ne peuvent pas être représentées en tant que tel à *La Brecha*. Si des militants veulent exposer des positions de l'une de ces organisations politiques, ils doivent passer par les mandats des organisations de bases auxquelles ils participent. Et ce n'est pas toujours possible car les positions défendues par ces organisations politiques peuvent être parfois différentes de celles des organisations de bases. Et même s'ils sont parfois plus en accord avec les positions défendues par leur organisation politique que celles de leur organisation de base, les militants devront parfois défendre ces positions en tant que mandatés à *La Brecha*.

Par exemple, concernant le débat sur l'électoratisme : au *FOL*, il n'y a pas de consensus sur la question, mais la position majoritaire est pro-électorale. En tant que libertaire, je suis contre. Et l'organisation politique à laquelle je participe, l'*ASL*, est contre également. Et bien il est très difficile que notre position de libertaire arrive à *La Brecha*, puisqu'il nous faut passer par le *FOL*, dont la position majoritaire est pro-électorale. Or, on a envie que notre position arrive à *La Brecha* au même titre que les autres. Tous les *compañeros* et *compañeras* doivent avoir le droit de se positionner à *La Brecha* à titre égal, qu'ils soient guevariste ou libertaire. Il suffirait d'expliquer d'où on parle lors des débats. De dire clairement : « *Compañeros* et *compañeras*, maintenant c'est Fernando de l'*ASL* qui parle, et non Fernando du *FOL*. Et il soutient qu'il ne faut pas se présenter aux élections. » Il faut que cette liberté des tendances existe et que chacun puisse s'exprimer de manière ouverte.

Cela ouvre à une autre problématique complexe : en réalité chacun est une seule et unique personne. Je ne peux être Fernando du *FOL* à un moment, puis Fernando de l'*ASL* à un autre moment. Fernando est une seule personne, et le mandat qu'il a est celui du *FOL* et la position qu'il doit ramener à *La Brecha* c'est celle du *FOL*. Mais dans la dynamique de la discussion, si moi je dit noir, parce que c'est mon mandat, et que quelqu'un dit blanc, il va falloir arriver à une synthèse et cela va générer un nouveau consensus pour lequel je n'ai pas de mandat. Il y a donc cette complexité qui est que la dynamique politique te mène à te positionner en tant que personne et non plus seulement selon ton mandat. Parce que c'est là, maintenant, qu'il faut décider par rapport à la lutte. Et ça, beaucoup de secteurs de la gauche, qui se veulent pourtant horizontaux, démocratiques et populaires, ne le reconnaissent pas. Si par exemple toi, ton mandat disait noir, mais l'autre groupe dit blanc et que l'assemblée se met finalement d'accord sur un consensus qui dit gris, qu'est-ce qu'on fait ? On reporte la décision à la semaine d'après, parce que dans le groupe que tu représentes, cette possibilité n'a jamais été discutée ? Impossible ! Ça serait infini. Et donc, dans cette situation inconvenante, dans cette zone de gris, Fernando commence à parler comme Fernando de l'*ASL*, et non plus du *FOL*. On peut toujours tenter de garder la vocation démocratique, qui permet d'avoir en tête ce qu'on appelle le thermomètre de l'organisation de la base. Savoir interpréter quelle est la position moyenne de l'organisation au-delà du mandat. Mais ce n'est pas si simple, parce que tout le monde n'a pas les mêmes vocations démocratiques, ni la même capacité politique. Et il y a des fois où c'est très difficile de se mettre à la place de l'autre. Surtout quand il y a des différences idéologiques, comme entre libertaires et marxistes-léninistes. Il y a beaucoup d'efforts à faire afin de construire tout ce que je suis en train d'expliquer.

4. Organisation libertaire née dans les années 2010, à tendance anticapitaliste, antipatriarcale, antiautoritaire et révolutionnaire. Les militant.e.s de cette organisation viennent des expériences de luttes de quartiers, des luttes de chômeurs et chômeuses, des luttes syndicales et des luttes étudiantes.

5. Groupe marxiste-guevariste.



Tous les jours il faut savoir céder et être patient. Parce d'emblée, quand un léniniste me regarde, il se dit « ces anarchistes sont ingouvernables », et moi quand je regarde le léniniste je me dis « ceux-là ont le germe de l'autoritarisme en eux », et tout est très compliqué !

Du coup c'est un peu le débat actuel. Si les organisations politiques vont participer directement à *La Brecha* avec un.e délégué.e ou pas. Il y a des positions qui disent qu'il ne faut pas qu'elles y participent via leur organisation, mais qu'elles puissent avoir la possibilité de présenter des documents avec des propositions durant les plénières par exemple. Ou de faire des interventions afin de faire connaître explicitement leur positions. D'autres voudraient qu'elles soient intégrées avec le droit de vote. Et d'autres encore disent qu'elles devraient participer mais sans droit de vote.

LE TRAVAIL...

QUEL TYPE DE COOPÉRATIVES EXISTENT DANS LE FOL?

Il y a en fait deux types de coopératives. Celles de production et celles de service. En ce qui concerne la production, il y a des ateliers de couture, qui font par exemple des blouses pour les enfants, pour l'école ; des ateliers de charpente, qui fabriquent des meubles et des jeux ; des ateliers de ferronnerie. On avait aussi une coopérative de construction de tuiles, mais je ne sais pas si elle fonctionne encore. Puis on a aussi des coopératives de construction de maisons. On a construit des maisons dans la province de *Varela*, ici dans le sud, et dans la province de *Jujui*, au nord du pays. Et il y a aussi beaucoup d'équipes de construction. J'allais presque les oublier, mais ce sont les groupes qui se sont le plus développés. La maintenance ou la construction de bâtiments, d'espaces parfois communautaires, parfois public, sont une part très importante des activités des mouvements sociaux en Argentine. Et en ce qui concerne le service, il y a le nettoyage de la ville, les coopératives de recyclage des déchets, comme par exemple ici à *Almirante Brown*, à *Las Cavas*, où je travaille. À *la Plata* aussi il y a une coopérative similaire de recyclage de déchets organiques, qui produit du compost. Enfin, il y a des équipes de nettoyage des ruisseaux, car ici dans la région il y a beaucoup d'eau, beaucoup de ruisseaux qui sont souvent très contaminés. Je pense que c'est tout.

Et après, comme lieu de travail il y a aussi les crèches. Les gens qui y travaillent touchent aussi un salaire pour ces tâches de soins, d'enseignement et d'alimentation des enfants. Puis il y a le *Bachillerato Popular*. C'est une école publique populaire, dans laquelle ceux qui travaillent touchent des salaires de l'État. Mais toutes les décisions, autant pédagogiques, concernant le contenu des programmes, que salariales, économiques etc., sont prises en assemblées communes entre élèves et professeurs. Et il y a différentes formes de prise de décision qui s'expérimentent. Il y a aussi certaines coopératives en dehors de Buenos Aires, qui tournent autour de la question de la nourriture : des coopératives d'aliments, des pâtisseries ou des *casas de comida* [petits restos]...

COMMENT SE PRENNENT LES DÉCISIONS SUR LA RÉTRIBUTION DES POSTES DE TRAVAIL?

D'un côté, au FOL, il y a les critères quantitatifs de distribution des postes, qui ont à voir avec le développement quantitatif et qualitatif de chaque FOL au niveau régional. Pour les postes de travail dans chaque coopérative il y a des critères plus fixes, plus structurels, mais sur lesquels on discute aussi de temps en temps. Tous les trois mois, tous les mois, ça dépend. Ensuite, il y a aussi les réunions de chaque équipe, dans chaque coopérative, où s'organise le travail de manière plus concrète. Puis tout cela se met en place plus concrètement dans les réunions des délégué.e.s de chaque FOL régional. C'est la tâche fondamentale de la réunion des délégué.e.s. D'appliquer tout cela, de l'organiser. En ce qui concerne la distribution des postes de travail, des aides, ou de prendre un *plan trabajar* dans un quartier particulier...

Il faut aussi se dire qu'il n'y pas seulement les groupes de travail salarial ou coopératif. Il y a aussi les tâches communautaires, les espaces de formation, de genre, les espaces éducatifs... On développe un mouvement pluridimensionnel. La réunion des délégué.e.s note tout cela dans son ordre du jour et avance en prenant des décisions et en proposant dans chaque assemblée un *plan trabajar* cohérent et constant, par rapport aux activités développées.

Après, il y a des plénières annuelles, où se décide ce que va faire chaque quartier, chaque FOL au niveau régional. Il y en a une au début de l'année et une de bilan, où on voit dans chaque groupe quel travail coopératif on a réussi à faire, quel a été le développement par rapport aux voisins, au quartier, comment ce sont passées les activités de genre, etc. Et on fait le bilan de tout ça en mars... Dans l'idéal, parce que des fois on arrive en juin et on l'a toujours pas fait, ou chacun le fait de son côté. Mais le schéma qu'on essaye plus ou moins de respecter, c'est celui-là.

Puis il y avait une autre chose qu'on avait commencé à faire, mais ça n'a pas marché, faute de temps. C'était une assemblée générale des délégué.e.s du FOL. On s'était dit que toutes les six réunions des délégué.e.s locaux, on en ferait une qui serait générale. Avec les 80 délégué.e.s et avec un ordre du jour commun pour toutes les assemblées regionales présentes. En gros, ça fait tous les mois et demi. On a commencé à le faire, mais ça a donné des réunions très rigides, avec des programmes trop chargés... parce qu'à chaque fois on discutait de tout. De comment distribuer cela, du problème entre Juanita et Pedro qui se disputent... tout ! On en a fait quelques unes. Avec des discussions plus politiques et des perspectives de moyen terme. Mais on n'en fait plus, faute de temps, de difficultés de coordination, et aussi parce qu'on les faisait dans la capitale et que cela demande beaucoup d'effort de sortir des quartiers pour se rendre à la capitale. Mais on a envie de reprendre, parce que c'était utile, l'échange était très intéressant. Car chaque assemblée regionale a son propre caractère, sa propre forme, et c'est bien de les faire communiquer pour ne pas générer l'impression que la forme de chacun est LA forme, mais au contraire, de voir comment bouge chaque region. Parce que le FOL est très homogène, mais il a aussi beaucoup de diversité dans sa manière de construire le mouvement.

ET PLUS CONCRÈTEMENT, PAR EXEMPLE DANS L'ASSEMBLÉE DE QUARTIER QUE VOUS AVEZ ICI, DANS VOTRE CENTRE SOCIAL, LE GALPON CULTURAL, COMMENT SONT DISTRIBUÉS LES POSTES DE TRAVAIL ?

Il y a principalement trois critères d'attribution des postes de travail rémunérés, certains plus « *piqueteros* » et d'autres plus de l'ordre du sensible. Le premier, le critère « *piquetero* » dur, c'est que c'est la personne qui se mobilise le plus qui obtient le plus. L'autre critère repose plus sur les besoins de l'assemblée, qui prend aussi des décisions après un débat ou en évaluant la nécessité collective. Puis il y a un troisième critère d'ordre plus qualitatif, où se juge non seulement la mobilisation ou la présence aux assemblées, mais aussi l'implication dans le quartier. Si quelqu'un développe beaucoup de projets d'éducation, de formation, de genre, par exemple. Du coup il y a un critère un peu plus dur, mélangé avec un autre plus qualitatif, et un de l'ordre du sensible et des nécessités. Mais ça dépend aussi du secteur. Par exemple, j'ai l'impression que dans la réunion de coordination on va plutôt rechercher le qualitatif, tandis que dans la réunion des délégués la tendance va être plutôt le critère « *piquetero* » dur. Parfois les *compañeras* sont un peu trop dures, selon moi, dans l'application du critère « *piquetero* ». En même temps c'est bien d'insister sur la nécessité d'être présent dans la rue, parce que les choses s'obtiennent dans la rue, et il faut entretenir cela. Car, de la même façon qu'il y a une tendance historique à déléguer la prise de décisions, il y a aussi une tendance à se reposer et laisser les autres faire les choses. Du coup c'est bien d'être ferme sur la nécessité de se mobiliser. C'est vrai qu'être dans la rue ne sert pas seulement à lutter pour telle ou telle revendication, mais aussi à montrer que c'est la lutte qui est déterminante pour un vrai changement. C'est dans la rue que tout va se résoudre. Mais il y a des fois où on peut commettre beaucoup d'erreurs avec ce critère, et il faut savoir tenir compte de la complexité des choses. Je pense que le mouvement *piquetero* a tendance à faire face à cette complexité, à ne pas s'en tenir à ce qu'on prend pour donné et à la simplicité. Au contraire, il a tendance à chercher des nouvelles façon de s'organiser. Parce qu'il y a plein de choses qui se sont cassées la gueule. On a besoin de les reformuler, de les revoir. De continuer à apprendre de l'essentiel, mais en cherchant de nouveaux mécanismes.

CERTAIN.E.S COMPAÑEROS ET COMPAÑERAS SONT CRITIQUES PAR RAPPORT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL PRÉCAIRES QUI EXISTENT DANS LES COOPÉRATIVES QUE GÉNÈRENT LES PLANES TRABAJAR. COMMENT VOUS POSITIONNEZ VOUS PAR RAPPORT À CES CRITIQUES ?

On peut comprendre ces critiques, mais ce qu'on voit c'est qu'elles sont très éloignées des nécessités et des possibilités matérielles de l'étape historique que nous traversons. Je pense qu'il ne faut pas se résigner, mais il ne faut pas non plus nier que nous traversons une époque de résistance où le rapport de force n'est pas assez favorable pour pouvoir demander quelque chose de plus élevé. Et en fait il y a deux points de critique. D'un côté il y a la critique que font les trotskystes et certains anarchistes, et même certains syndicats, qu'en acceptant ces aides et ces formes de travail, on favorise la précarisation et la flexibilisation du travail. C'est-à-dire que toi, en faisant un travail à travers ces plans pour 4000 pesos, tu fais baisser le salaire de celui qui le fait pour 20000. Et de l'autre côté, il y a la critique de l'au-

to-précarisation. Le fait qu'on n'ait pas de droit du travail. Moi je n'ai aucun droit, ni sécurité sociale, ni vacances, ni primes. Rien. Du coup il y a des secteurs qui travaillent actuellement à la création d'un syndicat de l'économie populaire, qui s'appelle la *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular* (CTEP). Ils veulent institutionnaliser et syndiquer tout ce secteur. Moi je suis assez critique vis à vis de ça. Je ne pense pas qu'il faille l'institutionnaliser. C'est une question de tactique.

Mais je ne nie pas qu'il faut lutter, que chacun doit s'organiser dans son secteur de production. Nous, qui recyclons, nous devons faire le pas et lutter pour des conditions « dignes » de travail. On sait bien qu'il n'y a pas de « dignité » dans le travail capitaliste, mais on sait qu'on peut au moins lutter pour une amélioration des conditions : plus de protection de nos droits, plus de participation à la prise de décisions, plus de participation à tous les aspects du travail.

La réalité c'est que ce n'est qu'à travers une relation de dépendance vis à vis de l'institution, qu'on peut avoir plus de droits du travail. Les *compañeros* et *compañeras* qui travaillent à la capitale, au nettoyage des rues, s'affilient à la *Asociación Trabajadores del Estado* (ATE)⁶, qui est un syndicat fort en Argentine. Ils et elles luttent pour avoir la *Planta Permanente*, c'est à dire des *planes trabajar* permanents et des postes de fonctionnaires. Notre objectif est donc d'acquiescer cette *Planta Permanente*, ou un travail avec plus de protection sociale. Du « travail en blanc » comme on dit.

Le FOL a cependant une chose claire en tête : on ne voit pas le travail coopératif comme une fin en soi. On ne pense pas que l'objectif à atteindre soit les coopératives, mais le travail coopératif, le soutien mutuel, la façon directe et démocratique de produire et de prendre des décisions. Mais la coopérative comme un mode de fonctionnement étatique au final, ce n'est pas notre objectif. Car il faut être clair sur le fait qu'en ce moment, celui qui nous embauche et nous exploite, c'est l'État. Les coopératives sont « autonomes » en ce qui concerne les questions pratiques de tous les jours. Mais en vrai, elles ont un patron, et aujourd'hui ce patron c'est Mauricio Macri. Je voudrais insister sur ce paradoxe : le fait que l'État impulse les coopératives, tandis qu'elles sont porteuses d'une logique totalement antagoniste à la sienne. De mon point de vue, cette fois-ci en tant que Fernando de l'ASL et non pas du FOL, l'état représente le monopole de la prise de décision, et les coopératives sont la socialisation de la prise de décision. Quel est alors l'intérêt qu'a l'état dans le fait de promouvoir les coopératives ? C'est que les *planes trabajar* sont l'option la plus économique qu'il a pour résoudre le problème des chômeurs. Parce que ça les calme, ça les contient, ça les met au travail, sans que cela ne lui coûte beaucoup d'argent. En vrai, il n'y a qu'une partie des gens qui travaillent, parce que la grande majorité des gens des mouvements sociaux touchent les aides sans que personne ne travaille. Et en plus, il faut avoir en tête que finalement l'État n'a pas seulement le monopole de la prise de décision et de la violence légale. Il a surtout le monopole de la régulation de la distribution du capital. Du coup, exiger une redistribution du capital de l'État, à travers les plans sociaux, ça revient à se réappropriier les richesses qu'ils nous ont exproprié. C'est ça notre point de vue. Si on peut leur arracher plus, ou plus de droits, très bien. Nous, au FOL, on croit qu'il faut leur prendre le plus qu'on peut. Ce qu'on se dit c'est qu'on prend les aides, et qu'après on les reconfigure. Non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen pour l'organisation.

Donc nous défendons les coopératives. Mais pas l'idée qu'il y a eu à un moment dans les mouvements sociaux, vers 2003, de générer une économie alternative, une économie qui va transformer l'économie capitaliste. Ce n'est pas possible. On n'a jamais eu cette position, on ne compte pas l'avoir. Il n'y pas de moyen d'être compétitifs face au capitalisme, ni de transformer l'économie capitaliste en gardant sa structure. On peut créer des marchés alternatifs, créer plein de nouvelles structures, on peut se questionner sur le consumérisme, on peut faire plein de choses. Mais le seul moyen pour vraiment renverser ce système, c'est une force politique et sociale, non pas une économie alternative.

Parfois, nous avons des postures très gauchistes.... Nous avons toujours été très loin du centre-gauche, mais nous ne voulons pas non plus tomber dans le gauchisme extrême qui consiste à ne rien prendre. Parce qu'en disant toujours non, on ne va rien solutionner. La critique qui dit que toucher l'argent des plans entraîne la reproduction de je-ne-sais-quoi ou participe à la précarisation, c'est une critique qu'il faut avoir tout le temps en tête, il ne faut pas la nier. Mais en même temps il faut

6. L'Asociación Trabajadores del Estado (ATE) [Association des Travailleurs de l'Etat] est un syndicat de fonctionnaires.

aussi se dire qu'à l'heure actuelle, malheureusement, on perd à 10 contre 0. Or, les nécessités sont là. Moi je veux bien en discuter pendant des heures, mais je pense qu'à l'assemblée de *Las Cavas*, ces arguments ne vont pas durer plus de cinq minutes. Parce que c'est ça la réalité. La réalité matérielle. La réalité idéale serait qu'on puisse en discuter, mais c'est la réalité matérielle qui dicte ses lois. Et, du moment qu'on ne tombe pas dans le populisme, nous ne faisons pas du suivisme pour finalement se mettre d'accord avec Cristina Kirchner. Nous proposons un changement révolutionnaire, un changement radical, à long terme. Nous acceptons que c'est à long terme, parce qu'il n'y a pas le rapport de force, parce qu'on n'est pas assez développé pour un changement radical. Donc on les touche ces aides, mais d'une manière critique.

En même temps, nous sommes une des organisations qui n'a ni applaudit ni ne s'est rapproché d'aucun gouvernement pendant toutes ces années de résistance. Nous sommes une des organisations qui propose le plus d'actions directes, même en comparaison avec des groupes qui s'autoproclament anarchistes. Cette année on a réussi à faire quatre gros titres de journaux, même si on est une petite organisation. Notamment en réalisant une action de blocage des cinq entrées du port de Puerto Madero⁷, qui est un symbole de la richesse en Argentine. On l'a bloqué ! Il ne pouvaient pas le croire ! Les gens du ministère nous disaient : « Mais qu'est-ce que vous faites ? » C'était du jamais vu ! Et on l'a bloqué, et il a fallu le garder, parce qu'ils voulaient nous tuer. A Puerto Madero il y a des millions et des millions de pesos qui étaient bloqués, parce que plein de camions ne pouvaient pas entrer dans le port. Et c'est nous qui l'avons proposé, et évidemment on l'a fait avec les autres organisations. Mais ce que je veux dire c'est qu'on a une grande capacité d'initiative politique en ce qui concerne l'action directe, et on a maintenu notre indépendance politique.

Un autre exemple : nous n'avons pas signé l'accord que proposait le gouvernement pour ne pas retirer la Loi d'urgence sociale⁸, parce que dans le dernier paragraphe de cet accord, il y a une mention qui dit qu'il faut garder la paix sociale pendant trois ans. Ce qui veut dire ne pas se mobiliser, ne pas descendre dans la rue pendant trois ans. On ne l'a pas signé, mais de fait cela a généré des tensions. On ne l'a pas signé, mais on ne va pas non plus se mettre à dire que la Loi de l'urgence social c'est de la merde. Moi je peux le dire, parce qu'elle précarise, parce qu'après tout, avec tout ce qu'ils nous ont volé dans l'année, elle ne résoud rien. Mais il faudrait expliquer ça à l'assemblée de *Las Cavas*... Je pense que pour eux, ça fait une différence. Parce qu'ils vont toucher 4000 pesos, parce que l'*Asignation Universal* (allocation familiale) va augmenter, parce que le macrisme a dû baisser la tête. Du coup oui, cette loi c'est une merde, mais le macrisme en est sorti vaincu. Et nous, aujourd'hui, on doit vaincre le macrisme.

Bien-sûr, tout ce que je viens de dire ne concerne que l'Argentine et sa réalité particulière. Ça ne peut pas se transposer au Chili, ni en Bolivie ou en Uruguay. Et encore moins au reste du monde. C'est l'Argentine, et c'est ça la politique ici, c'est ça la lutte de classe, et nous, on choisi de construire de cette façon.

POUR FINIR...

Pour finir, il y a une autre problématique concernant les *planes trabajar*, une autre contradiction, face à laquelle on essaie de trouver un équilibre. C'est une problématique que je voudrais mettre en avant. Toute cette année, avec Macri au pouvoir, toutes les forces du mouvement ont grandi quantitativement, parce qu'on a reçu beaucoup d'aides... Ce qui se passait avec le kirchnerisme c'est qu'il absorbait tout. Il avait ses propres mouvements sociaux. Ces fonctionnaires étaient des dirigeants *piqueteros*. Le type qui gérait le ministère du développement social était un dirigeant *piquetero*. L'orga-

7. Port principal de Buenos Aires

8. La Loi d'urgence sociale est votée en 2016 après de longues négociations entre le gouvernement de Macri et les organisations sociales et syndicales. Elle garantit des aides sociales aux segments les plus vulnérables de la population. Cette loi comprend entre autre : la création d'un salaire social complémentaire, la formation d'un Comité national de la crise, la nationalisation du programme *Argentina Trabaja* et l'unification de tous les programmes nationaux de promotion de l'emploi. Elle prévoit également la formation d'un Conseil de l'économie populaire, dans lequel certaines organisations *piqueteras* seraient intégrées.

nisation de *Milagro Sala*⁹ avait plus de fond que le ministère. C'est à dire qu'une organisation social recevrait plus d'argent qu'un des ministères de l'État. Le macrisme n'a rien de tout ça. Du coup, qu'est-ce qu'il peut faire ? Il doit garder la paix sociale et il ne peut pas le faire avec ses propres moyens. Donc, à qui est-ce qu'il va donner de l'aide ? Au perónisme, qui est uni et qui est son adversaire principale pour le pouvoir, ou à la gauche qui est fragmentée ? À la gauche pardi ! Et on a tous grossis ! C'est une critique entendable, mais on peut dire qu'on s'est tous développé. Or, au FOL, on pense que c'est une chose de grossir et une autre de grandir. On pense qu'il faut grandir, et non pas grossir. Nous voulons être une force... comment dirai-je ? Je ne sais pas si c'est une question entre la qualité et la quantité, mais en tout cas une force qui construit des vrais processus de prise de conscience et d'*empowerment*. On préfère investir sur du temps de militantisme, ce qui nous fait perdre des forces numériquement. Le FOL pourrait être cinq fois plus grand. Mais avec un autre genre de corps de délégué.e.s, où les seules discussions tourneraient vraiment autour des questions pratiques de gestion des *planes trabajar*. Au contraire, nous avons des *compañeros* et *compañeras* du quartier qui sont devenu.e.s des militant.e.s conscient.e.s de la stratégie du pouvoir populaire et de la nécessité d'un changement radical. Il y a des *compañeros* et *compañeras* qui construisent cette organisation tous les jours. Et, en ces temps qui ne sont pas en notre faveur, c'est quelque chose qui nous donne de la joie et de la force. Il reste beaucoup à changer, mais de voir ces *compañeros* et *compañeras* après dix ans. Voir comment ils et elles ont évolué, voir que tous les quartiers ont un ou une délégué-e (ou deux ou trois), et voir ces délégué.e.s très décidé.e.s, très convaincu.e.s, ça nous aide à continuer. Même s'il y a toujours des trucs à améliorer. Il est vrai que si on veut que nos idées et pratiques touchent de grandes parties de la société, il faut qu'on assume nos contradictions. Si non, on peut très bien s'enfermer dans nos schémas idéologiques, mais on sera condamné à rester en dehors du champ social. Au FOL, on dit qu'il n'y a pas de processus révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, mais qu'il ne peut pas non plus y avoir un processus révolutionnaire sans les masses. Surtout si on croit au pouvoir populaire. Souvent ces critiques, qu'elles viennent des anarchistes ou des trotskystes, ne font rien d'autre que de reproduire des logiques partidaires. C'est-à-dire qu'ils ne font qu'idéologiser ce que font les mouvements sociaux, essayer d'imposer une idéologie à un ensemble social qui n'est pas affilié à cette idéologie. Une base sociale qui n'a d'ailleurs aucune idée de ce qu'est cette idéologie. Nous, on critique cette position. On essaye de se mettre au même niveau que le pouvoir populaire, et il est là le politique. Selon nous, il n'est pas possible d'arriver à un changement social, si on ne développe pas plus d'assemblées dans chaque quartier, et de coordinations entre ces assemblées...

Une autre critique qui vient des milieux révolutionnaires, c'est la critique du travail. Parfois ces critiques sont des critiques tenues par la petite bourgeoisie, qui n'a jamais vécu dans la nécessité. Qui n'a jamais vécu non seulement l'exploitation, mais aussi l'oppression, l'oppression patriarcale, et l'oppression de ne pas avoir du travail. À certain.e.s *compañeros* et *compañeras* qui sont contre le travail, j'ai posé un jour la question : « Vous êtes contre le salaire, l'exploitation ou le travail ? » « Non, on est contre le travail ! », m'ont-ils répondu. Évidemment le père d'une des camarade qui me disait ça, lui envoyait des sous tous les mois depuis le Chili... On peut tous être contre le travail dans ces conditions là... Mais la réalité dans notre pays, et dans la plus grande partie du monde, c'est qu'il faut travailler. Le chômage te déstructure la vie. Et là, il y a un vrai débat avec d'autres organisations. Nous, on pense que le travail te structure la vie. Le slogan qu'on utilise à *Las Cavas* c'est « ni mulets ni feignants ». Feignants, ça serait de ne pas travailler, mulets, ça serait de nous auto-exploiter pour un salaire de merde. Mais au final, je vois que le fait de travailler, d'organiser et d'autogérer le travail, ça a aidé pleins de *compañeros* et *compañeras* à se développer comme personnes, à s'auto-estimer. C'est ça le but pour nous.

Il y a donc des *compañeros* et *compañeras* qui nous critiquent, mais qui ne prennent pas en compte que nous ne sommes pas forcément satisfait de toucher ces aides de l'État. Qu'au moins une partie du mouvement *piquetero*, n'est pas contente de toucher cet argent. On ne se dit pas « que c'est bien les coopératives, que c'est bon de ne pas avoir de droit du travail » et tout ça. On pense seulement qu'il n'y a pas d'autre solution. Tout ce qu'on a construit vient pour une grande partie de ces plans, des allocations sociales. Donc la question n'est pas seulement le travail en soi, l'aide qu'on nous donne,

9. Milagro Sala est une figure importante et controversée du mouvement *piquetero*. Emprisonnée en 2016 pour incitation à commettre des actes de dégradations, elle bénéficie depuis d'une large campagne de soutien. Pour autant, elle est accusée par une large partie du mouvement radical d'entretenir les pratiques clientélistes de l'État en ayant touché et détourné de grandes sommes d'argent via son organisation.

mais ce qu'on fait avec cette aide. Et ce qu'on fait c'est de la transformer... C'est comme le fleur de lotus. Au milieu de la merde, sort une fleur magnifique. Les aides c'est une merde, mais il n'existe rien d'autre. On fait donc un tour de magie, et on transforme ces aides, données par l'ennemi, en résistance qu'on retourne contre l'ennemi, la classe capitaliste. Au moins de la résistance. Espérons qu'un jour on dépasse le corporativisme, et on s'unisse avec les étudiants, les travailleurs, etc. Pour le moment chacun se préoccupe de son propre secteur. Espérons qu'un jour on passe à des luttes qui nous consernent et nous impliquent tous, puis à une situation de double pouvoir, et après au socialisme libertaire, sans état, anti-patriarcal, etc... Mais on a encore beaucoup de chemin à faire.



Décembre 2017

ANNEXE

JUAN DOMINGO PERÓN ET LE PERÓNISME

Juan Domingo Perón (1895-1974)

Militaire, président de la république et figure emblématique de la vie politique en Argentine. Sa carrière politique commence en 1930, sous la dictature du général José F. Uriburu, qui lui confie le poste de secrétaire au ministère de la guerre. En 1939 il séjourne en Italie où il découvre les idées fascistes et se fascine pour l'intervention systématique de l'état dans l'économie. En 1942 il rejoint le Groupe des Officiers Unis (GOU), qui mettra fin à la dictature précédente en 1943. L'idéologie du GOU est axée sur plusieurs points : le catholicisme comme doctrine morale, l'affirmation d'une appartenance à une identité culturelle hispanique (qui pousse le gouvernement argentin à opérer un rapprochement avec le général Franco), une idéologie nationaliste axée sur le double rejet des forces socialistes inspirées par la doctrine marxiste et des partis conservateurs, jugés trop proches de l'impérialisme anglo-saxon. Le 24 février 1944 Perón est nommé ministre de la guerre, position qu'il cumule avec le secrétariat d'État au travail. Par cette promotion, Perón marque clairement son allégeance à la frange « nationaliste » de la junte militaire. Le 7 juillet 1944, le président général Farrell le nomme vice-président. Perón n'est plus qu'à une marche de la position suprême.

En tant que membre du gouvernement Perón introduit plusieurs mesures favorables à la classe travailleuse, dont l'amélioration des conditions de travail et la mise en place d'indemnités de licenciement ou d'accident de travail. Ces réformes, très populaires auprès des classes les plus pauvres, sont vécues comme des menaces par les secteurs influents de la société. En 1945 quelques officiers supérieurs se mutinent contre le gouvernement et demandent, entre autres, la destitution du ministre Perón. Quelques jours plus tard Perón est arrêté et transféré au pénitencier de l'île de *Martín García*. Mais sa popularité est déjà telle que, dès les premières heures de son arrestation, une foule immense se masse sur la *Plaza de Mayo* pour réclamer sa libération. Fort de sa popularité, Perón est libéré le jour même. Le 14 novembre 1945 est fondé le *Partido Laborista*, appelée *Partido Justicialista* par la suite. Perón annonce dans la foulée sa candidature aux élections présidentielles de février 1946 qu'il emportera en triomphant.

Le parti peroniste va très vite s'organiser autour de deux branches : une branche politique et une branche syndicale, puis trois avec la création du Parti peroniste féminin (1949). Ces trois branches se partageront par tiers les postes sur les listes électorales. L'apparition d'une branche syndicale au sein du parti peroniste marque une volonté de ne pas être débordé par les partis marxistes et est symptomatique de l'importance qu'accorde le parti au soutien des classes laborieuses. L'enjeu de ne pas perdre cette base électorale populaire sera moteur de la politique populiste du gouvernement Perón et de son lot de réformes sociales. L'affirmation de la souveraineté nationale est quant à elle symptomatique du rejet d'un interventionnisme politique extérieur, qui trouve son origine dans une période où l'économie argentine était durement exploitée par les banques anglaises. Une des

principales doctrines économiques du peronisme sera donc de développer une industrie forte, axée sur les ressources du pays, mais aussi de retrouver la direction des principaux services publics. Au tournant de la deuxième élection présidentielle remportée par le général Perón, celui-ci doit affronter un véritable front anti-peroniste dont les principaux acteurs furent l'Église et l'Armée, associées aux partis d'opposition et aux grands propriétaires. L'arme principale de Perón contre cette coalition sera le peuple, qui continue à se mobiliser massivement pour apporter son soutien au général. Cette coalition réussira néanmoins à renverser le gouvernement par un coup d'état militaire en septembre 1955. Perón fuit le pays tandis que la répression s'abat sur tous les cadres, faisant environ 50000 prisonniers politiques. Le Parti Justicialiste est dissous par décret le 5 mars 1956, mais la branche syndicale du peronisme reste vivante et active, entreprenant, entre autres, des actions de sabotage contre des infrastructures militaires et économiques.

En octobre 1970 un nouveau conseil supérieur du mouvement Justicialiste est nommé. A travers la création de ce conseil, Perón entend unir les différentes tendances du mouvement mais aussi se doter d'un organe capable de négocier avec la junte militaire. En juillet 1971 une nouvelle loi est votée. Elle prévoit l'instauration d'une période de transition aboutissant à de nouvelles élections générales un an après. Ne pouvant se présenter lui-même Perón désigne Héctor Cámpora pour le représenter. Celui-ci l'emporte assez facilement et accède à la présidence, mettant fin par là même à la dictature militaire. En septembre 1973 Perón, rentre d'exil et est réélu avec une écrasante majorité. Il meurt d'un infarctus le 1er juillet 1974. Sa mort sera suivie par la dictature la plus sanglante et féroce de l'histoire argentine. Celle-ci durera jusqu'en 1982 où la pitoyable issue de la guerre des Malouines sonnera le glas de la junte militaire. Néanmoins, le parti peroniste épuisé perdra les élections générales de 1983. Et il faudra attendre les élections de 1999 et une réforme libérale du parti Justicialiste, pour qu'un peroniste brigue de nouveau la présidence.

KIRCHNER ET KIRCHNERISME

Au début des années 2000 c'est un nouveau couple qui prend en main la destinée du parti Justicialiste et de l'Argentine, Nestor et Cristina Kirchner, qui accéderont l'un après l'autre à la présidence de l'Argentine. Élus sans discontinuité entre 2003 et 2015, les époux Nestor (décédé en 2010) et Cristina Kirchner seront les leaders d'un mouvement politique issu du peronisme de gauche qui se caractérise par sa rupture avec le néolibéralisme du peronisme de droite et revendique un héritage et une inscription dans les courants de la gauche latino-américaine «progressiste». On appellera ce mouvement le kirchnerisme.

Le kirchnerisme se caractérise par un retour en force de l'État, une réforme agricole sans commune mesure, des efforts pour consolider une bourgeoisie nationale, la multiplication des programmes sociaux qui permet de diviser les mouvements sociaux tout en achetant la paix sociale, une certaine forme d'indépendance par rapport aux mesures imposées par le FMI.

Plus concrètement Nestor Kirchner s'acquitte de toute la dette envers le FMI en décembre 2005, soit 25 millions de dollars, ce qui équivaut à un tiers de l'argent total de l'état. En même temps qu'il en applique certaines mesures imposées, il arrête de demander des prêts au FMI, refuse certaines de ses ordonnances et refuse également de rembourser certains créanciers privés. Il impose également des limites dans l'importation de produits étrangers. Au niveau de la politique monétaire, il déconnecte le peso du dollar et le dévalue de 75%.

Les gouvernements successifs des Kirchner ont aussi transformé le secteur agricole, en mettant en place une politique axée sur l'agriculture intensive et la biotechnologie. Cette réforme élimine peu à peu les produits traditionnellement cultivés et évince du marché de l'agriculture les petits agriculteurs. La culture de soja transgénique produit par Monsanto prend ainsi 50% des terres cultivables argentines. Ce changement structurel des formes d'agriculture opère un changement des formes d'alimentation des classes sociales les plus pauvres. À travers les programmes nationaux d'aide alimentaire, le soja transgénique remplace peu à peu les lentilles, le lait, les œufs, la viande... Progressivement l'Argentine devient le premier pays exportateur de soja au monde (entre 90 et 95 % du soja produit est exporté). Le front pionnier du soja, qui s'étend sur les provinces du nord-ouest, s'accompagne de déforestation, de déplacements des populations autochtones et de spéculation sur les terres. Dans le même ordre d'idées, Cristina Kirchner soutient l'exploitation des gisements de gaz non conventionnels en Patagonie, la construction de barrages sur le fleuve *Santa Cruz* et d'autres grands projet dévastateurs. Cette politique est impulsée dans un contexte économique mondial favorable, du fait de la valeur élevée des matières premières sur les marchés mondiaux. Une tendance qui correspond aux facilités proposées par une conjoncture favorable plus qu'à une véritable stratégie.

La stratégie de redressement économique des Kirchner s'appuie également sur une politique de re-nationalisation des services publics (eau, propreté des égouts, poste, transports publics) et d'autres entreprises (comme la compagnie pétrolière Repsol). Cette stratégie à tendance keynésianiste conduit à des taux de croissance insolents, avant de s'essouffler peu à peu.

Devant faire face à une crise économique mais aussi à une crise politique, les Kirchner mettent en place une politique leur permettant de restituer la légitimité de l'état et de ses instances représentatives. Sous la pression du mouvement, dont le slogan principal est « *Que se vayan todos* », les Kirchner redonnent aux fonctionnaires publics 13% de leur salaire, qui avaient été rogné en 2000. Au niveau des dépenses publiques et de la politique sociale, ils mettent en place une politique de santé publique qui finance l'achat des médicaments à 90%. Cela permet aux hôpitaux publics de fournir des médicaments gratuits aux plus démunis, soit environ 15000000 de personnes. Sous leurs gouvernements s'élargit l'accès à l'ouverture de droits à la retraite et au chômage. Ils augmentent le nombre d'allocations chômage et le nombre de *planes trabajar*, ces contrats précaires financés par l'état. Le nombre de personnes bénéficiant d'allocation toutes confondues passe ainsi de 700000 à 2,6 millions. Enfin, ils mettent en place des structures pour l'aide alimentaire, dont vont bénéficier plusieurs millions de personnes.

Suivant la même stratégie de réponse à la pression sociale, Nestor Kirchner purge en partie les corps de la police, de la justice et de l'armée, obligeant à la retraite plusieurs officiers qui avaient participé à la dictature de Videla. En inaugurant un musée de la mémoire contre la violence d'état, accès sur la période de la dictature, et en imposant certains procès exemplaires à d'anciens officiers de la dictature, il réussit à mettre de son côté une partie des deux principales organisations qui demandaient justice: les mères de la place de mai et *Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (HIJOS)* [Enfants pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence], marginalisant les tendances les plus radicales.

Même si ces mesures permettent de restaurer un temps la légitimité de l'état Argentin aux yeux de sa population, l'ensemble de ces interventions ne rétablit pas la confiance de façon durable, tant les formes des décisions sont contestables. Le grand organisme national de statistique, l'INDEC, est même accusé par l'opposition de maquiller les chiffres du chômage et de l'inflation. De nombreuses interventions publiques, notamment dans le domaine du logement social, paraissent dictées par des conjonctures locales ou des rapprochements politiques, plus que par la nécessité de répondre aux besoins des plus modestes. L'action de l'état contourne les institutions locales pour s'appuyer sur des organisations de la société civile, privilégiant une logique de proximité politique vis-à-vis de l'esprit des institutions fédérales. S'il y a bien un renforcement de l'état, dont les budgets ont sans conteste augmenté, il se traduit par un niveau accru de centralisation dans la prise de décision, qu'il s'agisse du plan fédéral de logement, du fonctionnement des grandes entreprises re-nationalisées, ou du financement de nouvelles universités nationales directement rattachées au ministère de l'éducation.

Le règne des Kirchner prendra fin en 2015, avec l'élection de Mauricio Macri, premier gouvernement néolibéral depuis la crise de 2001. Depuis 2015, Kristina Kirchner, avec plusieurs membre de son gouvernement, enchaînent les procès pour corruption et détournements de fonds.



